

DISPOSITIF D'APPUI AUX INITIATIVES DES ORGANISATIONS FRANÇAISES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE (I – OSC)

GUIDE METHODOLOGIQUE

relatif aux modalités de cofinancement
des projets et programmes des OSC françaises

Mai 2025

Ce guide est susceptible de connaître des modifications.
La version la plus récente est disponible sur le site Internet de l'AFD.

/// À RETENIR

Le présent guide méthodologique a été actualisé (les modifications majeures par rapport à la version précédente du guide sont présentées en orange) en fonction des nouvelles modalités de l'AMI 2025 ; il ne concerne que le financement de projets des OSC françaises sur le dispositif Initiatives OSC.

Un second guide destiné aux OSC locales est publié en parallèle de l'AMI, et actualisé également.

Pour les autres dispositifs de l'AFD se référer aux pages dédiées aux offres destinées aux OSC/ONG sur le site de l'AFD.

Table des matières

I.	SIGLES	5
II.	L'AFD ET LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE	6
1.	Les différentes formes de collaboration entre l'afd et les organisations de la société civile (osc) ..	6
2.	La division organisations de la société civile – département mobilisation et partenariats nationaux (mpn/osc)	8
III.	LE DISPOSITIF INITIATIVES OSC	9
1.	Les différentes catégories de projets « initiatives OSC »	9
2.	Le cycle de financement des projets et programmes	15
IV.	LES CRITERES D'ELIGIBILITE DES PROJETS & PROGRAMMES AU DISPOSITIF INITIATIVES OSC	21
1.	Les critères de sélection de l'OSC	21
2.	Les critères de sélection du projet	23
V.	UNE FOIS LE PROJET/PROGRAMME PRESELECTIONNE : LA DEMANDE DE COFINANCEMENT	27
1.	Le dépôt d'une demande de COfinancement via le portail oscar	27
2.	La note d'initiative OSC (NIONG)	28
VI.	UNE FOIS LE FINANCEMENT ACCORDE : LA CONTRACTUALISATION ET LE VERSEMENT DES FONDS	33
1.	La contractualisation	33
2.	Le versement des fonds	39
VII.	AU COURS DU PROJET : LE SUIVI DE L'EXECUTION	42
1.	Les rapports d'exécution techniques et financiers intermédiaire et final	42
2.	La réunion à mi-parcours du projet	44
3.	Les autres documents à transmettre obligatoirement à l'AFD	44
4.	Les cas nécessitant un avis de non-objection (ANO)	46
5.	Évaluation, capitalisation et audit financier du projet	50
VIII.	GLOSSAIRE	52
IX.	FICHES-OUTILS	55
1.	Fiches-outils méthodologie de projet	56
2.	Fiches-outils thématiques transversales	85
3.	Fiches-outils gestion contractuelle	121
X.	NOTE DE DOCTRINE CPP	142
	Note de doctrine convention de partenariat pluriannuel (cpp)	142

Comment utiliser ce guide

Ce guide présente les **modalités de collaboration entre l'AFD et les organisations de la société civile (OSC)** autour de son dispositif Initiatives OSC et des différents projets et programmes qui peuvent être cofinancés dans ce cadre.

Il est un complément aux éléments présentés dans l'Appel à Manifestation d'Intention (AMI) publié annuellement par l'AFD et à la convention de financement.

Ce guide détaille le **cycle de financement des projets et programmes présélectionnés puis sélectionnés** : la demande de financement, la contractualisation et le versement des fonds puis le suivi de l'exécution du projet, de l'audit et sa clôture.

LE DISPOSITIF I-OSC S'APPUIE SUR DIFFERENTS DOCUMENTS DE REFERENCE :

FICHES-OUTILS ET NOTE DISPONIBLES DANS LE PRESENT GUIDE :

- ✓ Onze fiches-outils classées ainsi :
 - o Fiches-outils méthodologie de projet
 - o Fiches-outils thématiques transversales
 - o Fiches-outils gestion contractuelle
- ✓ Note de présentation doctrine CPP

AUTRES DOCUMENTS DE REFERENCE DISPONIBLES SUR LE SITE DE L'AFD¹ :

1. Canevas de NIONG projet mono ou multi pays
2. Canevas de NIONG convention programme
3. Canevas de NIONG projet ECSI ou SMA
4. Canevas de NIONG CPP
5. Tableau budgétaire (projets mono ou multi pays, ECSI, SMA et CP)
6. Notice d'utilisation du tableau budgétaire
7. Tableau budgétaire CPP
8. Canevas NIP tranche 2 CPP
9. Canevas Note de présentation CP
10. Canevas Note de présentation CPP
11. Lettre sur l'honneur
12. Diligences complémentaires pour projets microfinance
13. Canevas TDR audit
14. Kit communication (dossier)
15. Canevas Rapport exécution intermédiaire
16. Canevas Rapport exécution final
17. Déclaration d'intégrité
18. Guide utilisateur OSCAR

¹ <https://www.afd.fr/fr/les-financements-des-projets-des-ong>

I. SIGLES

AFD	Agence Française de Développement
AG	Assemblée Générale
ANO	Avis de non-objection
AMI	Appel à Manifestation d'Intention de projets
APCC	Appel à Projets Crise/Post-Crise
CA	Conseil d'administration
CAC	Commissaire aux comptes
CAD	Comité d'aide au développement (OCDE)
CdCS	Centre de Crise et de Soutien
CICID	Comité Interministériel de la Coopération Internationale et du Développement
CP	Convention -programme
CPP	Convention de partenariat pluriannuel
CRTF	Compte-rendu technique et financier (intermédiaire ou final)
MPN/OSC	Département Mobilisation et Partenariats Nationaux/ Division Organisations de la Société Civile (au sein de l'AFD)
F3E	Fonds pour la promotion des études préalables, des études transversales et des évaluations
FFEM	Fonds Français pour l'Environnement Mondial
FID	Fonds d'Innovation pour le Développement
IATI	International Aid Transparency Initiative
LCB-FT	Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme
MEAE	Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
NIONG	Note d'initiative OSC
ODD	Objectifs de développement durable
OIT	Organisation internationale du travail
OSC	Organisations de la société civile
PCPA	Programme concerté pluriacteurs
RRMA	Réseaux régionaux multiacteurs
AFD/SDD	Direction des solutions pour le Développement (ex DOE - Direction des Opérations, scindée)
AFD/GEO	Direction géographique (ex DOE – Direction des Opérations scindée)
SMA	Structuration du milieu associatif
AFD/MPC	Direction exécutive Mobilisation, Partenariat et Communication
UE	Union européenne

II. L'AFD ET LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

L'Agence française de développement (AFD) finance et accompagne des projets qui améliorent les conditions de vie des populations, réduisent les inégalités, luttent contre le dérèglement climatique et préservent la biodiversité. Institution financière publique, elle met en œuvre la politique définie par le gouvernement français.

1. LES DIFFÉRENTES FORMES DE COLLABORATION ENTRE L'AFD ET LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE (OSC)

Au cours des vingt dernières années, l'AFD a fortement diversifié les formes et les modalités de collaboration avec les OSC, tant en matière de financement de projets et d'activités, que de production de connaissances ou de mobilisation d'expertise.

Cette collaboration couvre aujourd'hui un large spectre d'instruments adaptés aux spécificités des OSC et à leur valeur ajoutée et peut se faire grâce à différents instruments, gérés par différents services du groupe AFD et différentes organisations :

Catégories	Instruments de financement	Services/Organisation	Type de financement
Projets à l'initiative des OSC	Initiatives OSC	Division Organisations de la Société Civile (MPN/OSC) au sein du Département Mobilisation et Partenariats Nationaux	Subventions
Projets à l'initiative des OSC	FID – Fonds d'Innovation pour le Développement FFEM - Fonds Français pour l'Environnement Mondial,	Fonds dont les secrétariats sont hébergés à l'AFD,	Subventions
Appels à projets ad hoc, thématiques ou géographiques	Concertation Fonds de soutien aux organisations féministes (FSOF) APCC : interventions dans des contextes de fragilité (Appels à projets Crises et sortie de crise ou APCC)	Direction des Solutions pour le développement – SDD Direction géographique - GEO	Subventions
Appels à projets ad hoc, thématiques ou géographiques	Appel à projets du Fonds de soutien aux organisations féministes (FSOF)	Co-piloté par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) et l'Agence française de développement (AFD)	Subventions

Projets à l'initiative de l'AFD	Appels d'offres	AFD DG market	Achat de prestations de services par l'AFD à des opérateurs, comme les OSC qui sont alors opératrices (maîtres d'œuvre) d'un projet AFD
Projets de petite taille	Agence des micro-projets Programme d'appui aux projets des organisations de solidarité Internationale issues de l'immigration (PRA OSIM) Programme de petites initiatives (PPI)	La Guilde FORIM FFEM	Subventions
Appels à projets thématiques	Appels à propositions	Expertise France	Subventions pour projets à destination des OSC françaises, locales et internationales pour des projets à mener en partenariat avec des organisations des pays d'intervention.
Appels à projets thématiques (lutte contre les pandémies et le renforcement des systèmes de santé)	Canal Projets	L'Initiative (Direction Santé d'Expertise France)	Subventions pour des projets complémentaires aux programmes du Fonds Mondial.

La relation partenariale entre l'AFD et les OSC prend corps autour de dispositifs de financement spécifiques détaillés ci-dessus, mais aussi dans le cadre de réunions de concertation, de dialogue stratégique et technique, d'instructions et de suivi des projets...

Les agences et les directions régionales s'investissent de plus en plus dans le suivi de ce partenariat, notamment dans les pays où l'action non-gouvernementale est intense ou dans les pays en crise ou post-crise où l'AFD a choisi d'intervenir au travers des OSC.

A noter : le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) et les ambassades de France dans les pays d'intervention proposent d'autres instruments de financement aux OSC, notamment le financement des projets d'urgence. Le ministère publie un guide des subventions (version 2023 sur le site web du MEAE²).

² <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/societe-civile-et-volontariat/actualites/article/actualisation-du-guide-des-subventions-publiques-pour-la-solidarite>

2. LA DIVISION ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE – DÉPARTEMENT MOBILISATION ET PARTENARIATS NATIONAUX (MPN/OSC)

Le dispositif Initiatives OSC (I-OSC) est piloté depuis 2009 par la division **Organisations de la Société Civile**, du Département Mobilisation et Partenariats nationaux (MPN/OSC) au sein de la Direction exécutive de la Mobilisation, des Partenariats et de la Communication (MPC).

MPN/OSC anime le partenariat stratégique entre l'AFD et les OSC, ainsi que la sélection, l'instruction et le suivi des projets Initiatives OSC conçus et mis en œuvre par les OSC françaises et locales dans les pays en développement et en France (pour les projets d'ECSI et de SMA, cf. infra).

La mission de MPN/OSC consiste à :

- Animer le dialogue et la relation partenariale avec les représentants de la société civile française et locale (dialogue stratégique, production intellectuelle commune, organisation de rencontres, etc.) ainsi qu'avec les ministères de référence de l'AFD ;
- Cofinancer des projets ou programmes portés par des OSC françaises (et locales depuis 2022) ayant pour objectif la lutte contre la pauvreté, la réduction des inégalités, l'atteinte des objectifs de développement durable mais aussi la structuration et le renforcement des capacités des OSC ;
- Cofinancer également les actions en matière de structuration du milieu associatif (SMA) et d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI).

Le dispositif Initiatives OSC (I-OSC) de l'Agence française de développement est le principal mécanisme de cofinancement des projets d'initiative des OSC françaises et de leurs partenaires locaux.

La relation de l'AFD avec les OSC, ses objectifs et ses modalités, est définie dans une feuille de route, elle-même en lien avec le Plan d'Orientation Stratégique (POS) de l'AFD, approuvé par son Conseil d'administration. Il convient de consulter ces documents disponibles sur le site de l'AFD pour prendre connaissance des versions en vigueur.

III. LE DISPOSITIF INITIATIVES OSC

Le dispositif Initiatives OSC de l'AFD permet de cofinancer des projets proposés par des OSC françaises et désormais des OSC de droit local, dans le respect de leur droit d'initiative, en France et dans les pays partenaires (pour les OSC locales, se reporter au guide méthodologique qui leur est dédié).

Quelles OSC sont éligibles ? Les OSC françaises ayant plus de trois ans d'existence et qui mettent en œuvre des projets dans les pays en développement. Et depuis 2022, les OSC locales sous certaines conditions. L'ensemble des **critères d'éligibilité pour la présélection** sont **explicités chaque année dans l'AMI** (Appel à manifestation d'intention de projet).

Dans quels pays ? Tous les pays éligibles à l'aide publique au développement suivant la liste établie par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE³ (avec une priorité donnée aux pays les moins avancés - PMA) mais également la France pour les projets d'ECSI ou de SMA.

Dans quels secteurs ? L'ensemble des secteurs de compétence de l'AFD : agriculture, développement local, développement urbain, droits humains, eau et assainissement, éducation, égalité de genre, environnement, biodiversité, climat, énergie, insertion et formation professionnelle, participation citoyenne, santé et action sociale, secteur productif et microfinance ainsi que les projets en matière d'ECSI ou de SMA.

Les **secteurs suivants ne sont pas éligibles** : francophonie, coopération universitaire et hospitalière, échanges de jeunes, archéologie, francophonie, volontariat, aide humanitaire d'urgence, collectes et envois de matériels ou denrées.

1. LES DIFFERENTES CATEGORIES DE PROJETS « INITIATIVES OSC »

A travers divers instruments, le dispositif I-OSC peut **financer 2 catégories de projets et programmes** :

- **Les projets de terrain**
- **Les projets d'ECSI ou de SMA**

Les critères de pré-sélection des projets sont actualisés chaque année lors de la publication de l'AMI qu'il convient de consulter en priorité.

LES PROJETS DE TERRAIN

Les projets « terrain » sont mis en œuvre dans un ou plusieurs pays éligibles à l'aide publique au développement et **obligatoirement en partenariat avec des acteurs locaux issus de la société civile** clairement identifiés. Ils incluent quatre catégories d'intervention :

Projets classiques monopays ou multipays	Conventions-programmes (CP)	Convention de partenariat pluriannuel (CPP)	Programmes concertés pluriacteurs (PCPA)
--	-----------------------------	---	--

³<https://www.oecd.org/fr/cad/financementpourledeveloppementdurable/normes-financement-developpement/listecad.htm>

Les projets monopays ou multipays

Ces projets concourent à la réalisation d'objectifs de développement durable, dans un ou plusieurs pays, et reposent sur le principe d'un partenariat entre une OSC française et un (ou plusieurs) acteur(s) locaux issus de la société civile, associé(s) dans la conception et la réalisation d'actions concrètes sur le terrain.

Il est **impératif que le projet cible principalement le renforcement des acteurs de la société civile locale** (et non pas uniquement les services étatiques centraux ou déconcentrés du pays d'intervention, ceux-ci devant être par ailleurs associés au projet, sauf si le contexte du pays ne le permet pas).

Le projet en consortium d'OSC françaises

Les projets « terrain » peuvent être présentés par une OSC française ou par un consortium formel constitué d'au minimum deux OSC françaises avec un chef de file désigné, en partenariat avec une ou des OSC de droit local. Ce mode de partenariat est fortement encouragé par l'AFD en vue de renforcer la concertation entre acteurs du développement. Il permet ainsi aux OSC d'élaborer une intervention plus globale, de mutualiser leurs compétences, leurs expériences, leurs moyens et d'en augmenter ainsi les effets. Il peut faciliter le changement d'échelle et l'impact à moyen terme. Un projet est considéré comme porté par un consortium lorsqu'il réunit tous les critères ci-dessous :

- Une alliance approfondie entre **deux partenaires français minimum** (et leurs partenaires locaux), dont l'un est le chef de file qui portera le projet auprès de l'AFD. Ils co-élaborent le projet, le mettent en œuvre, l'évaluent et en rendent compte conjointement.
- Des partenaires qui mettent en commun des ressources financières et qui s'engagent à lever ensemble des cofinancements complémentaires.
- L'OSC chef de file peut donc ne pas maîtriser l'entièreté du plan de financement qui peut être alimenté par les autres membres du consortium. MPN/OSC portera une attention particulière à la solidité du plan de financement, au niveau des rétrocessions entre les partenaires français du consortium, et à la part de fonds mobilisés par chacun des membres français du consortium.
- Des partenaires qui partagent des compétences et des expertises qui leur sont propres (expertise sectorielle, expérience et connaissance du terrain d'intervention, etc.) en lien avec leurs partenaires locaux.

D'autres OSC européennes ou internationales ou d'autres acteurs (instituts de recherche, entreprises, etc.) peuvent également venir renforcer le consortium et apporter des fonds au projet. Seules les personnes morales peuvent le cas échéant percevoir des rétrocessions.

Sans co-élaboration, copilotage et relation financière commune (c'est-à-dire mobilisation conjointe de ressources et leur partage pour l'exécution du projet), le projet ne sera pas considéré comme un consortium.

Les conventions programme (CP)

L'outil CP vise une approche structurante et un dialogue renforcé entre l'AFD et les OSC. En effet, les conventions programmes ont pour objectif de développer les interventions et les compétences d'une organisation française de solidarité internationale et de ses partenaires locaux. Elles sont centrées sur une thématique clairement définie qui doit être **au cœur de la stratégie de l'OSC française** et sur laquelle elle a une plus-value démontrée. Les CP sont obligatoirement portées et mises en œuvre **dans plusieurs pays**.

Dans le cadre de la thématique retenue, les conventions programmes doivent nécessairement proposer **un ensemble cohérent d'actions de terrain et d'actions transversales** coordonnées, notamment des actions de renforcement de capacités des partenaires, de mise en réseau d'acteurs, de capitalisation, de plaidoyer, de communication et d'évaluation.

La valeur ajoutée attendue de la convention programme doit être démontrée par l'OSC, l'addition de plusieurs projets de terrain ne peut, seule, constituer une convention-programme. **En amont du dépôt du document projet (NIONG), l'OSC doit compléter la note de présentation relative à la CP; cette phase constitue la première étape de dialogue avec la division MPN/OSC.**

Le **travail de capitalisation est obligatoire** et doit diffuser largement les enseignements des opérations conduites, au-delà de l'OSC française elle-même et en particulier auprès des partenaires locaux et des autres associations françaises et internationales.

Enfin, les conventions programmes ont aussi pour ambition **d'approfondir la relation de partenariat entre l'AFD et les OSC sur les thématiques ciblées**. Un comité de suivi de la CP pourra être mis en place dès le démarrage et se réunira une fois par an au minimum (il réunira l'OSC, MPN/OSC, les divisions sectorielles de l'AFD concernées, des personnes ressources le cas échéant).

Les OSC primo-accédantes ne sont pas éligibles à une convention programme.

/// À RETENIR

L'association souhaitant bénéficier d'une CP doit déjà avoir été soutenue par le dispositif I-OSC (voir les critères spécifiques dans l'AMI annuel).

Avant la publication de l'AMI, l'association doit envoyer la note de présentation de son projet de convention programme à MPN/OSC pour engager un premier échange (elle devra ensuite envoyer une version actualisée au moment de l'AMI en accompagnement de la NIONG).

Les conventions de partenariat pluriannuel (CPP)

La convention de partenariat pluriannuel dépasse la logique de financement de projets pour appuyer les OSC françaises à mettre en œuvre des stratégies à l'international sur des axes et/ou des géographies d'intérêt partagé avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) et l'AFD.

La CPP est donc avant tout un **appui institutionnel et budgétaire global** à un acteur français dont le savoir-faire est avéré et qui doit lui permettre de renforcer sa structure, ses compétences, sa contribution aux ODD et d'opérationnaliser sa stratégie pluriannuelle sur la thématique appuyée par la CPP et d'intérêt partagé.

La CPP vise en effet à soutenir les OSC françaises dans une **logique de renforcement stratégique et partenarial via un appui budgétaire pluriannuel** (accord-cadre non financier de quatre ans, deux conventions de financement de deux ans ; une CPP ne peut être renouvelée qu'une seule fois, sous réserve d'atteinte des objectifs de la première phase et de l'existence d'un dialogue stratégique satisfaisant.). Elle finance ainsi les OSC dans la durée sur la base d'un programme stratégique pluriannuel sectoriel assorti d'objectifs, d'axes stratégiques d'intervention et d'indicateurs de résultats. La CPP doit permettre de financer toutes les dimensions qui servent la stratégie sectorielle : interventions de terrain, plaidoyer, renforcement de compétences internes et externes, partenariats, productions de connaissances, expérimentations/innovations, capitalisation, communication.

La CPP s'adresse **à des OSC ayant un historique satisfaisant de collaboration avec le MEAE et l'AFD**. L'OSC doit avoir démontré sa capacité à mener des programmes d'envergure innovants, en partenariat étroit avec les partenaires locaux (OSC, gouvernements, partenaires multilatéraux, etc.), et doit disposer d'une solidité et d'une capacité financière et gestionnaire suffisante pour assumer de manière fiable un engagement pluriannuel.

Le suivi de la CPP est assuré par une réunion de suivi et un Comité de pilotage réunissant l'OSC, les services du MEAE et de l'AFD qui se réunit au moins une fois par an.

/// À RETENIR

Toute OSC intéressée par une CPP doit se rapprocher impérativement de MPN/OSC afin de prendre connaissance des modalités détaillées de cet instrument et engager un dialogue préalable. Cf note de doctrine jointe à ce guide.

Les programmes concertés pluri-acteurs (PCPA)

Les programmes concertés pluri-acteurs ont pour objectif le **renforcement des capacités individuelles et collectives des organisations de la société civile locale** autour d'une ou plusieurs thématiques choisies, dans un pays donné. Ils cherchent également à soutenir les capacités de la société civile locale à dialoguer avec les pouvoirs publics locaux et nationaux et à participer à l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques locales, selon une approche concertée et pluri-acteurs.

Ils sont construits et mis en œuvre dans le cadre d'un partenariat étroit entre OSC françaises et OSC locales et **associent des acteurs institutionnels** (pouvoirs publics, collectivités territoriales) **et des acteurs non gouvernementaux** (fondations, syndicats, coopératives, universités, etc.), autour d'une **stratégie collective** forte.

Les PCPA se composent d'actions de développement (financement de projets de terrain à travers des fonds d'appels à projets), d'actions de renforcement de capacités (formations, échanges, concertation), d'actions de plaidoyer sur la ou les thématiques du programme, et enfin d'actions transversales visant à renforcer la cohérence, l'appropriation et la visibilité du programme (études, capitalisations, événements, etc.).

La gouvernance des PCPA est originale car elle réunit les représentants des différentes familles d'acteurs impliqués des deux pays (pouvoirs publics, OSC, syndicats, représentants des collectivités locales).

LES PROJETS D'ECSI ET DE SMA

Les projets d'ECSI et de SMA portés par des OSC françaises ont pour objectif principal de mettre en œuvre des activités qui **se déroulent prioritairement en France** (mais peuvent se dérouler également en partie dans les pays partenaires), tant dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI) que dans celui de la structuration du milieu associatif français de solidarité internationale (SMA) et du renforcement des capacités des OSC françaises.

Projets d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI)

Projets de structuration du milieu associatif en France (SMA)

a) Projets d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI)

L'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI) vise à **sensibiliser les citoyens et citoyennes** aux enjeux internationaux et aux politiques du développement et de la solidarité internationale, et à favoriser leur engagement pour un monde plus juste, solidaire et durable.

Les initiatives des OSC sur l'ECSI doivent tenir compte des stratégies internationales, européennes et nationales en matière d'ECSI⁴.

Elles doivent ainsi intégrer, autant que possible, les **priorités transversales suivantes** : la sensibilisation aux ODD des citoyen.ne.s de tous âges, dans une perspective obligatoirement internationale ; l'accompagnement de la mobilisation citoyenne pour le développement durable et la solidarité internationale ; la jeunesse comme cible mais aussi comme actrice de l'ECSI, en France et à l'étranger ;

⁴ Conclusion n°13 du CICID du 30 novembre 2016 ; Consensus européen sur le développement ; Agenda 2030 et feuille de route interministérielle ODD ; cadre LOPDSI ; DOS Société Civile de 2023.

le ciblage des publics éloignés des programmes d'ECSI ; l'inscription dans des dynamiques territoriales multiacteurs.

Les projets d'ECSI peuvent se dérouler en France exclusivement, ou dans les pays partenaires ou mixer des actions en France et dans les pays (activités destinées à des publics situés en Europe et/ou dans les pays d'intervention de l'AFD).

Ils doivent avoir une ampleur et un impact significatifs, au niveau national ou régional, ou international.

Ils doivent, dans la mesure du possible, **associer, dans les territoires concernés, différents types d'acteurs** : OSC (solidarité internationale, jeunesse, insertion, développement durable, diasporas ...), collectivités territoriales, Réseaux Régionaux Multi Acteurs, entreprises, acteurs de la recherche, de la formation et de l'enseignement supérieur, médias...

Les projets d'ECSI doivent concourir à la réalisation d'objectifs précis en matière de sensibilisation et d'éducation au développement et à la solidarité internationale et à l'Agenda 2030. Ils doivent être constitués :

- D'actions visant à informer, sensibiliser, mobiliser différents publics et favoriser leur engagement
- Et/ou d'actions visant à accompagner et former les porteurs et porteuses de projets ou les professionnel-le-s en contact avec le public
- Et/ou d'actions de structuration et animation du milieu de l'ECSI
- Et/ou d'actions de plaidoyer destinées aux acteurs économiques et politiques

Le projet **peut prendre les formes suivantes** : action et programme d'éducation et de formation (dans le cadre formel et institutionnel, et dans le cadre associatif), production d'outils et de dispositifs pédagogiques (centres d'accueil, jeux, outils et supports numériques, dossiers documentaires, malles pédagogiques...), événementiel (festivals, animations de rues, prix et concours...), campagne de sensibilisation du grand public ou de certaines catégories de public, action de plaidoyer, formation et accompagnement de porteurs de projet.

Les actions peuvent s'inscrire dans le secteur de l'éducation formelle, en milieu scolaire, et de l'éducation non-formelle ou informelle, déployée par la société civile auprès du grand public.

L'articulation d'actions d'ECSI avec des interventions de terrain sera particulièrement appréciée car l'ECSI sera d'autant plus efficace si elle tire son origine de l'expérience des acteurs et actrices.

Le projet ne doit pas concurrencer des initiatives similaires : elle doit apporter une plus-value démontrée.

Il ne doit pas y avoir, dans le projet, de prosélytisme religieux ou de propagande politique.

Projets de structuration du milieu associatif (SMA)

Les projets de SMA doivent concourir à la réalisation des objectifs suivants : **appui ou création de plateformes ou de collectifs, de fonds d'appui ou de toute initiative collective pérenne**. Leur ambition est de renforcer les capacités des OSC françaises, d'accroître la coordination et l'efficacité globale des actions du milieu associatif, d'améliorer la concertation et la participation des OSC aux grands rendez-vous internationaux. Ces dispositifs doivent répondre simultanément à plusieurs critères et **avoir fait l'objet d'une discussion préalable** :

- Toucher un secteur prioritaire et innovant, en phase avec les priorités de l'APD française,
- Répondre à un besoin collectif et clairement identifié par les OSC, en lien avec l'AFD,
- Correspondre à un intérêt partagé des OSC et des pouvoirs publics dûment exprimé
- Toucher un public très large et ouvert (notamment pour les actions de formation) ...

Les **projets de SMA en France** doivent avoir un impact national au minimum sur un ou plusieurs des **pilliers suivants** :

- Structuration, rapprochement, convergences d'actions des OSC et ancrage dans le milieu associatif,
- Professionnalisation et création/diffusion d'innovations dans le milieu et au-delà,

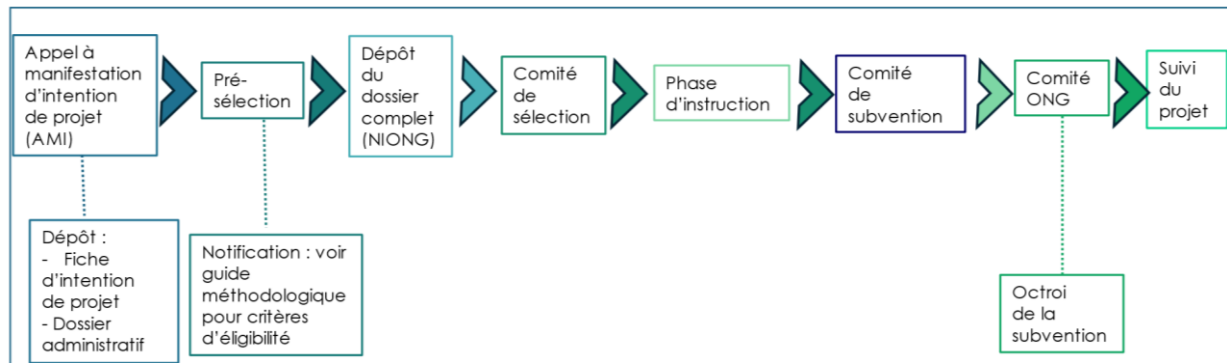
- Contribution des OSC dans leur action collective pour un dialogue renforcé sur l'action publique aux échelons locaux, nationaux, européens et multilatéraux et les enjeux nationaux/internationaux relatifs au développement et à la solidarité internationale.

La structure proposée doit regrouper **un nombre significatif de membres et être représentative du milieu associatif concerné**. Si le nombre de ses membres est limité, elle devra prouver que ses actions ont une portée et un impact structurants pour le milieu associatif français. Elle ne doit pas concurrencer des initiatives similaires mais doit apporter une valeur ajoutée démontrée. Le projet ne doit pas être limité à un champ thématique trop réduit ou touchant un public trop restreint.

2. LE CYCLE DE FINANCEMENT DES PROJETS ET PROGRAMMES

Avant la décision d'octroi du financement, trois phases se succèdent : la présélection, la sélection et l'instruction.

L'OSC devra d'abord déposer une fiche d'intention puis un dossier complet (NIONG) si elle est présélectionnée, avant l'octroi d'une subvention après sélection.



A. LA PRESELECTION DU PROJET/PROGRAMME – L'AMI

a) Dispositif de présélection pour l'ensemble des projets/programmes

La présélection des projets se fait sur la base d'un Appel à Manifestation d'Intention de projets (AMI) publié par l'AFD sur son site internet une fois par an pour l'année civile suivante. L'AMI est ouvert pendant deux mois. L'appel contient les critères de présélection ainsi que le canevas de la fiche d'intention de projet à soumettre.

Afin de répondre à l'AMI, l'OSC doit suivre les modalités de soumission précisées dans l'appel :

- L'OSC doit vérifier que sa structure et son projet sont éligibles en répondant aux critères de présélection ; puis
- L'OSC doit communiquer **via le portail OSCar (accès par le menu « AMI »)** son/ses intention(s) de dépôt(s) de projet(s) : fiche d'intention (disponible en annexe de l'AMI) et pièces constitutives du dossier administratif détaillées dans l'AMI.

Il convient à l'OSC de se reporter impérativement au texte et aux critères de l'appel publié chaque année sur le site de l'AFD avant de présenter une demande de cofinancement, et de respecter le calendrier précisé dans l'AMI. Tout dossier incomplet ou non conforme sera déclaré inéligible.

Tout projet n'ayant pas été présélectionné dans le cadre de l'AMI ne pourra faire l'objet d'un financement du dispositif dans l'année civile suivante⁵.

MPN/OSC n'entrera en contact avec l'OSC durant cette étape que pour demander, si nécessaire, des éclaircissements sur les documents envoyés par l'OSC.

Après examen approfondi, MPN/OSC informe l'OSC par voie électronique, selon le calendrier présenté dans l'AMI si son/ses projet(s) a(ont) été présélectionné(s) pour la programmation de l'année suivante.

⁵ Hors AMI, le dispositif I-OSC peut prévoir également une réserve dédiée aux situations de relèvement et sortie de crise survenue après l'AMI. Sa mobilisation est décidée par MPN/OSC, après consultation préalable des OSC et du MEAE.

/// À RETENIR

La présélection d'un projet ne veut pas dire financement acquis, elle ouvre seulement le droit à l'OSC de déposer un dossier complet.

Si l'AMI est clos, l'OSC ne peut plus présenter de projets avant l'ouverture de l'Appel à Manifestation d'Intention de l'année suivante.

Éléments complémentaires concernant la présélection pour une CP ou CPP

Spécificité des conventions-programmes (CP) : la note de présentation

Avant la publication de l'AMI, l'association est invitée à envoyer une note de présentation de son projet de convention programme à MPN/OSC pour engager un premier échange. Voir canevas « Note de présentation CP » dans les documents de référence. Elle devra ensuite envoyer une version actualisée au moment de l'AMI (en accompagnement de la note d'intention).

Lorsque le projet de convention programme est présélectionné et la note de présentation validée par MPN/OSC, l'OSC est invitée à suivre le cycle du projet classique de MPN/OSC (se référer aux conditions et critères présentés dans l'AMI annuel).

Ce document devra justifier en quoi le projet réunit toutes les caractéristiques souhaitées des conventions programmes : la justification, cohérence et la qualité des choix stratégiques, thématique et géographique du programme et de ses différentes phases. Il présentera la vision stratégique d'ensemble et les résultats finaux et/ou les changements finaux attendus ; il indiquera la progression attendue pour chaque phase et détaillera **le caractère central du renforcement des acteurs des sociétés civiles locales**.

Spécificité des conventions de partenariat pluriannuel (CPP) : la note de doctrine et de présentation

L'OSC doit d'abord prendre connaissance de la note de doctrine CPP disponible ([note de présentation](#)). Toute nouvelle CPP doit être précédée d'une prise de contact avec MPN/OSC (au moins 6 mois avant la publication de l'AMI) puis d'une note de présentation CPP qui doit être transmise à MPN/OSC le plus en amont possible (au moins 4 mois) de l'AMI pour discussion préalable. Ce document permet d'amorcer un dialogue en amont entre l'OSC et MPN/OSC, qui pourra demander à l'OSC d'ajuster le projet si besoin. Elle devra ensuite envoyer une version actualisée au moment de l'AMI.

Une fois le principe de la CPP accepté par l'AFD, l'OSC est invitée à suivre le cycle du projet classique de MPN/OSC (se référer aux conditions et critères présentés dans l'AMI annuel).

B. LA SÉLECTION DU PROJET

Après avoir été informée de la pré-sélection de son projet, l'OSC envoie à MPN/OSC, via le Portail OSCar uniquement, le dossier complet de demande de cofinancement (appelé Note d'Initiative OSC ou NIONG) dans les délais précisés dans l'AMI. Celui-ci est constitué :

- D'un dossier administratif complet et
- Du dossier descriptif du projet, la NIONG. Il est impératif de se référer aux différents canevas de NIONG, disponibles en ligne, selon la nature du projet ou du programme présenté. <https://www.afd.fr/fr/les-financements-des-projets-des-ong> (documents de référence).

Ce dossier est ensuite analysé par MPN/OSC au regard des critères de sélection détaillés dans ce guide. À l'issue du comité de sélection de la division (il se tient des comités de sélection tout au long de l'année), MPN/OSC informe l'OSC par e-mail ou par courrier de la sélection ou non de son projet et explicite, le cas échéant, les raisons de sa non-sélection.

Tout projet non sélectionné à l'issue de cette étape n'est pas instruit par MPN/OSC. Dans le cas où le projet n'est pas retenu, l'OSC, si elle le souhaite, pourra de nouveau le représenter dans le cadre de l'AMI

suivant, à condition de l'étayer et de le compléter en prenant en compte les retours exprimés par la division.

C. L'INSTRUCTION DU PROJET

Tout **projet sélectionné fait l'objet d'une instruction approfondie par MPN/OSC**, en vue de sa présentation aux instances de décision de l'AFD. Sauf cas exceptionnels, le délai moyen du cycle d'instruction d'un projet par MPN/OSC est compris d'environ six mois. Durant cette étape d'instruction, MPN/OSC est l'interlocuteur de l'OSC et communique, si nécessaire, avec cette dernière pour obtenir des informations complémentaires et contribuer à améliorer le projet, en prenant notamment en compte les divers avis reçus (au sein de l'AFD et du MEAE).

En parallèle, **les OSC sont invitées à se mettre en lien avec les services de l'Ambassade de France et de l'agence locale de l'AFD du ou des pays concernés pour leur présenter leurs projets lors d'un rendez-vous à solliciter.**

A l'issue de la phase d'instruction, la NIONG finalisée est d'abord présentée en Comité de subvention, organe non décisionnaire interne à l'AFD.

Enfin, tous les projets sélectionnés sont présentés au Comité spécialisé pour l'appui aux initiatives des OSC, dit « Comité ONG », pour décision de cofinancement (octroi ou rejet). Le « Comité ONG » est une émanation du Conseil d'administration de l'AFD, qui lui a délégué le pouvoir d'accorder les financements en faveur des OSC françaises, dans le cadre du dispositif Initiatives OSC. Environ six à sept fois par an, les projets instruits par MPN/OSC sont présentés à ce comité pour décision de cofinancement. Si la subvention sollicitée est accordée par le Comité ONG, une convention de financement est signée entre l'AFD et l'OSC.

Cycle de financement du projet/programme

ETAPE	OSC	AFD
PRESELECTION		Appel à Manifestation d'Intention de projets (AMI), année N-1
	Dépôt de la fiche d'intention de projet, via le Portail OSCar (accès par le menu « AMI »)	
		<ul style="list-style-type: none"> - Analyse de l'éligibilité de l'intention de projet - Envoi d'un e-mail informant l'OSC si son projet a été présélectionné ou pas pour la programmation de l'année suivante

SI PROJET PRESELECTIONNE		
SELECTION	Rédaction d'une demande de financement pour le projet présélectionné : <ul style="list-style-type: none"> • Note d'Initiative OSC (NIONG) via le portail OSCar (menu NIONG) • Dossier administratif via le Portail OSCar (menu Informations OSC) 	
		<ul style="list-style-type: none"> - Analyse du dossier au regard des critères de sélection - Présentation du projet au comité de sélection

APRES SELECTION DU PROJET		
INSTRUCTION		Instruction du projet. <i>Temps d'instruction moyen : environ 6 mois sauf cas exceptionnels</i>
	Dialogue entre l'OSC et l'AFD	
	A l'entrée en instruction de la NIONG, prise de contact avec l'ambassade de France et l'agence AFD dans le(s) pays concerné(s)	
		Présentation du projet en comité de subvention, puis en « Comité ONG » pour financement ou non

SI PROJET APPROUVE		
CONVENTION DE FINANCEMENT		Préparation et envoi à l'OSC par e-mail, dans le cadre du processus de signature électronique mis en place par l'AFD – esygnature, de la lettre de notification et du projet de convention de financement finalisé pour accord
	<ul style="list-style-type: none"> - Après accord, dépôt des documents nécessaires à la levée des conditions suspensives à la signature, soit dans le Portail OSCar (accès par le menu Informations OSC), soit par courrier (cf. Lettre de notification) 	<ul style="list-style-type: none"> - Validation des pièces administratives et levée des conditions suspensives à la signature
ET		<ul style="list-style-type: none"> - Signature électronique de la convention, via esygnature, par l'OSC puis l'AFD
LEVÉE DES CONDITIONS SUSPENSIVES	<ul style="list-style-type: none"> - Dépôt des documents nécessaires à la levée des conditions suspensives au versement de la première tranche dans le Portail OSCar (accès par le menu Demande de Versement, cf. Lettre de notification) 	<ul style="list-style-type: none"> - Validation de la levée des conditions suspensives au décaissement de la première tranche

LORS DE L'EXECUTION DU PROJET		
EXECUTION DU PROJET	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi de l'exécution du projet - Tout au long de la mise en œuvre, possibilité de solliciter MPN/OSC pour modifications du projet : demande d'Avis de Non Objection (ANO) qui nécessiteront ou non la rédaction d'un avenant 	<ul style="list-style-type: none"> - Dialogue avec l'OSC - Réponses aux demandes d'ANO

A MI-PARCOURS		
PENDANT LE PROJET	<ul style="list-style-type: none"> - Rédaction du rapport d'exécution intermédiaire technique et financier - Dépôts des rapports via le Portail OSCar (accès par le menu Demande de Versement) accompagnés d'une demande de versement pour la deuxième tranche 	

		<ul style="list-style-type: none"> - Validation par Avis de Non Objection (ANO) du rapport d'exécution intermédiaire - Versement de la deuxième tranche
	Réalisation de l'audit intermédiaire sur l'exécution de la tranche 1, obligatoire pour tous les projets.	

A LA FIN DU PROJET		
FIN DU PROJET	<ul style="list-style-type: none"> - Rédaction d'un rapport d'exécution final technique et financier - Réalisation de l'évaluation externe, obligatoire à la fin de chaque phase pour les projets à plusieurs phases et encouragée pour les autres projets - Réalisation de l'audit financier externe final sur l'exécution de la tranche 2 du projet, obligatoire pour tous les projets 	
		<ul style="list-style-type: none"> - Dialogue avec l'OSC sur l'achèvement du projet - Validation des documents finaux transmis par l'OSC (rapports d'exécution, audit et évaluation) - Clôture du projet

IV. LES CRITERES D'ELIGIBILITE DES PROJETS & PROGRAMMES AU DISPOSITIF INITIATIVES OSC

Les critères d'éligibilité sont relatifs aux deux étapes détaillées précédemment :

- **L'étape de présélection : les critères d'éligibilité sont excluants** (c'est-à-dire qu'ils motivent un refus).
- **L'étape de sélection : les critères d'éligibilité ne sont pas excluants**, ils permettent l'appréciation de la recevabilité de la demande. Une réponse négative à un ou plusieurs de ces critères peut motiver une non-recevabilité de la demande par MPN/OSC qui n'en poursuivra pas l'instruction.

Pour chacune des deux étapes, les critères d'éligibilité sont divisés en deux catégories :

- **Les critères d'éligibilité de l'OSC**
- **Les critères d'éligibilité du projet**

/// À RETENIR

Les **critères de présélection** sont présentés de façon détaillée dans l'AMI annuel, les **critères de sélection** sont présentés dans ce guide.

Le terme « projet » est employé de façon générique et inclut toutes les catégories décrites supra (projet « terrain » mono ou multipays, convention-programme, PCPA, CPP, projets d'ECSI et de SMA).

1. LES CRITERES DE SELECTION DE L'OSC

A. LA GOUVERNANCE

L'OSC devra démontrer qu'elle répond aux critères détaillés ci-dessous dans une **lettre sur l'honneur** (pour télécharger ce document, voir site AFD).

L'OSC respecte les règles de déontologie suivantes (lorsqu'elles lui sont applicables) :

- i) Respect des critères inscrits dans la Charte de déontologie des organisations faisant appel à la générosité du public (Don en confiance)
- ii) Possession d'un label et/ou agrément/charte de qualité (label AFNOR, EFQM, autres labels), d'une charte éthique ou d'un code de déontologie interne à l'OSC
- iii) Respect des règles de l'OIT (Organisation Internationale du Travail)
- iv) Bilan social lorsqu'il est requis par le droit du travail.

L'OSC a de bonnes pratiques de gouvernance et de transparence dans les processus de décision : fonctionnement conforme aux statuts (mobilisation des instances de décisions - AG, CA, bureau -, publicité des décisions, fréquences des réunions), relations siège-délégations formalisées, existence d'une politique salariale, d'une charte du bénévolat, d'une transparence et d'une publicité de l'information.

L'OSC a des règles de contrôle interne et de reporting : existence et diffusion des rapports d'activité de l'association, des rapports moraux du/de la président-e ; existence d'une commission des finances, d'un comité de donateurs, d'un département de contrôle interne indépendant, d'une cellule d'évaluation interne ; existence de modalités de diffusion des conclusions/résultats de ces contrôles.

L'OSC a des règles de contrôles externes à l'OSC : audits et/ ou évaluations réalisés par des acteurs extérieurs (CAC, Don en confiance, Cour des Comptes, audit de l'UE, ou autres organisations compétentes) ; existence de modalités de diffusion des conclusions/résultats de ces contrôles.

L'OSC dispose et fait appliquer des procédures d'achat et de passation de marchés observant les principes de transparence et les règles en vigueur en matière de mise en concurrence : respect du Code des Marchés Publics si l'OSC est soumise à l'Ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 qui l'impose (l'OSC est dans l'obligation d'appliquer le Code des Marchés Publics si la moitié de son produit total d'exploitation est constitué de ressources publiques), ou adoption en interne de procédures de passation de marchés si l'OSC n'est pas soumise au Code des Marchés Publics. Les dispositions imposées par l'AFD en termes d'achats et de passation de marchés sont décrites dans la convention de financement.

L'OSC a une politique de transparence de l'information financière adaptée aux différents publics auxquels elle s'adresse, par exemple : certification et publicité des comptes annuels, communication de documents de synthèse (comptes de résultat/ bilans), établissement d'un compte d'emploi des ressources collectées auprès du public, efficacité de l'euro investi, et toutes autres informations financières pertinentes sur son activité.

B. DILIGENCES LCB/FT⁶ REALISEES PAR L'OSC

L'AFD porte une attention particulière aux problématiques de corruption et de fraude dans le cadre des projets qu'elle finance et a adopté une politique générale de lutte contre la fraude et la corruption (disponible sur le site internet de l'AFD).

L'AFD, en tant qu'institution titulaire d'un agrément bancaire, est également dotée d'un dispositif de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (LCB-FT).

Elle demande ainsi aux OSC qu'elle finance de respecter les mesures de gel des avoirs et d'interdiction de mise à disposition directe ou indirecte de fonds ou ressources économiques, adoptées par l'Organisation des Nations Unies, par l'Union Européenne ou par la France, qui sont applicables sans délai par toutes les personnes physiques nationales ou étrangères se trouvant sur le sol français et par toute personne morale opérant en France ou établie en France, en vertu des dispositions de l'article L 562-4 du code monétaire et financier (CMF).

Pour ce faire, un dispositif est proposé aux OSC auquel elles doivent se référer ; ce dispositif est détaillé dans la fiche-outil dédiée. Un questionnaire conformité structure et un questionnaire conformité projet sont à remplir et à remettre avec la NIONG au moment du dépôt du projet. Le canevas de TDR d'audit (intermédiaire et final) est à utiliser obligatoirement, il intègre la vérification des procédures de conformité de l'OSC.

Une FAQ est également à votre disposition ainsi que des documents pédagogiques explicitant tout le dispositif de conformité ainsi que la méthode de filtrage; tous ces documents sont réunis dans un dossier LCB/FT disponible en ligne sur la page dédiée au financement des OSC.

L'AFD recommande par ailleurs aux OSC de prendre connaissance du guide publié par la Direction Générale du Trésor « Guide des dérogations relatives à l'aide humanitaire prévues par les sanctions de l'UE ⁷ ».

Ces régimes de sanctions poursuivent différents objectifs, tels que la lutte contre le terrorisme, mais aussi la lutte contre la prolifération nucléaire, la coercition en réaction à des violations graves des droits humains, la dissuasion et la défense contre les cyber-attaques dirigées contre des pays tiers ou des organisations internationales, ainsi que tout acte menaçant la paix. Leur objet est donc plus large que la lutte contre le financement du terrorisme.

De son côté, l'AFD procède à des diligences de lutte anti-blanchiment, fraude et corruption sur les contreparties/partenaires qu'elle finance et doit, dès l'instruction du projet, collecter des informations auprès de ses contreparties/partenaires, notamment en cas de transferts financiers (de toute nature).

⁶ LCB/FT : Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme

⁷ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Institutionnel/Niveau2/Pages/f3234489-26a1-48f7-8a05-f31d34551f13/files/78b41956-7c8c-4541-b392-a1364cf98a86>

Ces diligences sont actualisées tout au long de l'exécution du projet. Elles donnent lieu à un avis de non-objection (ANO) de la part de MPN/OSC. En cas d'avis défavorable du département de la Conformité de l'AFD sur un projet, l'instruction pourra être interrompue et/ou l'octroi d'un cofinancement refusé.

L'OSC dont le projet a été présélectionné devra compléter un questionnaire projet spécifique en matière LCB/FT à joindre à sa demande de financement (Questionnaire conformité projet disponible à la rubrique documents LCB/FT de la page web de l'AFD).

C. LA SITUATION FINANCIERE DE L'OSC

L'OSC doit déposer dans OSCar son budget prévisionnel pour l'année en cours. Si le dossier est déposé au second semestre elle devra également fournir son budget prévisionnel pour l'année suivante.

La situation financière de l'OSC doit être saine. Si l'OSC présente des résultats nets négatifs ou un niveau de fonds propres négatif au cours des trois derniers exercices, des éléments d'explication sont attendus de la part de l'OSC, ainsi que le détail de la stratégie de redressement prévue. Dans ce cas, ces éléments devront être transmis en annexe au dossier sous la forme d'une note écrite signée par la direction ou la représentation légale de l'OSC, à déposer dans OSCar.

D. LA CAPACITE DE GESTION ET LA QUALITE DE LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS PAR L'OSC

L'OSC doit justifier de sa capacité de gestion et de mise en œuvre au regard du projet soumis mais également au regard des autres projets en cours portés par l'OSC. Pour ce faire, MPN/OSC analysera les données suivantes :

- Le ratio du budget du projet par rapport au budget annuel de l'OSC (un budget annuel du projet supérieur à 70% du budget annuel de l'OSC constituera un seuil d'alerte, sauf cas dûment justifié) ;
- Le seuil de dépendance de l'OSC vis-à-vis de l'AFD ;
- Le montant du reste à verser (RAV) sur les projets de l'OSC cofinancés par l'AFD (MPN/OSC, FFEM, SDD) comparé au budget annuel de l'OSC ;
- Les éventuels retards constatés dans la mise en œuvre de projets en cours sur cofinancement de l'AFD (tous guichets confondus) ;
- La qualité des rapports d'exécution techniques et financiers, des audits, et le respect des délais dans la délivrance des rapports, notamment auprès de MPN/OSC.

2. LES CRITERES DE SELECTION DU PROJET

L'étape de sélection concerne l'évaluation qualitative du projet, sur la base des informations fournies dans la NIONG. Cette analyse se fonde sur les critères d'éligibilité du projet énoncés dans le cadre de l'AMI auquel l'OSC a répondu (qui restent valables pour la sélection) et des critères d'appréciation détaillés ci-dessous.

Expérience et expertise de l'OSC française : L'expertise et la plus-value de l'OSC seront examinées au regard de la thématique du projet et/ou sur la géographie proposée. La NIONG devra permettre d'apprécier la valeur ajoutée de l'OSC et de ses partenaires dans la mise en œuvre du projet (savoir-faire, expertise, expérience).

La cohérence du projet avec la logique d'intervention de l'OSC à l'international sera également analysée.

Cohérence et pertinence : MPN/OSC accorde un intérêt particulier à la pertinence du projet par rapport au contexte et aux besoins identifiés, qui doivent être clairement explicités (la présentation d'un diagnostic synthétique sera appréciée) ; de même, la cohérence du projet avec les politiques publiques sectorielles locales est examinée, lorsqu'elles existent dans le secteur concerné. Le cas échéant, le projet

doit faire référence aux documents politiques du pays ainsi qu'aux réformes en cours. Dans le cas contraire, le dossier présenté doit en expliciter les raisons.

En l'absence de politiques publiques dans le secteur concerné, l'OSC doit se référer aux bonnes pratiques internationales.

Partenariat : La qualité du/des partenariat(s) avec la société civile locale est un critère de sélection majeur du projet. Le projet doit cibler prioritairement le renforcement des acteurs de la société civile locale, et ne peut cibler uniquement les services étatiques centraux ou déconcentrés du pays d'intervention. Ces derniers doivent cependant être associés au projet (sauf si le contexte du pays ne le permet pas).

Le partenariat noué entre l'OSC française et les acteurs locaux impliqués est apprécié au regard des éléments suivants (ces éléments sont détaillés dans la NIONG). Ainsi :

- La NIONG doit comporter toutes les **informations utiles sur le(s) partenaire(s) local(aux)** : références, niveaux d'expertise, moyens, capacités de gestion, et sur les modalités d'association entre eux et l'OSC française porteuse du projet.
- Elle doit expliciter la **nature et l'intensité de l'implication des partenaires dans le projet**. Afin de garantir la pérennité du projet, les modalités à travers lesquelles ces derniers sont associés à l'identification, à la conception, à la réalisation et à l'évaluation du projet seront prises en considération.
- **Les relations de partenariat nouées avec l'OSC française porteuse du projet** doivent être décrites dans leur genèse et dans leur évolution.
- La NIONG doit par ailleurs expliciter la **stratégie de renforcement de capacités** des partenaires envisagée, les objectifs retenus, les moyens prévus pour la mettre en œuvre et les indicateurs fixés pour en mesurer l'atteinte. L'OSC française devra également expliciter son positionnement et son apport spécifique dans le processus. Si un diagnostic institutionnel du partenaire a été réalisé de façon partagée en amont de l'élaboration du projet (ce qui est recommandé), des éléments de synthèse peuvent être indiqués dans la NIONG, ce qui permet de comprendre les aspects sur lesquels les actions de renforcement de capacités vont porter.
- La qualité de la **stratégie d'autonomisation** prévue devra faire l'objet d'une présentation spécifique: le projet doit en effet contribuer, de façon significative, à l'autonomisation institutionnelle, technique et financière des partenaires locaux et des différentes parties-prenantes du projet.
- La NIONG doit, le cas échéant, détailler les modalités de transfert (gestion du projet, gouvernance, transfert des infrastructures, équipements, fournitures, titres de propriété, contrats, conventions, etc.) lorsque le projet s'inscrit dans une stratégie de retrait de l'OSC française vis-à-vis de son partenaire ou des parties-prenantes.
- Dans le cas d'un projet à plusieurs phases, seront aussi évaluées les **évolutions attendues en termes de partenariat** (rôles des différents acteurs et niveau d'autonomie du/des partenaire(s) local (aux) au cours du projet), partenaires et prestataires doivent être bien distincts.

Qualité globale du projet : La clarté et la conformité de la NIONG sont des éléments déterminants : les OSC sont donc invitées à veiller à la qualité rédactionnelle de la NIONG, reflétée notamment dans le cadre logique du projet ;

- La cohérence générale du projet et l'adéquation entre les objectifs, les activités et les moyens prévus ;
- Les indicateurs de résultat et d'effet précis et cohérents avec les objectifs et résultats attendus ;
- La prise en compte des enseignements tirés des actions antérieures et des évaluations réalisées ;
- La cohérence du budget prévisionnel du projet avec les actions prévues, la justification des coûts unitaires ;
- La cohérence des ressources humaines et des moyens techniques mobilisés avec les objectifs du projet.

Taille du projet : Les opérations d'importance et d'impact significatifs sont privilégiées.

Analyse de genre : L'intégration du genre est un critère de qualité du projet. Celle-ci doit reposer sur une analyse sexo-spécifique du projet, dont les résultats, présentés dans la partie diagnostic/enjeux, nourrissent la conception du projet, à minima dans une approche « ne pas nuire » afin que le projet n'augmente pas les inégalités femmes-hommes, et dans tous les autres cas pour enrichir les objectifs, les résultats, les activités et les indicateurs du projet.

Des éléments méthodologiques sont proposés dans la fiche-outil dédiée « genre » et les OSC sont invitées à intégrer dans leur budget tous les moyens nécessaires à cette bonne intégration du genre dans le projet.

Prise en compte, dans le projet, d'objectifs transversaux liés à la biodiversité, au climat, à l'environnement

: cette prise en compte est fortement encouragée car ces thématiques s'inscrivent dans les priorités de la politique française d'aide au développement et sont un gage de contribution effective du projet aux enjeux d'un développement durable. Leur caractère central dans le projet constituera un « bonus » dans la sélection. Dès lors que l'OSC déclare traiter une ou plusieurs de ces thématiques, celles-ci doivent apparaître dans le cadre logique et être reflétées par des indicateurs.

Des éléments méthodologiques sont proposés dans la fiche-outil « biodiversité climat ».

Prise en compte, dans le projet, des jeunes en tant qu'actrices du projet : L'AFD considère les jeunes comme un vecteur essentiel d'une « insertion intégrale » tout à la fois économique et professionnelle, sociale et citoyenne, environnementale et climatique, nécessaire à l'atteinte des ODD. L'OSC doit s'attacher à inclure et garantir la recherche d'une équité générationnelle dans le projet, notamment en facilitant l'engagement des jeunes.

Des éléments méthodologiques sont proposés dans la fiche-outil « jeunes actrices »

Prise en compte de la protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PEAS) : En tant que bailleur et employeur, l'AFD est consciente de sa responsabilité pour lutter contre l'exploitation et les abus sexuels, protéger ses salarié·es, ses partenaires, les bénéficiaires de ses actions, et promouvoir les normes de comportement les plus élevées possibles. Il est désormais demandé aux OSC de mieux prendre en compte cette dimension dans les projets. Pour ce faire, les budgets des projets soumis au dispositif « Initiatives-OSC » peuvent inclure des dépenses visant à mettre en place, renforcer, déployer, pérenniser, faire évoluer des politiques, procédures et outils de lutte contre l'exploitation et les abus sexuels. Celles-ci doivent être justifiées et adaptées aux besoins et spécificités de l'OSC, de ses partenaires et de son projet. Il peut s'agir notamment de dépenses liées à :

- Des actions de formation, d'information et de sensibilisation des équipes de l'OSC et de ses partenaires (siège et terrain), ainsi que des populations et communautés bénéficiaires ;
- Des ateliers d'échanges, de co-construction, d'analyse des risques en matière de politiques et outils de protection contre l'exploitation et les abus sexuels ;
- Des dépenses liées à des besoins de traduction ;
- Des appuis externes, techniques, ponctuels, nécessaires à l'OSC, quel que soit son stade d'avancement en matière de politiques et outils de protection contre l'exploitation et les abus sexuels.
- Des éléments méthodologiques sont proposés dans la fiche-outil « PEAS ».

Innovation : Le caractère innovant du projet est apprécié ; il doit être explicité en détail.

Groupe-cibles : La NIONG doit détailler la population bénéficiaire du projet, en la chiffrant le plus précisément possible : nombre et qualité des bénéficiaires, **nature de leur structuration éventuelle** (par exemple, comités villageois, associations professionnelles, associations de quartier, etc.), en distinguant les bénéficiaires directs des bénéficiaires indirects.

Elle doit également expliciter le degré d'engagement de la population cible et les modalités d'appropriation par les bénéficiaires des actions prévues. Ainsi, il est attendu de la prise en compte des jeunes qu'ils soient pleinement acteurs et actrices du projet et non seulement bénéficiaires.

Ressources humaines : L'onglet dédié aux RH dans le budget du projet (Excel) doit expliciter les ressources humaines mobilisées, en indiquant précisément le statut du personnel expatrié (volontaires, salariés, bénévoles, experts ponctuels), la durée de leur mission et leur profil ; il doit également détailler le personnel local mobilisé sur le projet (au sein de bureau de l'OSC française sur place le cas échéant et au sein des partenaires). **Il est obligatoire de mettre en place un suivi des temps passés par les RH sur le projet (feuilles de temps ou utilisation d'un outil/logiciel de suivi des temps, point vérifié par l'auditeur).**

La mobilisation de volontaires est encouragée y compris dans une perspective de réciprocité (cf. fiche-outil « jeunes actrices »), ce qui constitue un moyen supplémentaire pour rendre les jeunes actrices du projet. Il convient de veiller à l'existence dans certains pays de dispositifs de volontariat nationaux qui peuvent être mobilisés au sein du projet.

L'OSC doit expliciter l'adéquation entre les moyens humains et techniques mobilisés pour la mise en œuvre du projet et les objectifs visés, activités et durée prévues. Le projet doit veiller à ce que les techniques ou technologies retenues soient viables et pérennes sur le long terme, et adaptées au contexte local et aux capacités de gestion et/ou de maintenance du ou des partenaire(s).

Méthode et dispositif de suivi et d'évaluation : La qualité du dispositif et des méthodes prévues en matière d'évaluation, et/ou de suivi-évaluation et/ou d'études d'effets sera examinée.

L'évaluation externe est demandée pour tous les projets quelle que soit leur nature. Ainsi, une évaluation externe est exigée à la fin de chaque phase de 3 ans puis une évaluation d'effets des processus de changement induits est fortement encouragée à la fin des 9 ans (soit 3 phases). Cette dernière évaluation doit procéder à une étude d'effets portant sur l'ensemble des phases plutôt qu'à une évaluation classique.

Le coût de l'évaluation ou de l'étude d'effets doit être inclus dans le budget prévisionnel du projet et ne doit pas être sous-estimé ; l'évaluateur devra être choisi sur appel d'offres.

Des éléments méthodologiques sont proposés dans la fiche-outil « les principes d'évaluation ».

Capitalisation des projets de terrain ou d'ECSI : MPN/OSC encourage les exercices de capitalisation dans le cadre des projets et leur diffusion élargie, au-delà de l'OSC elle-même. Les supports de capitalisation peuvent être de nature très diverse (plaquette, rapport, support pédagogique, conférence, vidéo, film, photographies...).

Les actions de capitalisation élargie sont quant à elles exigées dans le cadre des conventions-programmes, des CPP et des PCPA.

ECSI : L'AFD encourage les OSC, quand cela est possible et pertinent, à prévoir dans les projets de terrain des activités d'ECSI en France et dans les pays d'intervention.

Pérennité et durabilité : La NIONG doit expliciter les perspectives de pérennisation des actions et des acquis à l'issue du projet.

Une attention particulière est accordée par MPN/OSC aux conditions d'appropriation sociale, de viabilité économique et financière et de pérennisation institutionnelle de l'action, en particulier les modalités de sa prise en charge par le(s) partenaire(s) local(aux), les parties prenantes et/ou les communautés bénéficiaires.

Une attention particulière est également accordée à la stratégie d'autonomisation financière du ou des partenaire(s) local(aux) et aux modalités de prise en charge financière pérenne des coûts récurrents induits par le projet.

Stratégie de désengagement prévue par l'OSC : L'OSC doit expliciter la stratégie de pérennisation du projet le plus en amont possible (retrait, transfert aux partenaires, poursuite d'un engagement partenarial sous d'autres formes...), et impérativement en phase 2 et 3.

Moyens financiers mobilisés pour le projet : L'OSC doit veiller à la cohérence de ses budgets (dépenses = ressources) et à la viabilité de son plan de financement. Celui-ci devra indiquer si les ressources espérées sont acquises, sollicitées, ou à solliciter.

Contenu des messages : L'OSC doit s'assurer que le contenu des messages véhiculés par le projet (publications, événements, site internet, etc.) ne contient pas de propos raciste, discriminatoire ou prosélyte.

V. UNE FOIS LE PROJET/PROGRAMME PRESELECTIONNE : LA DEMANDE DE COFINANCEMENT

1. LE DEPOT D'UNE DEMANDE DE COFINANCEMENT VIA LE PORTAIL OSCAR

Une fois son projet/programme présélectionné, l'OSC transmet via le Portail OSCar la demande de cofinancement.

La demande de cofinancement doit impérativement se composer des pièces suivantes :

- **Un dossier administratif.** Il convient de vérifier que tous les documents administratifs sont bien enregistrés et à jour dans l'espace dédié du Portail OSCar (menu « Informations OSC »). En cas de modification des documents administratifs (du CA, du bureau, des statuts ou de l'équipe dirigeante,), ceux-ci doivent être obligatoirement mis à jour par l'OSC dans l'espace dédié du Portail OSCar.
- **Un dossier technique et financier du projet, appelé note d'initiative ONG (NIONG),** en formats Word et Excel (pour les tableaux financiers) dans l'espace dédié du Portail OSCar (menu « Projets »).

/// À RETENIR

Tout dossier incomplet ou non conforme sera déclaré inéligible.

Les dossiers établis selon le plan type d'autres bailleurs de fonds (notamment l'UE) ne sont pas acceptés. L'OSC doit utiliser les canevas disponibles dans les documents de référence sur le site de l'AFD.

A. LA PRESENTATION DU DOSSIER ADMINISTRATIF DEPOSE DANS LE PORTAIL OSCAR (ACCES PAR LE MENU « INFORMATIONS OSC »)

Le dossier administratif doit être déposé, **daté et signé de moins de 3 (trois) mois**, au moment du dépôt de chaque NIONG.

Les pièces du dossier administratif sont mentionnées dans chacun des canevas de NIONG.

B. LA PRESENTATION DU DOSSIER TECHNIQUE ET FINANCIER DEPOSE DANS LE PORTAIL OSCAR (ACCES PAR LE MENU « PROJETS »)

Le dossier technique et financier comprend :

- **La note d'initiative OSC (NIONG),** voir les différents canevas dans le dossier « documents de référence », sur le site AFD : <https://www.afd.fr/fr/les-financements-des-projets-des-ong>.
- **Le budget prévisionnel en format Excel détaillé comportant plusieurs onglets,** voir dans le dossier « documents de référence », sur le site de l'AFD.

2. LA NOTE D'INITIATIVE OSC (NIONG)

A. LES DIFFERENTS CANEVAS DE NIONG

Il existe quatre canevas de NIONG disponibles dans le dossier « documents de référence » disponible sur le site de l'AFD : <https://www.afd.fr/fr/les-financements-des-projets-des-ong>

- Un pour les projets monopays, multipays,
- Un pour les conventions programmes, et PCPA,
- Un pour les projets de SMA ou d'ECSI,
- Un pour les CPP.

/// À RETENIR

Le dossier doit être rédigé impérativement sous **format Excel et Word** (police Times New Roman, taille 11, interligne simple), le nombre maximum de pages indiqué doit être scrupuleusement respecté.

La NIONG doit être rédigée en français.

Pas de format PDF.

La NIONG est composée de:

- La **fiche Résumé du projet** ;
- La description du projet ;
- Les annexes ;

Et accompagnée d'un budget prévisionnel (voir paragraphe ci-après)

B. LA FICHE RESUME DU PROJET

La Fiche Résumé du projet est **présentée en début de NIONG** ; il s'agit d'un résumé synthétique du projet (objectifs, résultats, groupes cibles, etc.) établi selon un format prédéfini présenté dans les canevas de NIONG.

C. LA DESCRIPTION DU PROJET ET LES INDICATEURS

Cette partie constitue **l'élément central de la NIONG**. Elle doit décrire le projet suivant les canevas proposés.

Elle **doit détailler les différentes caractéristiques du projet**. Il s'agira d'explicitier la genèse du projet, le contexte dans lequel il s'inscrit, le ou les diagnostics réalisés en amont, le montage partenarial, le pilotage, les objectifs, résultats attendus et principales activités prévues, enfin les conditions de sa pérennité ainsi que les modalités d'évaluation, d'audit, de communication et de capitalisation.

L'approche **genre** devra également être explicite et ambitieuse de même que la prise en compte des **jeunesses**, d'autant plus que ces deux thématiques sont liées sur plusieurs aspects.

En plus des indicateurs du cadre logique qui seront présentés dans la NIONG, l'OSC renseignera également dans le portail OSCar (Formulaire NIONG) **et dans la NIONG** les **indicateurs agréables**.

/// À RETENIR

Les indicateurs agrégeables (IA) sont **à renseigner** directement dans **OSCAR** (liste d'IA restreinte) **et dans la NIONG (liste d'IA complète)**.

Le renseignement de ces indicateurs par l'OSC est obligatoire. Ils relèvent de deux catégories :

- **Les indicateurs agrégeables spécifiques aux projets Initiatives OSC.**
 - **Pour les projets « terrain »**, l'OSC devra préciser dans la NIONG mais également dans le formulaire du Portail OSCar le nombre d'OSC locales partenaires dans la mise en œuvre du projet et parmi elles, détailler le nombre d'OSC partenaires bénéficiaires de rétrocessions financières.
 - **Pour les projets d'ECSI/SMA** », l'OSC devra renseigner dans la NIONG mais également dans le formulaire du Portail OSCar :
 - Pour les projets d'ECSI :
 - Le nombre de personnes touchées directement ou impliquées dans les campagnes de sensibilisation à l'ECSI portées par le projet,
 - Le nombre d'individus formés ou accompagnés dans le cadre du projet.
 - Pour les projets de SMA :
 - Le nombre d'OSC (membres ou non de l'OSC porteuse du projet) directement impactées par le projet,
 - Le nombre de personnes physiques, membres d'OSC, directement impactées par le projet,
 - Le nombre de personnes physiques impactées par le projet, en général.
- **Les indicateurs agrégeables sectoriels de l'aide bilatérale française**, qui s'appliquent à l'AFD et qui ont été validés par le comité interministériel de la Coopération internationale et du Développement (CICID). Pour les projets « terrain » (mono et multi-pays, CP, CPP) uniquement, le renseignement des indicateurs applicables au projet, selon sa nature, est obligatoire.

D. LES ANNEXES A LA NIONG

Plusieurs annexes de la NIONG sont à compléter.

Le cadre logique

Les activités, résultats attendus, objectifs et **principaux indicateurs** doivent être résumés dans le cadre logique, qui servira de document de référence tout au long de l'exécution du projet. Des éléments méthodologiques sont proposés dans la [fiche-outil « cadre logique »](#).

La liste des bénéficiaires de rétrocession, quel qu'en soit le montant, accompagnée des fiches de renseignement relatives aux partenaires

La rétrocession désigne l'acte par lequel l'OSC française rétrocède une partie des fonds du projet au(x) partenaire(s) identifié(s) français ou local(aux), quelle que soit l'origine des fonds (AFD et autres financeurs).

Il s'agit toujours d'une personne morale et non physique. La rétrocession doit faire l'objet d'une formalisation contractuelle entre l'OSC française et son/ses partenaire(s) bénéficiaire(s) de rétrocession. MPN/OSC ne rend pas d'avis de non-objection (ANO) sur cet accord de rétrocession qui ne doit pas lui être communiqué. Néanmoins, cet accord pourra être examiné dans le cadre d'un audit.

Il peut s'agir de :

- **Rétrocession financière** : c'est-à-dire une délégation de fonds au(x) partenaire(s) pour la mise en œuvre du projet (le(s) partenaire(s) devien(nen)t alors responsable(s) des fonds rétrocédés), même si l'OSC française garde une responsabilité juridique vis-à-vis de l'AFD sur la bonne utilisation de ces fonds. Cette rétrocession peut avoir lieu tout au long du projet ;
- **Rétrocession matérielle** : c'est-à-dire une transmission au(x) partenaire(s) du matériel acquis pour la mise en œuvre du projet (exemple : véhicules). Cette rétrocession peut avoir lieu tout au long du projet.

La rétrocession peut être :

- **De premier niveau** : rétrocession effectuée entre l'OSC française et son partenaire principal ;
- **De deuxième niveau** : rétrocession effectuée entre le partenaire principal de l'OSC française et un ou plusieurs autres partenaires locaux. Ces rétrocessions de deuxième niveau sont soumises aux mêmes conditions que les rétrocessions de premier niveau. Le suivi de ces conditions est sous la responsabilité de l'OSC française.

La rétrocession financière n'est pas obligatoire. Il n'existe pas de montant minimum ou maximum pour la rétrocession.

Dans le cadre des dispositions de lutte contre le financement du terrorisme et le blanchiment de capitaux (LCB-FT), l'AFD doit réaliser des diligences LCB-FT sur le(s) bénéficiaire(s) de rétrocessions financières en un ou plusieurs versements et quelle que soit l'origine des fonds (AFD ou autre bailleur).

- Lorsque le(s) bénéficiaire(s) d'une rétrocession est/sont identifié(s) au moment de l'élaboration du projet, l'OSC française doit, dans la NIONG, compléter la liste des partenaires ou parties prenantes bénéficiaires de rétrocessions et le montant rétrocédé et la fiche de renseignements relative au(x) partenaire(s)
- Si le(s) bénéficiaire(s) d'une rétrocession est/sont identifié(s) en cours de mise en œuvre du projet, l'OSC doit en informer MPN/OSC et lui communiquer la liste de ces partenaires via OSCar pour avis de non objection (ANO).
 - Les éléments d'identification du/des bénéficiaire(s) de la rétrocession (dénomination sociale, siège social, identité des associé-e-s responsables) seront communiqués via la liste des partenaires ou parties prenantes bénéficiaires de rétrocessions (annexe 6 de la NIONG) et la fiche de renseignements relative au(x) partenaire(s).
 - Après avoir réalisé les diligences LCB-FT, MPN/OSC communique sa réponse (objection ou non-objection) à l'OSC dans un délai maximal d'un mois. Les fonds ne pourront être rétrocédés par l'OSC au(x) partenaires(s) qu'après ANO de l'AFD.

La fiche de renseignement relative au(x) partenaire(s)

Cette fiche indique les principales caractéristiques relatives au(x) principaux partenaire(s) de l'OSC (rétrocession prévue ou non). Cette fiche peut être transmise ultérieurement au dépôt de la demande de cofinancement si le nouveau partenaire est identifié en cours de mise en œuvre du projet. Elle est toutefois indispensable, en cas de rétrocession, à l'obtention de l'ANO sur la modification ou l'ajout d'un partenaire.

Au-delà de cinq partenaires, l'OSC peut renseigner pour chaque partenaire une fiche partenaire synthétique.

La fiche « volet pays »

Pour les projets multipays et les conventions programmes l'OSC doit renseigner une fiche par pays d'intervention du projet. Cette fiche décrit le projet de manière synthétique dans chacun des pays (contexte local, objectifs, activités et résultats du projet). Il doit donc y avoir autant de fiches « volet pays »

que de pays concernés par le projet. **Ces fiches devront être actualisées avec des éléments relatifs à la mise en œuvre du projet lors de la soumission du rapport d'exécution final.**

Le questionnaire de conformité : Analyse du dispositif des contreparties OSC/Fondations

Dans de nombreuses zones d'intervention, l'AFD doit faire face à des risques de détournement des fonds à destination des OSC notamment à des fins de financement de terrorisme. En dépit des nombreux et croissants efforts entrepris par les OSC, afin de promouvoir et renforcer les diligences sur leurs opérations, certaines OSC peuvent rester vulnérables face à ce risque.

En effet, les OSC peuvent être confrontées au risque de détournement de leurs fonds à des fins de financement du terrorisme à la fois en raison de leur implantation et/ou de leur intervention au sein de zones sensibles mais également du fait de leur intervention dans des zones faiblement ou peu bancarisées entraînant ainsi le recours accru à des liquidités ou encore en raison de l'activité pratiquée par ces dernières.

Par ailleurs, les établissements financiers français, comme les OSC ou toute personne morale opérant en France ou établie en France, (article L 562-4 du code monétaire et financier CMF cité supra) sont soumis à diverses obligations réglementaires, afin notamment de lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. En découle une interdiction stricte, pour l'AFD, de mise à disposition de fonds, directe ou indirecte, au bénéfice de personnes ou entités listées.

Afin que l'AFD soit en mesure d'apprécier l'encadrement du risque fiduciaire et du risque de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, l'OSC partenaire remplit ce questionnaire.

La notion de **risque fiduciaire** doit être entendue comme renvoyant à la bonne gouvernance financière au sein de chaque contrepartie. Cette notion inclut le risque de corruption, de fraude et les aspects liés à la gouvernance interne (il est question des mesures, des règles, des procédures et des processus organisationnels permettant d'appréhender la manière dont la contrepartie est dirigée, administrée et contrôlée). L'AFD porte une attention particulière sur le risque engendré par le non-respect par la contrepartie des conditions d'usage ou de durée des fonds qui lui ont été transférés. Cela implique de la part de la contrepartie un comportement responsable, transparent et respectueux des ressources qui lui sont confiées par l'AFD.

NB : Le questionnaire est composé de deux parties : un premier questionnaire relatif à l'OSC elle-même (qui sera déposé le plus en amont possible dans OSCar), et l'autre centré sur le projet soumis pour financement.

E. LE BUDGET PREVISIONNEL DETAILLE

Le budget prévisionnel doit être obligatoirement détaillé (télécharger les documents : [Tableau budgétaire](#) et [sa notice d'utilisation](#)). Il doit **mentionner la durée de chaque tranche** (nombre de mois).

/// À RETENIR

Pour compléter le budget prévisionnel, l'OSC doit se référer à la notice d'utilisation du tableau budgétaire.

Au moment du dépôt de la demande de cofinancement, le budget doit être transmis dans sa version Excel daté, signé indiquant le nom et la fonction de la personne habilitée.

L'OSC doit remplir les colonnes prévisionnelles de l'ensemble des onglets proposés :

- « Dépenses » / « Ressources » / « Valorisations »
- « Répartition RH »
- « Répartition pays » (pour les projets multipays)

- « Répartition par objectifs ou par résultats ».

L'affectation des dépenses est prévisionnelle. Elle pourra être modifiée en cours de la mise en œuvre du projet, à condition que la demande, dûment justifiée, fasse l'objet d'un ANO préalable du/de la responsable de projet MPN/OSC, conformément aux cas nécessitant un ANO de l'AFD.

Dans l'onglet « Ressources », l'OSC doit veiller à ce que la colonne indiquant l'état des ressources (acquis, sollicité, à solliciter) apparaisse dans le budget intégré à la NIONG.

Dans tous les cas le total des dépenses prévisionnelles doit être égal (à l'euro près) au total des ressources prévisionnelles, pour chacune des tranches et au global.

A noter : la CPP dispose d'un tableau budgétaire spécifique, à transmettre en accompagnement de la NIONG CPP.

Taux de change applicable

Sauf disposition contraire convenue entre l'OSC et l'AFD (MPN/OSC) dans la NIONG, les coûts encourus dans d'autres monnaies que celles utilisées dans les comptes de l'OSC pour le projet sont convertis en utilisant un taux conforme aux pratiques habituelles de comptabilité de l'OSC, à condition qu'elles respectent les conditions suivantes :

Il s'agit d'une règle comptable écrite correspondant à une pratique standard de l'OSC ;

- Cette règle est appliquée de manière constante tout au long du projet ;
- Cette règle est appliquée à tous les types de transactions ainsi qu'à toutes les sources de financement durant toute la durée du projet ;
- La preuve de la règle comptable utilisée doit être communiquée par l'OSC sur simple demande de MPN/OSC ;
- Les taux de change doivent être facilement accessibles pour toute vérification et tenus à la disposition de MPN/OSC si celle-ci en fait la demande.

Les règles de rétroactivité

L'éligibilité des dépenses ne peut être antérieure à la date d'octroi de la subvention AFD (date du Comité ONG). Cependant, la rétroactivité est acceptée dans deux cas particuliers :

- Si l'OSC a souhaité **démarrer le projet de façon anticipée à partir de ressources financières déjà obtenues supérieures ou égales à 50%** du budget total (financements privés ou publics). Dans ce cas, l'OSC devra justifier des accords de financement obtenus avant la signature de la Convention. Cette rétroactivité des dépenses ne peut s'exercer que dans les douze mois maximums précédant la date d'octroi de la subvention AFD ;
- **S'il existe un délai entre la date de fin du financement d'une phase d'un projet par l'AFD et la date d'octroi du financement de la phase suivante**, l'AFD peut financer de façon rétroactive les dépenses que l'OSC a dû effectuer pour assurer la continuité entre les deux phases. Cette rétroactivité des dépenses ne peut s'exercer que dans les douze mois maximums précédant la date d'octroi de la nouvelle phase ; l'OSC devra attester du caractère essentiel de ces dépenses;

La demande de rétroactivité devra faire l'objet d'une justification précise et d'un dialogue préalable avec MPN/OSC.

Après accord de MPN/OSC, la date d'éligibilité des dépenses figurera dans la note présentée au Comité ONG. L'OSC devra expliciter, dans la NIONG adressée à MPN/OSC, les raisons de la rétroactivité souhaitée. Elle devra inclure les dépenses éligibles à la rétroactivité dans le budget prévisionnel du projet joint à la NIONG soumise au financement de l'AFD. L'OSC devra pouvoir justifier les dépenses qui ont déjà été réalisées avant le dépôt du dossier à MPN/OSC, si nécessaire.

NB : Si le projet a fait l'objet d'études (évaluation initiale, diagnostics, études de faisabilité) antérieures au dépôt du projet auprès de MPN/OSC, cette dépense pourra être intégrée au budget prévisionnel du projet, à condition d'être dûment justifiée et détaillée dans la NIONG et discutées avec MPN/OSC. Si accord de l'AFD, cette dépense sera éligible même si engagée et décaissée avant le démarrage du projet mais devra avoir été réalisée dans les douze mois maximums précédant la date effective de démarrage du projet.

VI. UNE FOIS LE FINANCEMENT ACCORDE : LA CONTRACTUALISATION ET LE VERSEMENT DES FONDS

1. LA CONTRACTUALISATION

A. LA SIGNATURE DE LA CONVENTION DE FINANCEMENT

a) La notification d'octroi du financement AFD

L'octroi du financement AFD est soumis à la condition préalable qu'aucun changement significatif n'intervienne dans le projet ou dans son environnement par rapport à la situation décrite lors de l'instruction du projet.

Une fois la subvention octroyée par le Comité ONG, MPN/OSC envoie à l'OSC bénéficiaire par e-mail une **lettre de notification d'octroi** accompagnée du projet de convention finalisé en version PDF, avant le lancement du processus de signature électronique (via le workflow sécurisé esygnature).

La lettre de notification détaille les modalités et les documents à fournir pour la signature de cette convention.

La convention de financement a été revue en avril 2025, elle s'applique désormais à toutes les OSC financées par l'AFD (tous dispositifs) ; elle prévoit néanmoins des spécificités liées aux dispositifs, notamment I-OSC.

La convention de financement est composée de la convention contractuelle avec, en annexes, la description du projet et son plan de financement qui ont valeur contractuelle.

Si une crise et/ou une catastrophe naturelle et/ou un coup d'Etat survient dans le(s) pays d'exécution du projet, MPN/OSC est disposé à prendre en compte les conséquences de ces événements : sur le calendrier, sur le cadre logique, voire sur le budget du projet en cours (à subvention AFD constante), qui nécessiteraient des réajustements à la suite de la suspension temporaire ou définitive des activités, en lien avec l'évolution des besoins liés aux phases de reconstruction/réhabilitation ou de reprise. MPN/OSC analysera la faisabilité des modifications sollicitées, et veillera à procéder à/aux avenant(s) en tant que de besoin. MPN/OSC informera les OSC concernées de cette flexibilité qui leur est offerte dès la survenue d'un tel événement dans le(s) pays d'exécution du projet.

/// À RETENIR

Avant la finalisation de la convention de financement, l'OSC doit s'assurer que :

- **Le descriptif et le plan de financement** annexés à la convention sont actualisés si nécessaire, tout en restant proches des documents produits par l'OSC et présentés au Comité ONG (notamment liste des pays concernés, durée, dates de début et de fin du projet, composantes, intervenants et modes opératoires)

Si des modifications plus substantielles, liées à des changements imposés par le contexte, doivent être apportées au projet, l'OSC en informera au plus vite MPN/OSC qui en examinera la teneur et acceptera ou non ces modifications **avant la finalisation de la convention**

- **La fiche de communication** est actualisée si nécessaire en vue de sa publication sur le site internet de l'AFD et du MEAE au titre des normes IATI. La signature de la convention vaudra accord écrit de la part de l'OSC concernant sa publication et les données relatives au projet.

La levée des conditions suspensives à la signature de la convention de financement

Seule la signature électronique de la Convention, qui devra intervenir au plus tard deux mois après la date d'envoi de la lettre de notification, vaudra engagement de financement de la part de l'AFD.

Le mode opératoire du processus de signature électronique est transmis à l'OSC en même temps que l'envoi de la lettre de notification et du projet de convention finalisé.

Le processus de signature électronique de la convention ne sera lancé que lorsque l'OSC aura donné son accord sur le projet finalisé de convention par retour d'e-mail et que tous les documents attendus, conformément à la lettre de notification, seront soit déposés dans le portail OSCar, soit envoyés par courrier et auront été vérifiés par nos soins.

L'OSC doit avoir vérifié au préalable que tous les documents administratifs sont bien enregistrés et à jour dans l'espace dédié du Portail OSCar, dans le menu « Informations OSC » :

- Les comptes des trois derniers exercices clos ;
- Les rapports d'activités des trois derniers exercices clos ;
- La composition de son Conseil d'administration ;
- La copie du procès-verbal de nomination du/de la Président(e) rendue par l'organe délibérant du Bénéficiaire daté, signé et portant mention manuscrite « certifié conforme à l'original » par un représentant du Bénéficiaire habilité à cet effet et en vigueur au jour de la signature de la Convention ;
- La copie des statuts datée, signée et portant mention manuscrite « certifié conforme à l'original » par un représentant du Bénéficiaire habilité à cet effet s'il s'agit d'un premier dépôt dans OSCar ou, une attestation signée par un représentant du Bénéficiaire habilité à cet effet et en vigueur au jour de la signature de la Convention, que les statuts déposés dans OSCar sont bien les derniers statuts à jour ;
- La copie de l'acte d'immatriculation ou d'enregistrement du Bénéficiaire (déclaration d'enregistrement en Préfecture et publication au Journal Officiel) ;
- Le n° de SIRET de l'OSC daté de moins de trois (3) mois ;
- La copie des pièces d'identité de chacune des personnes habilitées à signer la Convention au nom et pour le compte du Bénéficiaire, toute demande de versement et tous documents autorisés ou requis du Bénéficiaire en vertu de la Convention.

L'OSC devra également transmettre **impérativement par courrier** :

- Un original de l'attestation de délégations de signatures désignant les personnes habilitées à signer la Convention au nom et pour le compte du Bénéficiaire, toute demande de versement et tous documents autorisés ou requis du Bénéficiaire en vertu de la Convention. L'original des

spécimens de signatures de chacune des personnes habilitées devra accompagner l'attestation.

- Un RIB du compte bancaire du Bénéficiaire sur lequel les fonds de la Subvention doivent être versés.

En parallèle de la signature de la convention, l'OSC devra également déposer dans le portail OSCar (menu « Projets » - rubrique documents associés / document de communication) les **supports de communication** :

- Pour tous les projets, la **fiche de communication** (format Word, se référer au canevas et à la notice d'aide à la réalisation disponibles dans le Kit de communication disponible en ligne sur le site internet de l'AFD: <https://www.afd.fr/fr/les-financements-des-projets-des-ong>).

Cette fiche permet de présenter l'OSC à l'initiative du projet, ses partenaires locaux, les objectifs, le contenu, la localisation et les résultats attendus du projet. **Il s'agit du document retenu pour satisfaire aux normes de transparence de l'International Aid Transparency Initiative (IATI).**

Elle doit être accompagnée d'une photo d'illustration haute définition qui sera transmise par mail au chargé de projet.

L'OSC accepte la diffusion externe de la Fiche de Communication, dont elle valide le contenu au moment de la signature de la convention de financement. Ce document est ensuite mis en ligne par l'AFD sur son site internet et sur le site du gouvernement français (www.transparence-aide.gouv.fr), conformément aux engagements français pris en matière de transparence des projets financés.

L'OSC est libre de l'utiliser, en version papier ou numérique, pour communiquer sur son projet. Le dépôt dans OSCar vaudra accord pour sa publication ;

- **Pour tous les projets, une à deux photos d'illustration du projet ou du contexte** (se référer au guide de visibilité disponible dans le Kit de communication (voir dans le dossier « documents de référence ») ;
- **Pour les projets dont la convention de financement spécifie une communication de niveau 2, le plan de communication du projet** (se référer au guide de communication de niveau 2 disponible dans le kit de communication).

B. LES DISPOSITIONS CONTRACTUELLES DE LA CONVENTION DE FINANCEMENT

a) Les engagements et les obligations de l'OSC

MPN/OSC souhaite porter à la connaissance de l'OSC que la signature de la convention l'engage sur les points suivants :

- L'OSC doit **respecter tous les engagements et les obligations pris au titre de la convention** et s'assurer du respect de ces engagements et obligations par le(s) partenaire(s), bénéficiaire(s) de rétrocession.
- L'OSC fera en sorte que ces engagements et obligations pris au titre de la convention de financement soient **repris dans l'acte de rétrocession avec chaque partenaire**. Cet acte de rétrocession peut prendre toute forme définie par l'OSC. MPN/OSC ne donne pas d'ANO sur cet acte de rétrocession. En revanche, cet acte pourra faire l'objet d'une vérification dans le cadre d'un audit ou sur demande de MPN/OSC.
- L'OSC s'engage à **respecter toutes les lois et réglementations locales** qui lui sont applicables et qui sont applicables au projet, particulièrement en matière de protection de l'environnement, de sûreté et de droit du travail (normes environnementales et sociales), ainsi qu'à respecter les normes internationales en matière de protection de l'environnement et du droit du travail, dont les conventions fondamentales de l'OIT et les conventions internationales en matière d'environnement, en cohérence avec les lois et règlements applicables dans le pays de réalisation du Projet.
- L'OSC **s'engage à ce que les fonds investis dans le projet ne soient pas d'origine illicite et que le projet ne donne lieu à aucun acte de corruption, de fraude ou à des pratiques anti-concurrentielles**.
- L'OSC s'engage à **ne pas mettre à disposition, directement ou indirectement, des fonds à une entité désignée au titre des listes applicables à l'AFD (cf. fiche-outil dédiée)**.

- L'OSC s'engage, dans le cadre de l'attribution de marchés relatifs à la réalisation du projet (marchés de prestations intellectuelles, de services, de travaux et de fournitures) à **respecter les règles de passation de marché**. En cas de passation ou exécution de marché non conforme aux engagements, l'AFD sera en droit de demander le remboursement de tout ou partie des fonds versés.
- L'OSC s'engage à **respecter les différentes dates clés** du projet explicitées dans la convention.
- L'OSC s'engage à **respecter les engagements d'information** mentionnés dans la convention (audit, évaluation, communication).
- L'OSC s'engage à mettre en œuvre **les engagements particuliers** éventuels liés à l'exécution du projet, tels que définis avec MPN/OSC lors de son instruction et repris dans la convention. L'OSC précisera les conditions de leur mise en œuvre dans les rapports d'exécution.
- L'OSC s'engage à mettre en place un **système permettant la traçabilité de l'ensemble des dépenses et des ressources** relatives au projet (comptabilité analytique).

Les règles et seuils de passation de marché dans la convention de financement

Dans le cadre de la passation, de l'attribution et de l'exécution des marchés relatifs à la réalisation du projet, l'OSC s'engage :

- À observer les **principes de mise en concurrence, d'équité de traitement et de transparence**, dans le respect des normes internationalement reconnues et recommandées par l'OCDE et par la Convention des Nations Unies contre la corruption ;
- À **respecter les dispositions législatives et réglementaires du pays et/ou les procédures** qui lui sont applicables en ce qui concerne tous les aspects du processus de passation des marchés. L'OSC appliquera les dispositions les plus restrictives entre les lois, règlements et/ou procédures qui lui sont applicables et les stipulations du présent article ;
- À confier les marchés à des entreprises présentant des garanties, à tous égards, suffisantes quant à leur aptitude à les mener à bien ;
- À exiger des candidats la fourniture de la **déclaration d'intégrité** proposée (cf. documents de référence) dûment signée, et l'inclusion de ce document signé comme pièce contractuelle du marché (y compris en cas de gré à gré) uniquement si le marché est égal ou supérieur à 20 000 euros ;
- À **conserver, pendant une durée de dix ans** à compter de la date limite de versement des fonds stipulée dans la convention, **les documents et pièces comptables** relatifs à la passation, à l'attribution et à l'exécution des marchés, et à les soumettre pour vérification à l'AFD ou à un auditeur désigné dans le cadre du projet.

Dans le cadre de la passation, de l'attribution et de l'exécution de marchés relatifs à la réalisation du projet, l'OSC s'engage à suivre les modalités de passation de marché précisées ci-dessous (si besoin vous pouvez vous référer au Guide d'accompagnement de la convention-type entre l'AFD et les OSC accessible dans le dossier LCB/FT & Achats sur le site de l'AFD).

Si le marché est inférieur à 20 K€ l'OSC suit ses propres procédures d'achat, hormis pour les marchés liés à l'audit et à l'évaluation du projet qui doivent faire l'objet d'une mise en concurrence (Cf sections audit et évaluation).

Si le marché est inférieur à 200 000€ pour des prestations de fournitures, de consultants, ou de services ou inférieur à 300 000€ pour des travaux, l'OSC applique ses propres procédures d'achat, sous réserve qu'elles intègrent :

- ✓ La prise de décision par un comité d'évaluation d'au moins 3 personnes compétentes et sans lien hiérarchique (sauf cas exceptionnels) pour les marchés > 40k€ ;
- ✓ Le principe d'attribution au mieux-disant (qualité-coût) des marchés de prestations intellectuelles
- ✓ La publication de l'avis d'attribution des marchés >40k€ après mise en concurrence (peut se faire annuellement) ;
- ✓ L'absence de marques dans les spécifications techniques (sauf nécessité) ;
- ✓ Des délais de soumission raisonnables ;
- ✓ Pour les appels d'offres, l'envoi d'un dossier complet (y compris critères d'évaluation, et projet de contrat) aux soumissionnaires ;

- ✓ La Déclaration d'Intégrité signée par le prestataire retenu ;

Si le marché est supérieur à 200 000€ pour des prestations de fournitures, de consultants, ou de services ou supérieur à 300 000€ pour des travaux : se référer au Guide d'accompagnement de la convention-type entre l'AFD et les OSC.

Dans le cadre des passations ou exécution de marchés avec une consultation restreinte ou ouverte, l'OSC doit veiller à ce que :

- Le délai octroyé pour la préparation des offres soit suffisant pour permettre aux candidats de préparer des offres de qualité ;
- Les offres soient analysées par un comité d'évaluation sur la base des critères d'exclusion, de qualification et d'attribution préalablement annoncés. Ce comité doit être composé de membres, au minimum trois, dotés de toute l'expertise technique et administrative nécessaire pour se prononcer valablement sur les offres. A l'issue du comité, un relevé de décisions doit être écrit et signé ;
- Le montant total cumulé des avenants à un marché ne dépasse pas 20% du montant initial de ce marché.

Les dates contractuelles de la convention de financement

MPN/OSC souhaite porter à la connaissance de l'OSC que la signature de la convention de financement l'engage sur le respect des dates suivantes :

- **La date de signature de la convention** peut être postérieure ou antérieure à la date de démarrage effective du projet ;
- **La date de validité de la convention** est de deux ans après la date de clôture effective du projet ;
- **La date de début d'éligibilité des dépenses** correspond à la date de démarrage effective du projet (cette date apparaît dans la NIONG et dans la convention). Elle ne peut pas être antérieure à la date d'octroi de la subvention AFD, à l'exception des cas de rétroactivité listés précédemment ;
- **La date de fin d'éligibilité des dépenses** correspond à la date de clôture effective du projet. A cette date, toutes les dépenses doivent avoir été effectuées (c'est-à-dire dépenses **engagées et acquittées, pour des activités réalisées**), hormis les dépenses liées à l'évaluation finale et à l'audit qui peuvent être acquittées jusqu'à un an après la date de clôture effective du projet. Si des dépenses engagées pour des activités réalisées avant la fin du projet ne sont pas acquittées à la date de clôture effective du projet, elles peuvent exceptionnellement être acceptées mais elles doivent être certaines (montant définitif connu d'après justificatif), et faire l'objet d'une demande d'ANO ;
- **La date limite de versement des fonds** correspond à la date au-delà de laquelle aucune demande de versement ne peut intervenir auprès de MPN/OSC. Elle est fixée à six mois avant la date de clôture effective du projet ;
- **La date limite d'utilisation des fonds** est égale à la date de clôture effective du projet. Elle correspond à la date au-delà de laquelle aucune dépense ne pourra plus être effectuée (c'est-à-dire engagée et acquittée), hormis les dépenses relatives à l'audit externe final et à l'évaluation finale du projet qui peuvent être effectuées jusqu'à un an après la date de clôture effective du projet. Les fonds non utilisés à la date limite d'utilisation des fonds, non dûment justifiés ou insuffisamment justifiés, devront être remboursés à l'AFD ;
- **Le rapport d'exécution technique et financier intermédiaire comprenant le réalisé de la tranche 1 et le prévisionnel de la tranche 2** (sous réserve de l'atteinte des 70% de réalisation des dépenses totales de la tranche 1) devra être transmis à MPN/OSC au plus tard trois mois après la date de fin de la tranche 1 ;
- **Le rapport intermédiaire d'audit** devra être transmis à MPN/OSC au plus tard trois mois après la fin de la tranche 1 ;
- **Le rapport d'exécution technique et financier final** devra être transmis à MPN/OSC au plus tard trois mois après la date de clôture effective du projet ; Ce délai est étendu à six mois si le projet ne présente pas de phase suivante ;
- **Le rapport final d'audit** de la tranche 2 devra être transmis à MPN/OSC au plus tard six mois après la date de clôture effective du projet ;

- **Le rapport final d'évaluation** devra être transmis à MPN/ OSC selon deux cas de figure :
 - Au plus tard trois mois après la date de clôture effective du projet si l'OSC prévoit de présenter une nouvelle phase du projet.
 - Au plus tard six mois après la date de clôture effective du projet si le projet ne présente pas de phase suivante.

Les conditions suspensives et les engagements particuliers liés au projet

La convention de financement **peut prévoir des conditions suspensives spécifiques liées à la mise en œuvre du projet**. Afin de lever les conditions suspensives indiquées le cas échéant, l'OSC doit fournir les pièces demandées dès que possible. Ces pièces peuvent être de nature très diverse, par exemple (liste non exhaustive) :

- Un courrier des autorités locales confirmant leur accord sur le projet et sa mise en œuvre,
- La fourniture du rapport d'évaluation ou du rapport d'audit de la phase précédente,
- La remise du rapport d'exécution technique et financier de la phase précédente en vue de sa validation par MPN/OSC,
- Un document attestant la mise en place d'un dispositif de suivi-évaluation,
- Un document qui présente la stratégie genre du projet ou de l'OSC,
- La fourniture d'indicateurs de résultats détaillés et/ou la mise en place d'un système de suivi-évaluation,
- La confirmation écrite de l'obtention d'autres financements annoncés,
- Tout autre document lié à la mise en œuvre du projet.

La convention de financement **peut également prévoir des engagements particuliers** liés à la mise en œuvre du projet. L'OSC devra rendre compte de la réalisation de ces engagements particuliers dans les rapports d'exécution.

Ces engagements particuliers seront indiqués en toute fin de l'Article 6 de la convention, le cas échéant.

Les dispositions en matière de sûreté

Les OSC bénéficiaires d'une subvention AFD sont responsables de la sûreté de leur personnel (expatrié, local, en appui ponctuel) dans le cadre de la mise en œuvre du projet, et de celle du personnel des structures auxquelles elles confient ou délèguent tout ou partie de la réalisation du Projet.

Elles sont également tenues de veiller, dans les termes de référence qu'elles formalisent en vue de recruter des auditeurs ou consultants, experts, évaluateurs externes des projets, à inclure une clause concernant leur sûreté si ces personnes doivent se rendre sur le terrain.

Les OSC bénéficiaires doivent agir dans le respect des consignes de sûreté émises par le MEAE, diffusées notamment sur son site Internet, rubrique « Conseils aux voyageurs ». Elles sont ainsi invitées à suivre et à signaler aux ambassades de France dans les pays d'intervention la présence de personnel expatrié. Le site internet « Ariane » du MEAE est particulièrement recommandé pour les missions courtes de salariés du siège social ou de bénévoles, ainsi que pour les déplacements de prestataires (évaluateurs, experts, etc.). Pour des séjours de moins de six mois, ce site permet notamment aux personnes de se signaler gratuitement et facilement auprès du MEAE.

Les OSC s'engagent, pendant toute la durée de la réalisation du projet et préalablement à tout déplacement de son personnel, à s'informer auprès de l'Ambassade de France sur les risques sécuritaires encourus et, s'engagent également à ce que les personnes physiques ou morales intervenant pour leur compte dans la réalisation du projet respectent cette même obligation d'information (auditeurs, évaluateurs, experts...). Elles s'engagent à communiquer ces consignes à leur personnel et à toute personne physique ou morale intervenant pour son compte dans le cadre de la réalisation du projet.

Les OSC **sont encouragées à se doter d'un plan de sûreté et de sécurité** qu'elles mettront à jour régulièrement en fonction de l'évolution du contexte d'intervention. Dans ce cadre, elles sont invitées à consulter le guide des bonnes pratiques disponible sur le lien suivant : <https://www.afd.fr/fr/guide-de-bonnes-pratiques-plans-de-surete>. Ce guide vise à mettre en lumière la prise en compte des enjeux de sûreté et met à disposition les bonnes pratiques pour élaborer un plan dédié. Il s'adresse à toutes les

entités bénéficiaires ou potentielles bénéficiaires d'un financement AFD, plus particulièrement dans le cadre d'une intervention en zone orange ou rouge (typologie du MEAE).

Concernant le financement des coûts sécuritaires par les OSC, MPN/OSC accepte que ces derniers soient inclus dans le budget du projet.

Les OSC peuvent, si elles le souhaitent, faire appel (gratuitement) à un cabinet spécialisé sur les enjeux de sûreté (avec lequel l'AFD a passé un contrat) pour les conseiller sur leur plan de sûreté. Si elles souhaitent bénéficier de cette aide, les OSC contactent le ou la chargé(e) de projet à MPN/OSC qui les mettra en relation avec le cabinet spécialisé.⁸

Les dispositions en matière de communication

La convention de financement spécifie une visibilité de niveau 1 ou de niveau 2 applicable au projet. Ce niveau 1 ou 2 est déterminé entre l'OSC et l'AFD au cours de l'instruction du projet.

L'OSC bénéficiaire d'une subvention de l'AFD s'engage à assurer la visibilité du soutien financier de l'AFD et à respecter les consignes en matière de communication de niveau 1 ou de niveau 2 telles que détaillées dans la fiche-outil « communication » Le document de référence (kit communication) vous fournira les trames des documents attendus, les logos et autres supports qui vous seraient utiles

Ces consignes de communication s'appliquent à l'ensemble des projets que l'AFD cofinance sauf en cas de contexte sécuritaire sensible exposant les partenaires ou les bénéficiaires du projet ou lorsque la communication peut nuire ou porter atteinte au bon déroulement du projet. Ces exceptions sont discutées entre l'OSC et l'AFD au cas par cas.

2. LE VERSEMENT DES FONDS

A. LES MODALITES DE VERSEMENT DES FONDS

Le projet se divise en deux tranches (sauf exception), correspondant aux deux versements que l'AFD effectue à l'OSC au cours du projet. Il reviendra à l'AFD, sur demande de l'OSC, de décider de l'opportunité de mettre en place une tranche supplémentaire si une situation particulière l'exige.

/// À RETENIR

Dans le cadre d'un projet de trois ans, le schéma général est le suivant : Tranche 1 (18 mois) et Tranche 2 (18 mois). Néanmoins, MPN/OSC accepte une certaine flexibilité dans la durée de chacune des tranches. Exemples : Tranche 1 (12 mois) et Tranche 2 (24 mois) ou Tranche 1 (15 mois) et Tranche 2 (21 mois).

Dans tous les cas, l'OSC devra systématiquement indiquer dans les documents techniques et financiers la durée de chaque tranche (nombre de mois).

Le versement de la tranche 1 est une avance versée à la signature de la convention de financement. Le montant du versement **correspondra à 100% de la participation financière de l'AFD au budget de la première tranche.**

La levée des conditions suspensives au premier versement ne s'effectue qu'après la signature de la convention par les deux parties.

⁸ Les OSC peuvent également consulter le site de l'association INSO ([International NGO Safety Organisation \(INSO\) | Analysis & Advice for Humanitarians](https://www.inso.org/)), qui peut leur fournir des informations utiles en matière de sécurité

MPN/OSC se réserve le droit d'annuler le financement octroyé si les conditions suspensives à la signature ne sont pas levées dans un délai de dix-huit mois à compter de la date d'octroi de la subvention AFD.

Le versement de la tranche 2 est le solde de la subvention demandée par l'OSC, qui doit attester que 70% des dépenses totales prévisionnelles du budget de la tranche 1 ont été réalisés. Le montant du second versement correspondra à 100% de la participation financière de l'AFD au budget de la seconde tranche figurant dans le rapport d'exécution financière intermédiaire.

Une réunion de bilan à mi-parcours, après réception du rapport d'exécution intermédiaire, doit avoir lieu entre l'OSC et MPN/OSC.

Il est rappelé que **le deuxième versement ne peut intervenir sans réception préalable par MPN/OSC du rapport d'exécution technique et financier intermédiaire, et après validation** par MPN/OSC confirmée par ANO.

Les fonds de la subvention sont virés par l'AFD sur tout compte bancaire désigné par l'OSC, situé en France. L'OSC n'a pas l'obligation de dédier un compte bancaire spécifique au projet mais devra tenir une comptabilité analytique capable de tracer les dépenses et les ressources du projet.

/// À RETENIR

MPN/OSC se réserve le droit de conditionner son premier versement, ou ses versements ultérieurs, à la mobilisation effective des ressources émanant des partenaires financiers cités dans le plan de financement, ou éventuellement d'autres partenaires non cités initialement, pour un montant équivalent

B. LA DEMANDE DE VERSEMENT ET LA LEVEE DES CONDITIONS SUSPENSIVES

Pour chaque demande de versement, l'OSC doit déposer dans le Portail OSCar (menu « Projets » - rubrique Demande de versement) **une copie PDF de la lettre** de demande de versement, adressée à l'AFD à l'attention du Responsable de la Division Organisations de la Société Civile. Cette lettre doit être :

- Sur papier à en-tête de l'OSC ou porter le tampon de l'OSC,
- Signée **en original**, par une personne habilitée ayant déposé son spécimen de signature à MPN/OSC (pas de signature électronique ni de scan de signature, la signature doit être en original scanné).

La lettre originale doit porter une date, préciser l'objet, le numéro de la convention de financement concernée, le montant du versement attendu (montant en chiffres et en toutes lettres) et indiquer les coordonnées bancaires du compte sur lequel le versement doit être effectué.

La lettre doit indiquer tous les documents joints permettant le versement demandé, y compris le RIB.

L'OSC est également tenue de demander la levée des conditions suspensives spécifiques quand il y a lieu ; elle peut le faire sur le même courrier que la demande de versement.

Pour lever les conditions suspensives au premier versement, l'OSC doit communiquer via le Portail OSCar à MPN/OSC, sa demande de versement et les pièces justificatives mentionnées en annexe 4 de la convention de financement, notamment :

- Le tableau budgétaire identique à celui validé par convention, en format Excel daté, signé et indiquant le nom et la fonction de la personne habilitée, et
- Le cadre logique du projet, en format Word tel que présenté dans la version définitive de la NIONG.

Pour lever les conditions suspensives au second versement, l'OSC doit communiquer via le Portail OSCar à MPN/OSC, sa demande de versement et les pièces justificatives mentionnées en annexe de la convention de financement, notamment :

- Le rapport d'exécution technique et financier intermédiaire en format Word et Excel.

Pour télécharger ces documents, voir le dossier « documents de référence » sur la page dédiée du site de l'AFD.

C. LE CADRE LOGIQUE

Le cadre logique (annexe de la NIONG) doit être suffisamment détaillé pour présenter de façon concrète la préparation et la mise en œuvre des activités principales du projet et **devra obligatoirement indiquer la durée et les dates des tranches** (voir aussi la fiche-outil « cadre logique »). Il est transmis :

- **En début de tranche 1** : le cadre logique **surlignant les activités prévues de démarrer en tranche 1** (tel que présenté dans la NIONG). Si le cadre logique est modifié par rapport à celui de la NIONG, il faudra clairement identifier les changements et en informer MPN/OSC.
- **En début de tranche 2** : le rapport d'exécution technique et financier intermédiaire n'inclut pas le cadre logique en tant que tel, mais en reprend les éléments dans sa structure. Se reporter au canevas dédié.
- **En fin de projet** : le rapport d'exécution technique et financier final n'inclut pas le cadre logique en tant que tel, mais en reprend les éléments dans sa structure.

L'ensemble des documents communiqués sont utilisés comme base de référence et de comparaison lors de la transmission et validation des rapports techniques et financiers des tranches réalisées.

/// À RETENIR

Le cadre logique doit respecter le format présenté dans la NIONG; dans le cas contraire, il sera renvoyé et le versement reporté.

VII. AU COURS DU PROJET : LE SUIVI DE L'EXECUTION

MPN/OSC dispose de différentes modalités de suivi de l'exécution des projets qu'elle soutient :

- Validation des rapports d'exécution techniques et financiers intermédiaire et final transmis par les OSC ;
- Missions de suivi sur le terrain, effectuées soit par MPN/OSC soit par l'agence locale AFD ;
- Réception des rapports d'évaluation
- Réunion à mi-parcours avec l'OSC pour chaque projet ;
- Audit intermédiaire et final.

1. LES RAPPORTS D'EXECUTION TECHNIQUES ET FINANCIERS INTERMEDIAIRE ET FINAL

A. LES MODALITES GENERALES DE TRANSMISSION DES RAPPORTS D'EXECUTION

Le rapport d'exécution est transmis à deux moments :

- **En fin de tranche 1 :** le **rapport d'exécution technique et financier** final est transmis à MPN/OSC **au plus tard trois mois après la date de fin de la tranche 1, sous réserve de l'atteinte de 70% de réalisation des dépenses de la tranche 1**. Si le seuil de réalisation des dépenses n'atteint pas 70% à la fin de la tranche 1, l'OSC ne doit pas transmettre le rapport d'exécution intermédiaire, mais doit demander par voie d'ANO l'extension de la durée de la tranche 1. Si le seuil de réalisation des dépenses atteint 70% avant la fin de la tranche, l'OSC peut demander par voie d'ANO la réduction de la durée de la tranche. Le rapport d'exécution intermédiaire accompagne la lettre de demande de deuxième versement.
Il sera accompagné du rapport d'audit intermédiaire couvrant la tranche 1 du projet ;

- **En fin de tranche 2 :** le **rapport d'exécution technique et financier final est transmis à MPN/OSC au plus tard trois mois après la date de clôture effective du projet. Ce délai est étendu à six mois si le projet ne présente pas de phase suivante.**

Le rapport final porte à la fois sur le projet dans sa globalité et sur la deuxième tranche du projet.

Il sera accompagné du rapport d'évaluation couvrant la tranche 2 du projet.

Le rapport d'audit couvrant la tranche 2 du projet sera à fournir au plus tard six mois après la date de clôture effective du projet.

/// À RETENIR

MPN/OSC se réserve le droit de fixer un rythme additionnel de rapports d'exécution techniques et financiers si le projet l'exige.

Le rapport d'exécution doit respecter le format demandé. Se référer **au canevas** de rapport.

Il doit être transmis en format Word et Excel (et non PFD) via le Portail OSCar : menu « Projets » - rubrique Dossier de versement pour le rapport intermédiaire ; menu « Projets » - rubrique Suivi pour le rapport final.

Tout retard dans la remise des rapports d'exécution doit donner lieu à une demande préalable d'autorisation (ANO), dûment justifiée, auprès de MPN/OSC.

MPN/OSC dispose d'un délai d'un mois pour apporter une réponse à compter de la date de réception de la demande.

B. LES MODALITES GENERALES DE PRESENTATION DU RAPPORT TECHNIQUE

a) Le rapport technique intermédiaire

Le rapport technique intermédiaire doit décrire la mise en œuvre du projet pendant la tranche 1. Il s'agit d'indiquer de manière quantitative et qualitative l'état d'avancement du projet et les réalisations pendant cette tranche.

L'OSC doit détailler les activités réalisées et les résultats obtenus (indicateurs) dans les tableaux prévus à cet effet, et commenter les écarts constatés par rapport au cadre logique initial (analyse qualitative critique).

Les mesures prises pour faire face à ces écarts et, le cas échéant, les difficultés rencontrées, doivent être explicitées (modifications du déroulé des activités, modifications organisationnelles ou budgétaires du projet, etc.). Le canevas du rapport indique comment renseigner chaque partie (voir le dossier « documents de référence »).

Le rapport technique final

Le rapport technique final doit décrire la mise en œuvre de l'ensemble du projet. Il s'agit d'indiquer de manière qualitative et quantitative les réalisations et les résultats du projet mais aussi de tirer les leçons, de faire une analyse approfondie et de fournir une appréciation globale de ses effets (voir le dossier « documents de référence »).

C. LES MODALITES GENERALES DE PRESENTATION DU RAPPORT FINANCIER

Le rapport financier accompagne obligatoirement le rapport technique.

Lors de la rédaction du rapport financier, l'OSC doit reprendre le budget prévisionnel détaillé renseigné au moment de la NIONG et validé au moment du conventionnement (pour télécharger ce document, voir le dossier « documents de référence »). Le budget détaillé est l'unique document financier qui doit être complété au fur et à mesure, tout au long du projet.

Dans le narratif financier de chaque rapport d'exécution accompagnant le budget détaillé, l'OSC devra, le cas échéant :

- Rappeler les **ANO** de MPN/OSC qu'elle a obtenus dans le cas de variations d'une rubrique budgétaire supérieures ou égales à **20%** du **total** initialement prévu (ou révisé le cas échéant) dans le cadre du plan de financement **global** du projet,
- **Expliquer** systématiquement toutes variations supérieures ou égales à **10%** du total d'une rubrique de dépenses réalisées par rapport au budget prévisionnel initial de la rubrique (ou budget révisé, le cas échéant), sur la durée **d'une tranche**,
- Rappeler les nouveaux financements obtenus pour le projet (bailleur, montant, éventuellement période concernée).

/// À RETENIR

Les différents onglets du tableau budgétaire doivent être datés, signés et indiquer le nom et la fonction de la personne qui valide les budgets. Cette personne doit être habilitée. Si cette personne n'est pas une personne habilitée à signer la convention ou les demandes de versement, l'OSC doit joindre la décision d'habilitation du nouveau signataire, ainsi qu'un spécimen original de signature et la copie de sa pièce d'identité. La répartition du budget par objectifs n'est demandée qu'en prévisionnel (au moment du dépôt de la NIONG).

2. LA REUNION A MI-PARCOURS DU PROJET

La réunion à mi-parcours du projet est un point d'étape important entre l'OSC et MPN/OSC. L'OSC et MPN/OSC doivent conjointement veiller à ce qu'elle ait lieu après la remise du rapport d'exécution intermédiaire.

Afin que l'échange soit constructif et efficace, la discussion pourra aborder les sujets suivants (l'OSC peut également proposer de mettre à l'ordre du jour d'autres sujets si elle le juge nécessaire) :

- L'évolution éventuelle du contexte d'intervention ;
- Le niveau de réalisation des activités prévues et les résultats atteints (mesure intermédiaire des indicateurs), incluant un focus par pays d'intervention ;
- La description des appuis apportés par l'OSC et des difficultés ou obstacles rencontrés, le cas échéant, pour mettre en œuvre les activités et atteindre les résultats escomptés, ainsi que la description des solutions envisagées pour surmonter les difficultés ou obstacles identifiés ;
- L'état de la relation partenariale entre l'OSC et son/ses partenaire(s) local(aux) ;
- Le processus d'évaluation envisagé par l'OSC (calendrier, nature de l'évaluation interne/externe, indicateurs, principales questions évaluatives identifiées à ce stade, etc.) ;
- Les exercices de capitalisation envisagés par l'OSC (cibles, moments, acteurs, périmètre, etc.) ;
- Les principales modifications, réorientations, nouveautés nécessaires pour la suite du projet (ex : révision des activités, évolution des ressources humaines, demandes d'ANO, nouvelle phase, etc.) ;
- La prise en compte du genre et la prise en compte des jeunesses en tant qu'actrices du projet ;
- L'état des relations avec les ambassades et les agences AFD au niveau local ;
- Les modalités de l'audit financier (intermédiaire et final), le cas échéant ;
- Les actions de communication déjà engagées ou prévues, le cas échéant. Pour les projets en communication niveau 2, cette réunion permet également de faire le point sur la mise en œuvre du plan de communication, ainsi que de transmettre les principaux supports de communication produits.

3. LES AUTRES DOCUMENTS A TRANSMETTRE OBLIGATOIREMENT A L'AFD

Ces documents sont à transmettre à MPN/OSC en cours de projet, via le Portail OSCar dans les cas suivants :

Documents de l'OSC actualisés ou modifiés	Actualisations
	-Les comptes annuels audités et validés en AG sont actualisés par rapport à ceux fournis dans le dossier administratif initial -Le rapport d'activités annuel, validé en AG, est actualisé par rapport au dernier fourni dans le dossier administratif initial -Organigramme (si modifié)

	<p>Modifications</p> <ul style="list-style-type: none"> -Nouvelle adresse postale -Statuts -Acte d'immatriculation ou d'enregistrement de l'OSC modificatif. -Personnes nouvellement habilitées à signer les conventions, demandes de versements et/ou rapports d'exécution avec les habilitations avec les spécimens originaux de signatures + copie des pièces d'identité pour les personnes habilitées nouvellement nommées (qui devront aussi être envoyés par courrier) (modifications soumises au contrôle LCB-FT de l'AFD)
Documents produits dans le cadre du projet	<ul style="list-style-type: none"> -Exemplaire des principales publications financées dans le cadre du projet. -Eventuels comptes rendus des comités de pilotage, comités de suivi, réunions élargies organisées dans le cadre du projet (notamment pour les PCPA et les conventions-programmes). -Si la convention prévoit des engagements particuliers, état d'avancement de leur prise en compte, à indiquer a minima dans les rapports d'exécution.

/// À RETENIR

Afin de faciliter la lecture des documents financiers, dans le cas où les derniers comptes (bilan et/ou compte de résultat) affichent un déficit ou une évolution défavorable, ou si l'OSC est confrontée à des difficultés financières sur une ou plusieurs années, il est demandé à l'OSC, lors de la constitution ou de l'actualisation de son dossier administratif, d'apporter des éléments d'éclairage et de compréhension sur sa situation financière. Une note de commentaires détaillée sera alors intégrée aux comptes annuels concernés.

4. LES CAS NECESSITANT UN AVIS DE NON-OBJECTION (ANO)

Lors de la mise en œuvre du projet, l'OSC doit solliciter, via le Portail OSCar (rubrique « Demande d'ANO »), un avis de non-objection (ANO) auprès de MPN/OSC dans les cas présentés ci-dessous, par **lettre de demande d'ANO dûment justifiée, accompagnés des documents complémentaires listés ci-dessous**.

- La demande d'ANO est un courrier scanné, dans lequel le projet doit être bien identifiable (mention en en-tête du numéro de la convention et de l'intitulé du projet) ainsi que son expéditeur (nom, prénom, fonction et organisation).
- Cette demande d'ANO ne doit pas obligatoirement être signée par une personne habilitée et peut être signée par l'interlocuteur habituel de MPN/OSC pour le suivi opérationnel du projet, dans le respect des procédures internes de l'OSC.

Il est fortement recommandé que l'OSC se rapproche de son interlocuteur AFD sur le projet avant dépôt de toute demande d'ANO.

	Cas	Précisions	Documents à adresser <u>avec la lettre de demande d'ANO</u>
1	Changement de nom de l'OSC (sans changement juridique)	L'ANO donnera lieu à un avenant.	<ul style="list-style-type: none"> - Nouveaux statuts ; - Déclaration d'enregistrement en Préfecture ; - Publication au Journal Officiel ; - Avis SIRENE - PV d'AG.
2	Modification substantielle de certaines données du projet. Notamment calendrier du projet, zones d'intervention, activités, etc. mais n'affectant pas fondamentalement le projet	La demande d'ANO doit être anticipée en amont de la modification envisagée par l'OSC.	- Descriptif et justification des modifications proposées.
3	Situation de crise et/ou de catastrophe naturelle et/ou de coup d'Etat survenant dans le(s) pays d'exécution du projet	MPN/OSC est disposée à prendre en compte les conséquences de ces événements : sur le calendrier, dans le cadre logique, voire sur le budget du projet en cours, qui nécessiteraient des réajustements suite à la suspension temporaire ou définitive des activités ou suite à l'évolution des besoins liés aux phases de reconstruction/réhabilitation ou de reprise. MPN/OSC analysera la faisabilité des modifications	- Descriptif et justification des modifications proposées .

		sollicitées pour ANO, et veillera à procéder à/aux avenant(s) en tant que de besoin.	
4	Modification substantielle du budget global (dépenses et/ou ressources) du projet annexé à la convention de financement	<p>Les modifications suivantes doivent nécessairement faire l'objet d'une demande d'ANO :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans le cadre du plan de financement global du projet, toute variation supérieure ou égale à 20% d'une rubrique budgétaire par rapport au dernier budget validé. - Si le nouveau budget global du projet proposé est validé par MPN/OSC, il aura valeur contractuelle et l'OSC devra rendre compte du projet sur cette nouvelle base. - Augmentation du pourcentage de financement de l'AFD ; 	- Nouveau budget proposé avec narratif explicatif.
5	Ajout d'un cofinanceur privé majeur	<p>Ajout d'un ou plusieurs cofinanceur(s) privé(s) contribuant à au moins 15% du montant total du projet. Y compris celui ou ceux identifié(s) comme sollicité(s) ou à solliciter au moment du dépôt de la NIONG et acquis au cours du projet.</p> <p>Si le nouveau budget global du projet proposé est validé par MPN/OSC, il aura valeur contractuelle et l'OSC devra rendre compte du projet sur cette nouvelle base.</p>	N/A
6	Matériel financé dans le cadre du projet	Si le matériel était non prévu dans la demande initiale de financement (montant supérieur à 10 000 euros pour les projets terrain et ECSI/SMA).	- L'OSC doit préciser les conditions de rétrocession du matériel à l'issue du projet.
7	Rétrocession à un ou plusieurs nouveau(x) partenaire(s) au cours du projet, ou à un partenaire non identifié comme bénéficiaire de rétrocession dans la NIONG initiale	<p>Les rétrocessions non prévues dans la demande de financement initiale doivent faire l'objet d'une demande d'ANO.</p> <p>Cette demande doit avoir été validée par l'AFD avant la contractualisation envisagée avec le(s) nouveau(x) partenaire(s) et le versement de fonds.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Liste actualisée des partenaires bénéficiaires de rétrocession - Fiche de renseignements relative à ce(s) partenaire(s)
8	Passation de marché en gré-à-gré hors des seuils établis dans la convention de financement	<p>L'OSC doit:</p> <ul style="list-style-type: none"> - justifier que ses procédures l'autorisent à signer un marché en gré à gré - expliquer pourquoi il n'est pas souhaitable ou possible de faire une mise en concurrence, 	N/A

		<ul style="list-style-type: none"> - expliquer pourquoi cet attributaire est pressenti (est-il qualifié ou expérimenté pour réaliser ces prestations ?) - s'assurer que le montant du marché est conforme aux estimations initiales et aux prix couramment pratiqués - s'assurer que les conditions contractuelles sont praticables et raisonnables <p>Cette demande doit avoir été validée par l'AFD avant la contractualisation.</p>	
9	Évaluation	<p>Termes de référence de l'évaluation finale du projet. Il est conseillé de les soumettre à l'AFD au plus tard 6 mois avant la date de fin du projet</p> <p>Cette demande doit avoir été validée par l'AFD avant le lancement de l'appel d'offres.</p>	- Termes de référence à en-tête de l'OSC.
10	Audits	<p>Le canevas de termes de référence du dispositif, à télécharger dans les documents de référence, est à utiliser obligatoirement.</p> <p>Documents à adresser dans les 12 premiers mois du projet avec la demande d'ANO.</p> <p>L'AFD se réserve le droit d'exiger de donner un ANO sur le choix de l'auditeur le cas échéant.</p> <p>Cette demande doit avoir été validée par l'AFD avant le lancement de l'appel d'offres.</p>	- Termes de référence de la mission d'audit (incluant l'audit intermédiaire et final)
11	Demande de délai supplémentaire pour la remise des rapports d'exécution intermédiaire et/ou final, d'audit et/ou d'évaluation	N/A	N/A
12	Demande de prolongation de la durée d'une tranche ou de report de la date de clôture effective du projet	<p>La prolongation de la date de clôture effective du projet donnera lieu à un avenant. Cette prolongation devra être signée par les parties avant la date de clôture initiale du projet. Le cas échéant, la prolongation sera refusée.</p>	N/A

13	Arrêt du projet de manière anticipée	Elle nécessitera un avenant.	N/A
14	Dépenses engagées avant la fin du projet, mais non acquittées à la date de clôture effective pour des activités réalisées,	Si des dépenses engagées avant la fin du projet ne sont pas acquittées à la date de clôture effective du projet, mais que les activités sont réalisées, elles peuvent exceptionnellement être acceptées mais elles doivent être certaines (montant définitif connu d'après justificatif), et faire l'objet d'une demande d'ANO. Excepté les dépenses liées à l'évaluation finale et à l'audit final qui peuvent être acquittées jusqu'à un an après la date de clôture effective du projet.	N/A

/// À RETENIR

Les demandes d'ANO doivent être formulées le plus en amont possible à MPN/OSC et non a posteriori.

MPN/OSC se réserve le droit d'apprécier la nécessité de préparer un avenant à la convention de financement dans le cas de modifications substantielles du projet. En cas de non-respect des délais, l'AFD se réserve le droit de rendre inéligibles certaines dépenses

5. ÉVALUATION, CAPITALISATION ET AUDIT FINANCIER DU PROJET

A. L'ÉVALUATION

L'évaluation externe finale : l'AFD incite au recours à l'expertise externe. Le coût de l'évaluation externe est éligible dans le plan de financement soumis à MPN/OSC. Le budget du projet doit ainsi faire apparaître le montant prévu pour l'évaluation, suivant une estimation juste en fonction de la nature de l'évaluation, et ne doit pas être sous-estimée. Un montant minimal de 25 000 euros pour les projets de terrain et de 20 000 euros pour les projets d'ECSI ou de SMA sera un gage de qualité.

Dans tous les cas, les OSC sont invitées à procéder au choix du prestataire à l'issue d'un appel d'offres ou a minima d'une consultation restreinte (cf. les règles de passation de marchés)

Les OSC devront demander aux consultants retenus de prévoir un échange oral avec le/la responsable de projet concerné(e) au sein de MPN/OSC lors de l'évaluation.

Une évaluation externe à la fin de chaque phase est exigée pour tous les projets multiphases et doit précéder toute nouvelle demande de financement. L'instruction de la phase suivante d'un projet ne démarrera pas sans le rapport d'évaluation finale de la phase précédente et sa prise en compte dans la nouvelle NIONG déposée.

Une évaluation d'effets portant sur l'intégralité des phases plutôt qu'à une évaluation classique est fortement recommandée durant la dernière phase. Cet exercice doit être réfléchi (et discuté avec MPN/OSC) en amont, au cours des deux premières phases du projet.

Dans cette perspective, le projet doit intégrer la mise en place de **dispositifs de suivi-évaluation** dès le démarrage.

Les **approches orientées changement (AOC)**, la cartographie des incidences... sont également des modalités de suivi-évaluation éligibles.

B. LA CAPITALISATION

La capitalisation des expériences est une démarche collective permettant aux acteurs de renforcer leurs capacités et de partager leurs connaissances avec d'autres. Les exercices de capitalisation sont encouragés par MPN/OSC (et sont exigés dans le cadre des conventions-programmes, des CPP et des PCPA) car ils permettent de tirer les enseignements des actions menées et de les diffuser largement au profit du milieu des OSC et de la solidarité internationale en général. Ils permettent également de valoriser la contribution de l'action non-gouvernementale au développement et à la solidarité internationale. Les lignes directrices en la matière sont expliquées dans la [fiche-outil dédiée](#).

C. L'AUDIT FINANCIER (INTERMÉDIAIRE ET FINAL)

L'audit financier externe relatif au projet est obligatoire pour tous les projets quel que soit le montant de la subvention accordée par MPN/OSC. Il est réalisé en deux étapes : audit intermédiaire couvrant la tranche 1 du projet et audit final couvrant la tranche 2.

Le budget du projet doit prévoir le coût des deux audits, suivant une estimation juste en fonction des besoins (un seuil plancher est fixé à 1% du montant global du projet avec un seuil minimum de 10 000 euros pour les projets > 500 000 €).

Le cas échéant, si l'OSC a prévu d'effectuer un audit pour un autre bailleur de fonds majoritaire participant au même projet (à condition que le périmètre et le calendrier soient identiques), il ne sera pas demandé un audit supplémentaire ou des règles d'appel d'offres spécifiques ; l'OSC veillera à communiquer à MPN/OSC le rapport intermédiaire et final d'audit réalisé.

L'audit financier sera réalisé par un cabinet d'audit externe et indépendant, recruté suivant les règles de passation de marchés et à l'issue d'un appel d'offres ou a minima d'une consultation restreinte. La sélection de l'auditeur devra avoir lieu dans les douze premiers mois d'exécution du projet.

MPN/OSC donne son avis de non-objection :

- Sur les termes de référence de l'audit (utiliser obligatoirement le canevas de termes de référence disponible - voir le dossier « documents de référence »), avant le lancement de l'Appel d'Offres, ou de la consultation ;
- MPN/OSC se réserve le droit d'exiger de donner un ANO sur le choix de l'auditeur si elle le juge nécessaire.

Le plan de financement doit faire apparaître les montants prévus pour l'audit financier.

Les rapports d'audit doivent être transmis dans un délai maximal de trois mois (six mois pour les CPP) après la fin de l'exécution de la tranche 1 et six mois après la fin de tranche 2.

La validation de l'audit intermédiaire en fin de tranche 1 ne sera pas une condition suspensive au versement de la tranche 2.

En revanche la transmission de l'audit final (de la tranche 2) est une condition suspensive au premier décaissement de la phase suivante. En cas de réserves soulevées par l'auditeur, l'OSC bénéficiaire de fonds AFD devra présenter les mesures de remédiation prévues ainsi que le calendrier de leur réalisation. En cas de dépenses déclarées inéligibles, l'AFD est en droit de demander le remboursement des sommes concernées.

Toute OSC peut être soumise à un audit financier aléatoire mené à l'initiative de MPN/OSC et financé sur les fonds de l'AFD.

Les OSC devront veiller à ce que ses prestataires (audit, évaluation, capitalisation) respectent les conditions de sûreté qui s'imposent à elles et à son personnel et celui de ses partenaires.

VIII. GLOSSAIRE

Aide Publique au Développement (APD) : L'APD est l'ensemble des efforts consentis par les États membres de l'OCDE afin de favoriser le développement dans les pays moins avancés (PMA) et dans les pays à revenu intermédiaire (PRI), conformément aux règles du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE.

Appel d'Offres Ouvert : Désigne un processus de mise en concurrence organisé en vue de l'attribution d'un marché, précédé d'une publication et ouvert, sans limite de nombre, à tous les soumissionnaires répondant aux critères d'éligibilité et de qualification. Il s'agit du mode d'attribution habituellement retenu pour les marchés de fournitures, d'équipements ou de travaux. Il peut être précédé d'une Pré-Qualification ou non (la Pré-Qualification étant alors intégrée au processus d'appel d'offres).

Appel d'Offres Restreint : Désigne un processus de mise en concurrence organisé en vue de l'attribution d'un marché dont l'accès est limité à la Liste Restreinte de soumissionnaires établie par le Bénéficiaire et dont le nombre est préalablement limité.

Audit financier : Activité de contrôle en matière de qualité, exercée de façon objective et indépendante, et destinée à améliorer les opérations d'une organisation et à en accroître la valeur. L'audit aide une organisation à atteindre ses objectifs grâce à une approche systématique et rigoureuse pour constater et améliorer l'efficacité de la gestion des risques, du contrôle et des processus de gouvernance.

Avis de non objection (ANO) : Document par lequel le bailleur prend acte d'éléments et/ou de dispositions conformément aux règles d'information listées dans la convention de financement.

Bénéficiaires : dans ce guide et dans les documents présentant le projet, le terme désigne les individus, groupes ou organisations qui tirent parti du projet, directement ou non, intentionnellement ou non.

Termes connexes : publics concernés, ciblés ou atteints.

Cadre logique : L'approche du cadre logique est un processus formalisé de planification de projet axée sur les résultats de développement, servant également de base à la conception du projet puis au système de pilotage, de suivi et d'évaluation de celui-ci. Ces réflexions permettent de clarifier la logique d'intervention du projet et ses composantes-clés, résumées dans le tableau de cadre logique.

Convention de financement : Accord entre le bailleur et l'OSC bénéficiaire qui détermine les engagements des deux parties et le cadre juridique relatif au cofinancement du projet. Désigne la convention de financement, ses annexes ainsi que, le cas échéant, son/ses avenant(s) ultérieur(s).

Dépense(s) éligible(s) du projet : Désignent toutes les dépenses correspondantes au plan de financement tel qu'annexé à la convention de financement ou révisé, accepté après avis de non objection de l'AFD ou avenant. Les dépenses déclarées au titre du projet doivent être encourues dans les limites du territoire et de la période d'éligibilité. Toute dépense effectuée et/ou acquittée en dehors de ces limites doit faire l'objet d'un avis de non objection de la part de l'AFD.

Effet : Changement escompté ou non, attribuable directement ou indirectement à une action. Termes connexes : résultats, réalisation.

Efficacité (succès, réussite) : Mesure selon laquelle les objectifs de l'action de développement ont été atteints, ou sont en train de l'être, compte tenu de leur importance relative.

Efficience : Mesure selon laquelle les ressources (fonds, expertise, temps, etc.) sont converties en résultats de façon optimale.

Évaluation : Appréciation systématique et objective d'un projet, d'un programme, en cours ou terminé, de sa conception, de sa mise en œuvre et de ses résultats. Le but est de déterminer la pertinence et l'accomplissement des objectifs, l'effectivité des actions mises en œuvre, l'efficience en matière de développement, l'efficacité, l'impact et la durabilité. Une évaluation devrait fournir des informations crédibles, documentées, tangibles et utiles permettant d'intégrer les leçons de l'expérience dans le processus de décision des bénéficiaires et des bailleurs de fonds.

Évaluation externe : Évaluation d'une action de développement conduite par des services et/ou des personnes extérieures au bailleur de fonds et à l'organisation responsable de la mise en œuvre.

Évaluation interne : Évaluation conduite par l'association elle-même. Terme connexe : auto-évaluation.

Évaluation à mi-parcours : Évaluation conduite à la moitié de la mise en œuvre de l'action.

Évaluation participative : Méthode d'évaluation selon laquelle les représentants des agences d'aide et des autres parties prenantes (y compris les bénéficiaires) collaborent pour concevoir et conduire une évaluation et en tirer les conclusions.

État des lieux : Analyse décrivant la situation avant le lancement de l'action de développement, et par rapport à laquelle on pourra apprécier des améliorations ou faire des comparaisons.

Finalité : Objectif global vers lequel l'action de développement doit contribuer. Terme connexe : objectif de développement.

Gré à Gré : Désigne un processus d'attribution d'un contrat auprès d'un prestataire sans mise en concurrence préalable (également désigné « entente directe » ou « procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence »).

Groupe cible (population cible) : Personnes ou organisations au bénéfice desquelles l'action de développement est entreprise.

On peut distinguer le groupe-cible prioritaire au bénéfice duquel l'action est directement menée et le groupe-cible secondaire qui bénéficie indirectement des résultats de l'action entreprise.

Impacts : Effets à long terme, positifs et négatifs, primaires et secondaires, induits par une action de développement, directement ou non, intentionnellement ou non.

Indicateur : Facteur ou variable, de nature quantitatif ou qualitatif, qui constitue un moyen simple et fiable de mesurer et d'informer des changements liés à l'intervention ou d'aider à apprécier la performance d'un acteur du développement.

Objectifs du projet/programme : L'**objectif global** est le changement à long terme, qui découlera du projet, ainsi que des projets d'autres partenaires et de dynamiques endogènes. L'**objectif spécifique** (ou les objectifs spécifiques) est le principal changement direct ou les principaux changements directs du projet, attendus à l'achèvement du projet et bénéfiques pour les groupes cibles, en termes physiques, financiers, institutionnels, sociaux, environnementaux ou autres.

Organisations de la société civile : Dans le cadre des missions que l'État assigne à l'Agence Française de Développement, la dénomination « Organisations de la Société Civile » (OSC) regroupe :

- Des associations de solidarité internationale (associations loi 1901) dont l'objet s'inscrit dans la dimension Nord/Sud et qui interviennent dans les champs de l'urgence, du développement, du plaidoyer et de la sensibilisation des citoyens, ou qui sont issues des migrations ;
- Des associations (loi 1901) dont le champ géographique d'intervention est prioritairement la France mais qui ont un volet d'action à l'international ;
- Des syndicats de droit français (loi du 21 mars 1884) engagés dans des actions de développement ;
- Des collectifs ou plateformes associatifs ;
- Des fondations françaises reconnues d'utilité publique, ou abritées au sein d'une fondation française reconnue d'utilité publique, et dont la gouvernance repose majoritairement sur des organisations ou personnes physiques issues de la société civile.

Partenaires : Personnes et/ou organisations qui collaborent pour atteindre des objectifs convenus en commun.

Le concept de partenariat évoque des objectifs conjoints, des responsabilités partagées en ce qui concerne les réalisations, des engagements réciproques et une obligation de rendre compte de manière claire. Les partenaires doivent être prioritairement des OSC (associations formelles ou informelles, des communautés de base, des syndicats, des réseaux et plateformes) mais peuvent être aussi des universités, des associations professionnelles, des organisations multilatérales, des entreprises privées, des organisations gouvernementales (centralisées ou décentralisées) des collectivités locales...

Parties prenantes (protagonistes) : Agences, organisations, groupes ou individus qui ont un intérêt direct ou indirect dans l'action de développement ou dans son évaluation.

Pertinence : Mesure selon laquelle les objectifs de l'action de développement correspondent aux attentes des bénéficiaires, aux besoins du pays, aux priorités globales, aux politiques des partenaires et des bailleurs de fonds.

Projet : Un projet est l'ensemble des actions qui vont permettre, dans un temps donné, avec des moyens donnés, de passer d'une situation problématique, constatée lors d'un diagnostic, à une situation améliorée produisant des bénéfices pour les communautés visées, de manière durable.

Programme : Un programme est une action d'ampleur plus vaste qu'un projet, comportant plusieurs volets et se déroulant dans plusieurs pays. Le programme s'inscrit dans les orientations générales et la stratégie d'intervention de l'OSC, thématiques et géographiques.

Responsabilité de rendre compte (redevabilité) : Obligation de rendre compte du fait que le travail a été conduit selon les règles et les normes convenues, ou obligation de rendre compte de façon claire et impartiale sur les résultats et la performance, au regard du mandat et/ou des objectifs fixés.

Pour l'évaluateur, le terme évoque la responsabilité de fournir des appréciations de performance et des rapports d'avancement précis, impartiaux et crédibles. Pour les décideurs et les gestionnaires du secteur public, le devoir de rendre compte s'effectue envers les contribuables et les citoyens.

Résultats : Ce sont les changements (comportements, fonctionnement, état) dans la situation ou le comportement des bénéficiaires et/ou produits et/ou services tangibles issus des activités. La somme des résultats va permettre d'atteindre l'objectif spécifique.

Rétrocession : La rétrocession désigne l'acte par lequel l'OSC française rétrocède une partie des fonds du projet au(x) partenaire(s) identifié(s) français ou local(aux), quelle que soit l'origine des fonds (AFD et autres financeurs).

Viabilité (pérennité, durabilité) : Continuation des bénéfices résultant d'une action de développement après la fin de l'intervention. Probabilité d'obtenir des bénéfices sur le long terme. Situation par laquelle les avantages nets sont susceptibles de résister aux risques. Capacité de l'action ou du modèle sur lequel elle repose à perdurer dans le temps.

IX. FICHES-OUTILS

FICHES-OUTILS

Relatives au Guide méthodologique sur les modalités de cofinancement des projets et programmes des OSC françaises

Fiches-outils méthodologie de projet	<ol style="list-style-type: none">1. Le cadre logique2. Les principes d'évaluation et de capitalisation des projets OSC
Fiches-outils thématiques transversales	<ol style="list-style-type: none">3. Prendre en compte le « genre » dans les projets4. La thématique « biodiversité climat »5. Pour des jeunesses actrices des projets et des ODD6. L'entrepreneuriat social dans les projets OSC
Fiches-outils gestion contractuelle	<ol style="list-style-type: none">7. Les lignes directrices en matière de communication et de visibilité8. L'audit financier des projets OSC9. La protection contre l'exploitation et les abus sexuels dans les projets OSC10. Le nouveau dispositif d'encadrement du respect de la réglementation portant sanctions à destination des OSC et fondations (actualisé avril 2025)11. Montants forfaitaires

1. FICHES-OUTILS METHODOLOGIE DE PROJET

Fiche-outil n° 1 : Le cadre logique

A. REMARQUES GENERALES

Le cadre logique est **l'un des outils clés de la gestion du cycle de projet**. Un projet se définit comme l'ensemble des actions qui vont permettre, dans un temps donné, avec des moyens donnés, de passer d'une situation problématique, constatée lors d'un diagnostic, à une situation améliorée produisant des bénéfices pour les communautés visées, de manière durable. Un projet de développement vise ainsi à produire des bénéfices pour les communautés visées, de manière durable.

Le cadre logique **résume la stratégie du projet**. Il montre comment les activités menées envisagent de répondre à la problématique identifiée et de changer la situation ou le comportement des bénéficiaires.

C'est pourquoi il est essentiel d'accorder autant de temps à la phase d'analyse (diagnostic) qu'à la phase de conception du projet. Ainsi, le cadre logique résulte des constatations faites lors de la phase de diagnostic de la situation, dans une démarche qui :

- Analyse les parties prenantes afin de tenir compte de leurs besoins, enjeux et conflits potentiels, de leurs motivations et capacités,
- Analyse le contexte de la problématique et ses causes sous-jacentes (éventuellement résumée dans un arbre à problèmes),
- Fixe les objectifs de changements concrets attendus pour les principaux bénéficiaires,
- Identifie les différentes stratégies possibles et en sélectionne une,
- Explicite les facteurs externes (risques et hypothèses) qui pèsent et influent sur le projet.

Ce travail ne peut pas être réalisé par l'OSC seule, mais passe nécessairement par un **travail de co-construction avec ses partenaires locaux et les autres parties prenantes**. La réflexion entre partenaires sur les changements concrets attendus du projet, ainsi que sur la logique d'intervention pour y parvenir, notamment, est très structurante. Le choix des indicateurs de même que la définition des valeurs cibles doivent également relever d'un processus de co-construction.

Le cadre logique est un outil flexible qui doit être un support opérationnel tout au long du projet. Il peut et doit refléter, le cas échéant, l'évolution du projet. À cet effet, l'AFD est prête à valider d'éventuelles évolutions du cadre logique pendant l'exécution du projet, pourvu que la justification soit étayée et convaincante.

B. LA CONSTRUCTION DU CADRE LOGIQUE

Le cadre logique doit **reprendre les éléments de la note Résumé du projet** incluse dans le document projet que l'association rédige (NIONG).

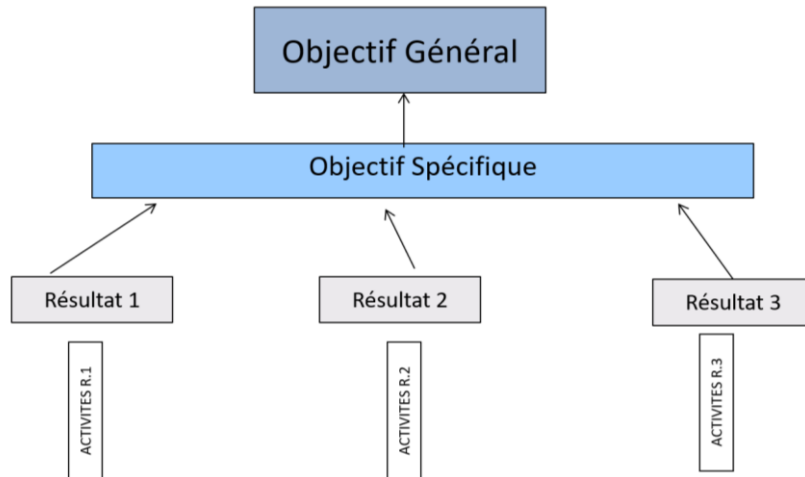
Le cadre logique **n'expose pas tous les détails** d'un projet/programme. D'autres détails devront être fournis dans la version narrative de la proposition de projet (le corps de la NIONG) ainsi que dans le budget. Les éléments du cadre logique (objectifs, résultats, activités, indicateurs) doivent être nommés à l'identique dans ces documents.

Le cadre logique est un outil vivant, qui devrait être consulté et mis à jour tout au long de la vie du projet.

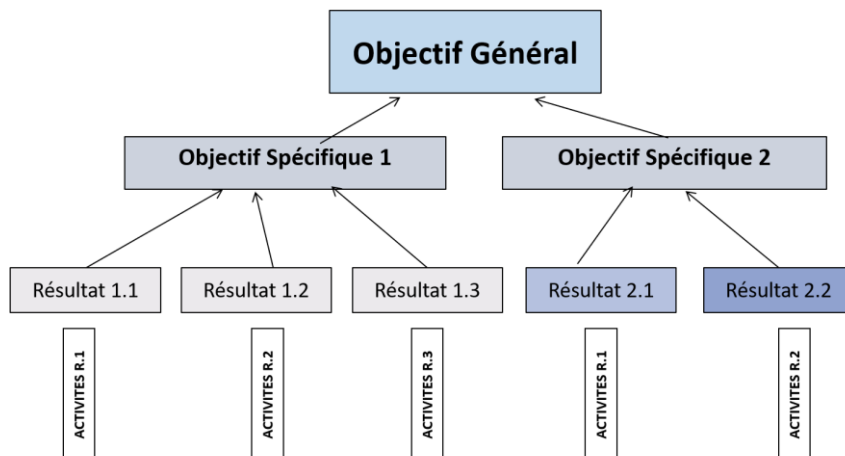
a) Un tableau basé sur la pyramide des objectifs décrivant la logique d'intervention

Le tableau du cadre logique présente une **suite logique de relations de cause à effet** fondée pyramide des objectifs. On parle aussi de chaîne de résultats.

Pyramide avec un objectif spécifique



Pyramide avec deux objectifs spécifiques



Le cadre logique consiste en un **tableau qui résume les aspects clés d'un projet/programme**. Il doit permettre d'identifier et communiquer les relations logiques d'un projet en suivant le raisonnement vertical et horizontal qui relie les niveaux du tableau.

	Chaîne de résultats	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Situations de référence / valeurs cibles	Sources et moyens de vérification	Hypothèses critiques
Objectif global					
Objectif.s spécifique.s					
Résultats attendus					
Activités					

Si les hypothèses se réalisent ET si les activités sont conduites, ALORS les résultats peuvent être obtenus.
Si les hypothèses se réalisent ET si les résultats sont obtenus, ALORS l'objectif spécifique du projet sera concrétisé.
Si les hypothèses se réalisent ET si l'objectif spécifique est concrétisé, ALORS il contribuera à l'atteinte de l'objectif général.

Canevas de cadre logique à mettre en annexe de la NIONG (annexe 1 de chaque canevas de NIONG)

Rappel du calendrier du projet : Tranche 1 : rappeler les dates de la tranche 1 du projet / **Tranche 2** : rappeler les dates de la tranche 2 du projet

	Chaîne de résultats	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Situations de référence / valeurs cibles	Sources et moyens de vérification	Hypothèses critiques (liées au contexte ou programmatique)
Objectif global	Changement à long terme, qui découlera du projet, ainsi que des projets d'autres partenaires et de dynamiques endogènes. La contribution attendue du projet à ce changement doit apparaître significative.				
Objectif.s spécifique.s (OS)	<p>Ce sont le principal changement direct ou les principaux changements <u>directs</u> du projet, attendus <u>à l'achèvement du projet</u> et bénéfiques pour les groupes cibles.</p> <p>Il s'agit de décrire la situation améliorée finale.</p> <p>Il.s découle.nt des résultats attendus (lien logique significatif) ainsi que de la réaction attendue de la part des parties prenantes.</p> <p>Il est de bonne pratique de limiter le nombre d'objectifs spécifiques (souvent un seul suffit pour les projets terrain ou d'IG.)</p> <p>Pour les projets de grande envergure et/ou comportant des volets très distincts ou pour les programmes, un second et éventuellement un troisième objectif spécifique peuvent être ajoutés.</p>	<p>Indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de l'objectif (2 à 4 indicateurs)</p> <p>Variable quantitative et/ou qualitative qui permet de mesurer de manière simple et fiable si le projet a atteint l'objectif attendu.</p>	<p>Indiquer la situation de référence (SR) avant le démarrage du projet et la valeur cible attendue en fin de projet</p> <p>SR :</p> <p>C :</p>	<p>(NB : nécessite souvent d'utiliser des sources indirectes, soit des enquêtes spécifiques)</p>	<p>Ce sont les conditions externes nécessaires et positives pour la mise en œuvre de l'intervention qui échappent au contrôle des personnes chargées de la gestion de cette dernière.</p> <p>Ce peut être des éléments portant sur des dynamiques locales ou globales ou sur des projets d'autres partenaires, impactant significativement la contribution à l'atteinte des objectifs.</p> <p>Ces éléments sont issus d'une analyse du contexte et des risques externes à l'intervention.</p> <p>Présenter un groupe d'hypothèses pour l'ensemble des objectifs</p>

Résultats attendus	<p>Ce sont les changements (comportements, fonctionnement, état) et/ou produits et/ou ou services tangibles issus des activités.</p> <p>La somme des résultats va permettre d'atteindre l'objectif spécifique.</p> <p>S'il y a plus d'un OS, un groupe de résultats distinct doit être présenté pour chacun des OS (au moins deux résultats par OS).</p> <p>R1 (ou R.1.OS.1 s'il y a plus d'un objectif) :</p> <p>R2 :</p> <p>R3 :</p> <p>...</p>	Indicateurs de résultats (2 à 5 indicateurs par résultat attendu)	SR :		Ce sont les éléments et conditions externes – par exemple les comportements de certaines parties prenantes (hors partenaires, gestionnaires et équipe projet), – susceptibles d'avoir une incidence sur le lien entre les résultats et l'objectif escompté. Ils sont issus d'une analyse du contexte et des risques externes à l'intervention.
			C :		Présenter un groupe d'hypothèses pour l'ensemble des résultats
Activités	Quelles sont les activités-clés à mettre en œuvre en vue de produire les résultats attendus (grouper les activités par résultat) Autant que possible les activités seront chiffrées (voir exemple) mais ne pas les détailler ici, les détails devant être présentés dans la NIONG)				Ce sont les éléments et conditions hors du contrôle direct/ de la responsabilité de l'équipe projet, – par exemple les comportements de certaines parties prenantes (hors partenaires, gestionnaires et équipe projet), face aux activités du projet, qui doivent être réunies pour que les activités prévues puissent se réaliser et produire les résultats attendus Ils sont issus d'une analyse du contexte et des risques externes à l'intervention.
<u>Surligner les activités démarrant en Tranche 1</u>	Activités pour R1 : Activité 1.1 (ou A.1.1 R.1.OS.1 s'il y a plus d'un objectif) : Activité 1.2 : Activités pour R2 : Activité 2.1 (ou A.2.1 R.2.OS.2 s'il y a plus d'un objectif) : Activité 2.2 :				Présenter un groupe d'hypothèses pour l'ensemble des activités

Conseils pour formuler les composantes du cadre logique

La formulation des objectifs

L'objectif général et l'objectif spécifique doivent être formulés de la même façon :

- Soit avec un verbe à l'infinitif
- Soit avec une phrase conjuguée présentant la situation améliorée qui prévaudra à l'issue du projet

Exemple objectif général :

- (Contribuer à) renforcer la capacité de résilience des populations vulnérables dans la région de Diffa au Niger

OU

- La capacité de résilience des populations vulnérables de la région de Diffa au Niger est renforcée

Exemple objectif spécifique :

- Améliorer la situation sanitaire et le statut nutritionnel des populations vulnérables, en particulier les femmes enceintes et allaitantes et les enfants de moins de 5 ans dans le département de Maïné-Soroa (Région de Diffa, Niger)

OU

- La situation sanitaire et le statut nutritionnel des populations vulnérables, en particulier les femmes enceintes et allaitantes et les enfants de moins de 5 ans dans le département de Maïné-Soroa (Région de Diffa, Niger) est améliorée

Le tableau de cadre logique présente déjà en lui-même une relation de causalité verticale dans la logique d'intervention, il n'est donc pas nécessaire de préciser les objectifs avec des formules comme « à travers » ou « grâce à ». L'approche sera précisée grâce à la présentation des résultats et des activités.

La formulation des résultats

Les résultats doivent être formulés comme la situation améliorée qui prévaudra après la mise en œuvre des activités, avec une phrase conjuguée

Exemple :

- R1. Les compétences des communautés (relais, associations féminines, ménages) en prévention et lutte contre les maladies hydriques sont renforcées
- R2. L'accès à l'eau potable est durablement accru et amélioré pour les bénéficiaires ciblés

Pour les projets multi pays : il est possible d'agréger les valeurs des indicateurs de résultats pour l'ensemble des pays ou de les différencier par pays, selon ce qui est pertinent.

La formulation des activités

Les activités doivent toutes être formulées de la même façon :

- Soit avec un verbe à l'infinitif
- Soit avec une action, un processus

Chaque groupe d'activités se rapport à l'un des résultats du projet et doivent donc être numérotées en conséquence.

Exemple :

- Activités liées au résultat 1
 - A.1.1 Former 50 enseignants issus des 5 écoles partenaires
 - A.1.2 Equiper matériel pédagogique les 5 écoles partenaires
- Activités liées au résultat 2
 - A.2.1 Réaliser l'actualisation de 10 curriculums pédagogiques
 - A.2.2 Diffuser les curriculums pédagogiques actualisés au sein des 5 écoles partenaires

OU

- Activités liées au résultat 1
 - A.1.1 Formation de 50 ans enseignants issus des 5 écoles partenaires
- Activités liées au résultat 2

La formulation des indicateurs, cibles et sources et moyens de vérification

Le cadre logique ne doit **présenter que des indicateurs mesurant les changements escomptés**, donc au niveau de l'objectif spécifique (ou des objectifs spécifiques) et des différents résultats attendus. Les **indicateurs de suivi des activités** ne sont **pas intégrés** dans le cadre logique.

Un indicateur est une unité de mesure qui aide à **évaluer les progrès accomplis** en vue d'obtenir un résultat attendu ou un objectif.

Les indicateurs déterminent quelles informations collecter pour répondre à des questions clés sur l'avancement du projet/programme.

Les indicateurs peuvent être **quantitatifs** (par exemple le pourcentage d'agriculteurs formés adoptant une nouvelle technique agricole) **ou qualitatifs** (par exemple l'opinion des bénéficiaires quant à la qualité des installations d'assainissement fournies comme un % de satisfaction exprimée).

Il est préférable d'utiliser une combinaison de ces deux types lorsque c'est possible.

Autant que possible, **les situations de référence doivent être chiffrées**.

La formulation des hypothèses

Les hypothèses doivent être formulées en positif, comme le **facteur externe qui doit se réaliser pour permettre au projet/programme de déployer ses activités ou atteindre ses résultats ou concrétiser son/ses objectif.s spécifique.s**.

Elles sont notamment **issues de l'analyse des risques** qui doit avoir été réalisé lors de la phase de diagnostic : les risques seront présentés dans le tableau demandé dans la NIONG, accompagnés de mesures d'atténuation. Les hypothèses seront les facteurs externes restant, non considérées comme des risques pouvant être atténués.

Par ailleurs, un nombre excessif d'hypothèses peut compliquer le cadre logique et le suivi. Il est donc important de se limiter uniquement aux hypothèses qui compromettraient la réussite du projet/programme si elles étaient infirmées.

Les hypothèses doivent être placées à trois niveaux, selon leur influence : au niveau des activités ou au niveau des résultats attendus ou au niveau de l'objectif spécifique.

Il est important d'**éviter de mentionner comme hypothèses des questions auxquelles le projet lui-même devrait répondre** ou des éléments qui peuvent être vérifiés pendant la phase de diagnostic, par exemple : « le ministère de la santé approuve l'idée du projet » ou « la quantité d'eau dans la nappe phréatique est suffisante pour réaliser les forages ».

Toute hypothèse à intégrer dans le cadre logique et à suivre doit être « probable », c'est à-dire un facteur extérieur important qui se produira très certainement, mais qui présente toujours un risque raisonnable de ne pas se produire. En raison de cet élément d'incertitude, il est indispensable d'assurer le suivi de ce facteur extérieur pendant l'intervention, pour prendre des mesures à son sujet le cas échéant.

Exemple d'hypothèses à intégrer dans le cadre logique :

- Les conditions de sécurité permettent l'accès à la zone d'intervention
- Les élections parlementaires à venir n'entraînent pas de troubles civils
- Le ministère partenaire maintient ses engagements tout au long du projet

Un facteur extérieur important dont il est peu probable qu'il se produira ne devrait pas être mentionné en tant qu'hypothèse, il s'agit plutôt d'un risque. La conception du projet/programme devrait être modifiée pour prendre en compte un facteur extérieur aussi risqué. S'il est impossible de modifier l'intervention pour prendre en compte un facteur extérieur dont il est peu probable qu'il se produira (c'est-à-dire un risque), cela peut signifier que l'intervention n'est pas viable et qu'elle doit être réexaminée.

La présentation du calendrier du projet

Le canevas de cadre logique à présenter en annexe de la NIONG intègre un rappel du calendrier du projet en tête du canevas type qui doit également présenter les dates de chacune des 2 tranches. Les activités qui démarrent en tranche 1 devront être surlignées **en jaune**.

A noter : chacun des éléments du cadre logique devra être formulé à l'identique dans le narratif de la NIONG.

Le cadre logique comme base au dispositif de pilotage, suivi et évaluation

Le cadre logique sert de base au système de pilotage, de suivi, et d'évaluation du projet.

Les informations recueillies sur les indicateurs seront utilisées pour **évaluer les progrès accomplis et guider la prise de décisions tout au long de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation du projet/programme**. Ces données peuvent aussi contribuer à tirer des enseignements d'une intervention afin de prendre appui sur les réussites et d'éviter de reproduire les mêmes erreurs.

Afin de contribuer à ce système, les indicateurs doivent répondre aux questions : comment ? Quand ? Combien ?

Comme indiqué ci-dessus, il est important de définir de véritables indicateurs permettant de mesurer l'atteinte des résultats et de l'objectif spécifique (ou des objectifs spécifiques). Ces **indicateurs sont des indices permettant de caractériser les changements apportés**, en général dans la situation ou dans le comportement des bénéficiaires, directement induits par l'intervention et serviront notamment de base pour **l'évaluation de l'atteinte de ou des objectifs spécifiques** de chaque projet/programme.

Ils diffèrent des indicateurs de suivi de la réalisation des activités qui se situent au niveau des livrables (biens et services produits par l'intervention) et qui seront utilisés en interne par l'OSC, dans son dispositif de suivi et pilotage du projet/programme.

Le dispositif de suivi et pilotage doit s'articuler autour de **quelques grandes questions de suivi** (à l'instar de questions évaluatives), basées sur les résultats et les hypothèses du cadre logique.

Les indicateurs et les activités se doivent d'intégrer les thématiques transversales (genre, biodiversité, climat, jeunesses actrices) dès lors que l'OSC déclare les prendre en considération dans la NIONG.

C. LES AUTRES APPROCHES ORIENTEES CHANGEMENT (AOC)

Si l'OSC est engagée dans une démarche méthodologique AOC, elle peut, en complément du cadre logique, présenter un schéma de Théorie du Changement en fin d'annexe 1 de la NIONG.

Il est en effet tout à fait possible d'articuler AOC et cadre logique. Lors de la conception du projet, l'OSC peut avec l'ensemble des parties prenantes élaborer une vision et des chemins de changement puis rédiger le cadre logique du projet. Schématiquement, les grands changements attendus permettent d'identifier l'objectif global et les objectifs spécifiques du cadre logique tandis que les chemins de changements permettent de définir les résultats attendus du cadre logique. Il s'agit d'articuler la logique et la temporalité du projet (moyen terme) avec celles des AOC (à plus long terme et plus stratégiques). Ainsi, le projet peut expliciter la façon dont une partie des AOC sera mise en œuvre, sur une temporalité plus réduite.

D. RESSOURCES DOCUMENTAIRES

- Fédération internationale des sociétés de la Croix Rouge et du Croissant Rouge (FICR)/ Manuel d'orientation, Planification de projet/programme (disponible en 7 langues): <https://www.ifrc.org/fr/document/manuel-dorientation-planification-projetsprogrammes>
- FICR/ Guide pour le suivi et l'évaluation de projets/programmes (disponible en 4 langues): <https://www.ifrc.org/fr/document/guide-pour-suivi-et-levaluation-projetsprogrammes>
- PM4NGOs/ Project DPro Guide de la Gestion de Projet pour les Professionnels du Développement - PMD Pro – 2^e EditionPro : https://pm4ngos.org/wpfd_file/project-dpro-guide-pmd-pro-2nd-edition-francais/

E. MODELES DE CADRE LOGIQUES

Trois modèles de cadre logique sont présentés ci- après:

- Un modèle pour un projet terrain (avec un seul objectif spécifique)
- Un modèle pour un projet/programme terrain (avec deux objectifs spécifiques)
- Un modèle pour un projet ECSI

Exemple de cadre logique projet terrain – version avec 1 seul objectif spécifique

	Chaîne de résultats	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Situations de référence / valeurs cibles	Sources et moyens de vérification	Hypothèses critiques (liées au contexte ou programmatique)
Objectif global (Finalité) Long term goal	(Contribuer à) renforcer la capacité de résilience des populations vulnérables dans la région de Diffa au Niger				
Objectif.s spécifique.s (OS) (outcome)	Améliorer la situation sanitaire et le statut nutritionnel des populations vulnérables, en particulier les femmes enceintes et allaitantes et les enfants de moins de 5 ans dans le département de Maïné-Soroa (Région de Diffa, Niger)	<p>Performance du programme nutrition Taux de guérison / Taux de d'abandon / Taux de décès</p> <p>Taux de mortalité néonatale (nb de décès néonataux pour 1000 naissances vivantes)</p> <p>Proportion de femmes âgées de 15 à 49 ans qui ont été assistées par du personnel médical qualifié durant leur accouchement</p> <p>Proportion de nouvelles consultations curatives des FEFA et des enfants < 5 ans dans les districts d'intervention</p>	<p>SR : <50% / > 30% / > 30%</p> <p>C : > 75% / <15% / <10%</p> <p>SR :41 pour mille C : < 15 pour mille</p> <p>SR :29% C : 60%</p> <p>SR : N/A C : 60%</p>	<p><i>Registres des consultations</i></p> <p><i>Registres des Centres de santé</i></p> <p><i>Enquête SLEAC⁹</i></p> <p><i>Rapport d'évaluation finale</i></p> <p><i>Données du SNIS</i></p>	<p>Les futures élections présidentielles ne déstabilisent pas le système de santé du pays.</p> <p>La zone d'intervention ne subit pas de nouveaux vecteurs causant de nouvelles maladies touchant particulièrement les femmes et les enfants</p>

⁹ Évaluation par échantillonnage simplifié pour assurer de la qualité du lot

	Chaîne de résultats	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Situations de référence / valeurs cibles	Sources et moyens de vérification	Hypothèses critiques (liées au contexte ou programmatique)
Résultats attendus (output)	R1 Les enfants de moins de 5 ans et les FEFA bénéficient d'une surveillance nutritionnelle et d'une prise en charge de qualité dans la zone d'intervention	Proportion d'enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère recevant un traitement thérapeutique	SR : 30% C : 70%	<i>Registres des centres de santé</i>	Le turn over parmi le personnel de santé n'affecte pas la qualité des soins
		Proportion de structures appuyés par le projet dans lesquels le programme nutritionnel est mis en œuvre de façon appropriée	SR : N/A C : 70%	<i>Système National d'Information Sanitaire</i>	
		Proportion d'enfants sortis du programme de traitement étant guéris avec succès	SR : 30% C : 80%	<i>Rapports de suivi du projet</i> <i>Fiches de suivi régulier du programme de traitement</i>	
	R2 : Les femmes en âge de procréer, les FEFA et les nouveaux nés bénéficient d'une prise en charge sanitaire de qualité dans la zone d'intervention	Proportion de CPN 4 dans les centres de santé des districts d'intervention	SR : 31% C : 70%	<i>Enquêtes CAP</i>	Le nombre de personnes vivant sur la zone demeure stable (pas d'arrivée de nouveaux groupes de personnes déplacées)
		Proportion de femmes enceintes dépistées au VIH et connaissant leur statut sérologique.	SR : N/A C : 70%	<i>Registre des consultations</i>	
		Proportion de femmes enceintes sensibilisées qui sont capables de citer au moins trois signes d'alerte pendant le travail et l'accouchement	SR : 30% C : 80%	<i>Système National d'Information Sanitaire</i>	
		Proportion de femmes en âge de procréer, les FEFA déclarant être satisfaites des services de santé maternelle et infantile dans le département	SR : N/A C : 80%	<i>Registre de la maternité</i>	
					Les comités de gestion maintiennent leur motivation et leur disponibilité
					Les communautés conservent leur motivation et leur prise de conscience

	Chaîne de résultats	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Situations de référence / valeurs cibles	Sources et moyens de vérification	Hypothèses critiques (liées au contexte ou programmatique)
	R3 : Les capacités du système de santé des districts appuyés à délivrer des soins de santé primaire et secondaire sont renforcées	<p>Taux de complétude et promptitude des données dans les districts d'intervention</p> <p>Nombre de jours de rupture en intrants nutritionnels et en médicaments</p> <p>Pourcentage du personnel des centres de santé formé par le projet qui applique ses nouvelles connaissances en matière de santé maternelle et néo-natale, de prise en charge de la malnutrition, de dépistage VIH</p>	<p>SR : < 60% C : >90%</p> <p>SR : 18 jours/mois C : < à 5 jours</p> <p>SR : N/A C : 80 %</p>	<p><i>Fiches de stock des pharmacies</i></p> <p><i>CR de réunions trimestrielles de validation des données</i></p> <p><i>Pré/post test de formation</i></p> <p><i>Rapports de supervision</i></p>	<p>Les intrants médicaux demeurent disponibles</p> <p>Les autorités sanitaires maintiennent leurs engagements</p>

	Chaîne de résultats	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Situations de référence / valeurs cibles	Sources et moyens de vérification	Hypothèses critiques (liées au contexte ou programmétique)
	<p>Activités pour R2 :</p> <p><u>Activité 2.1</u> : Formation des 120 relais communautaires et « mamans lumière » sur les activités IEC et CCC en santé maternelle et infantile</p> <p><u>Activité 2.2</u> : Information – éducation – communication (IEC) des communautés (50 000 personnes) sur la santé maternelle et infantile</p> <p><u>Activité 2.3</u> : Appui financier aux 10 comités de gestion (référence des femmes enceintes et nouveaux nés)</p> <p><u>Activité 2.4</u> : Aménagement de 10 cases de santé : fourniture d'équipements techniques et intrants nécessaires à la prise en charge en maternité, bloc opératoire et service de néonatalogie</p> <p><u>Activité 2.5</u> : Formation de 150 professionnels de santé en maternité et néonatalogie</p> <p><u>Activité 2.6</u> : Formation de 50 matrones</p> <hr/> <p>Activités pour R3 :</p> <p><u>Activité 3.1</u> : Appui à l'organisation de supervisions conjointes avec la Direction Régionale de Santé (DRS)</p> <p><u>Activité 3.2</u> : Formation de tous les membres (200) des comités de gestion des 10 Cases de santé appuyées</p> <p><u>Activité 3.3</u> : Redynamisation des 10 comités de gestion des cases de santé</p> <p><u>Activité 3.4</u> : Supervision formative des 10 Cases de santé avec le District de santé</p> <p><u>Activité 3.5</u> : Echanges de pratiques entre les 10 Cases de santé du district</p>				<p>Les conditions climatiques demeurent favorables à l'accès à la zone d'intervention.</p> <p>Les matrones maintiennent leur intérêt</p> <p>Les conditions de sécurité permettent les échanges entre cases de santé</p>

Exemple de cadre logique projet terrain – version avec 2 objectifs spécifiques

	Chaîne de résultats	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Situations de référence / valeurs cibles	Sources et moyens de vérification	Hypothèses critiques (liées au contexte ou programmatique)
Objectif global	Améliorer les moyens de subsistance des habitants les plus vulnérables de la province de Butungi				
Objectif.s spécifique.s (OS)	<p>OS 1 Renforcer la sécurité alimentaire de 35 000 familles pauvres dans la province de Butungi</p> <p>OS 2 Augmenter l'efficacité de l'appui à un développement agricole et économique durables par les institutions du secteur public, du secteur privé et des ONG peuvent appuyer efficacement</p>	<p>% de la population cible ayant un Score de Consommation Alimentaire acceptable (SCA)</p> <p>Nombre de ménages capables de couvrir leurs besoins nutritionnels sur X nombre de jours / mois</p> <p>% de répondants qui savent où accéder au service local de soutien aux agriculteurs</p> <p>% de prestataires de services de soutien dont les prestations répondent à au moins 70% des normes de qualité prédéfinies</p> <p>Nombre moyen de types de cultures cultivées par les ménages cibles au cours de la dernière saison agricole</p>	<p>SR : 50% C : 80%</p> <p>SR : 1 500 kcal/jour/adulte C : 2000 kcal/jour/adulte</p> <p>SR : 30% C : 80%</p> <p>SR : 40% C : 80%</p> <p>SR : 2 C : 5</p>	<p>Enquête auprès d'un échantillon de la population</p> <p>Enquête auprès d'un panel d'agriculteurs</p> <p>Données du ministère de l'agriculture</p> <p>Enquête auprès des prestataires de services</p> <p>Données rassemblées lors des enquêtes de référence et suivi par l'Union des groupes paysans (UGP)</p>	<p>Les avantages du projet ne sont pas compensés par une diminution des services et des prestations sociales de l'État</p> <p>La production agricole demeure rentable même en présence d'une dégradation des termes de l'échange pour les produits agricoles</p> <p>Les conditions météorologiques habituelles demeurent stables.</p>

	Chaîne de résultats	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Situations de référence / valeurs cibles	Sources et moyens de vérification	Hypothèses critiques (liées au contexte ou programmétique)
Résultats attendus	<i>0S1.R1 La production horticole et maraîchère est augmentée</i>	<p>% d'augmentation des revenus provenant d'activités horticoles et maraîchères</p> <p>Augmentation des superficies plantées de cultures autres que le riz</p>	<p>SR : N/A C :25%</p> <p>SR : N/A C :10%</p>	<p>Données rassemblées lors des enquêtes de référence et suivi par l'Union des groupes paysans (UGP)</p> <p>Données provenant de l'enquête de référence technique et suivi par l'UGP</p> <p>Suivi par les ONG partenaires</p> <p>Documents techniques du ministère de l'Agriculture</p>	<p>Les rapports contractuels et la collaboration avec les services de l'irrigation du ministère de l'Agriculture demeurent positifs.</p> <p>Les agriculteurs maintiennent leur motivation à adopter de nouveaux systèmes de culture</p>

	Chaîne de résultats	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Situations de référence / valeurs cibles	Sources et moyens de vérification	Hypothèses critiques (liées au contexte ou programmatique)
	OS1.R2 : <i>La production de riz est augmentée</i>	<p>Une nouvelle variété à haut rendement est adoptée par % des agriculteurs visés</p> <p>Augmentation des rendements de la production rizicole</p>	<p>SR : N/A C : 70</p> <p>SR : 3 tonnes/ha C : 5 tonnes/ha</p>	<p>Suivi par les ONG partenaires et identification par l'UGP</p> <p>Données rassemblées lors des enquêtes de référence et suivi par l'Union des groupes paysans (UGP)</p> <p>Données provenant de l'enquête de référence technique et suivi par l'UGP</p>	<p>Le ministère de l'Agriculture continue de jouer un rôle clé dans le processus de développement malgré le changement de gouvernement.</p> <p>Au sein du Ministère de l'agriculture les conditions permettant au personnel d'appliquer leurs nouvelles aptitudes et compétences dans la pratique perdurent.</p>
	OS2.R1 : <i>Les capacités du ministère de l'Agriculture d'appuyer le processus de développement rural sont renforcées</i>	<p>% de questions soulevées par les représentants des groupements de paysans qui ont été pleinement traitées par les autorités locales (min. de l'Agriculture)</p> <p>Nombre de partenariats établis entre les autorités agricoles, le secteur privé et la société civile pour traiter les questions qui ont une incidence sur le développement rural de la zone cible</p>	<p>SR : 20 % C : 60%</p> <p>SR : N/A C : 5</p>	<p>Documents des banques nationales de crédit/ONG</p> <p>Suivi par l'Union des groupes paysans (UGP)</p> <p>Rapport de suivi du projet</p>	

[illegible]

	Chaîne de résultats	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Situations de référence / valeurs cibles	Sources et moyens de vérification	Hypothèses critiques (liées au contexte ou programmatique)
	<p>Activités pour OS2 R1 :</p> <p><u>Activité 2.1.1</u> : Réalisation d'un audit organisationnel et conception de la stratégie de renforcement des capacités organisationnelles</p> <p><u>Activité 2.1.2</u> : Réalisation d'un programme de formation de 300 agents</p> <p><u>Activité 2.1.3</u> : Installation et modernisation du matériel et de l'équipement de 5 services locaux de l'agriculture de la province</p> <hr/> <p>Activités pour OS2 R2</p> <p><u>Activité 2.2.1</u> Renforcement des capacités des 2 ONG à mobiliser des groupes d'agriculteurs</p> <p><u>Activité 2.2.2</u> : Formation de 100 agents communautaires</p> <p><u>Activité 2.2.3</u> : Formation de représentants de 200 groupes d'agriculteurs</p>				Les résultats des élections à venir n'entraînent pas de troubles à l'ordre civil ni de déplacement de populations.

Exemple de cadre logique projet « ECSI »

	Chaîne de résultats	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Situations de référence / valeurs cibles	Sources et moyens de vérification	Hypothèses critiques (liées au contexte ou programmatique)
Objectif global (Finalité) Long term goal	Renforcer la citoyenneté locale et internationale des jeunes exposées aux inégalités socio-économiques des territoires défavorisés de trois villes jumelées : Dakar (Sénégal), Abidjan (Côte d'Ivoire) et Marseille (France)				
Objectif(s) spécifique(s) (OS) (outcome)	Soutenir et valoriser les projets d'engagement solidaire, au plan national et international, de 1200 jeunes filles et garçons des 3 villes du projet.	<p>Pourcentage des jeunes investis dans le projet qui se sentent reconnus comme acteurs de changement de la transformation de leur territoire</p> <p>Pourcentage d'intégration des projets d'engagement solidaires dans des dispositifs nationaux ou internationaux dans chacun des trois pays</p> <p>Pourcentage de jeunes impliqués dans le projet réinvestissant leur engagement dans de nouvelles initiatives (au sein d'ONG, associations, institutions ou établissements scolaires)</p>	<p>SR : 10 % C : 70%</p> <p>SR : N/A C : 30%</p> <p>SR : 20% C : 80%</p>	<p><i>Rapports de suivi des organisations membres du COPIL</i></p> <p><i>Rapports de suivi du projet et rapport d'évaluation externe</i></p> <p><i>Evaluations participatives menées auprès des jeunes</i></p> <p><i>Plan de suivi des projets d'engagement solidaire</i></p>	Les institutions et autorités locales membres du comité de pilotage maintiennent leur engagement d'intégrer la citoyenneté locale et mondiale comme un axe stratégique de leurs projets politiques et leur engagement à diffuser les acquis du programme
Résultats attendus (output)	RI : Les éducateurs et éducatrices des 3 pays renforcent leurs capacités à accompagner des dynamiques d'engagement solidaire, au local et à l'international, auprès des 1200 jeunes visés.	<p>Pourcentage des éducateurs formés et qui utilisent les nouveaux outils d'accompagnement</p> <p>Taux de satisfaction des jeunes impliqués quant à l'accompagnement reçu dans les territoires participant au projet</p>	<p>SR : N/A C : 80%</p> <p>SR : 30% C : 80%</p>	<p><i>Observation in situ</i></p> <p><i>Questionnaire auprès des éducateurs</i></p> <p><i>Enquête de satisfaction auprès des jeunes</i></p>	Les éducateurs et éducatrices formés demeurent en poste tout au long de la durée du projet.

	Chaîne de résultats	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Situations de référence / valeurs cibles	Sources et moyens de vérification	Hypothèses critiques (liées au contexte ou programmatique)
	R2 : Les 1200 jeunes des 3 pays mettent en œuvre des initiatives croisées de solidarité internationale qu'ils réinvestissent au plan local.	Proportion de jeunes inscrits demeurant engagé·es jusqu'à la fin de l'initiative de solidarité. Nombre de vues des capsules vidéos sur le media en ligne et les réseaux sociaux liés Taux de jeunes formés qui appliquent les nouvelles connaissances acquises en montage de projet dans la réalisation de leur action	SR : N/A C : 85% SR: 500 C: 5 000 SR : N/A C : 85%	<i>Rapports de suivi du projet</i> <i>Questionnaire auprès des jeunes</i> <i>Enquête médiatique</i> <i>Suivi des présences aux ateliers du projet</i>	Les municipalités maintiennent leur engagement à fournir des infrastructures éducatives adaptées au déploiement des activités. Les élections locales n'affectent pas les enjeux internationaux dans les territoires d'intervention.
	R3 : Des enseignements et des méthodes d'action en matière de citoyenneté sont produits et essaimés dans les 3 pays.	Pourcentage de satisfaction des organisations partenaires du projet quant aux supports d'enseignement produits Nombre d'organisations ou de réseaux éducatifs associés au projet ayant adopté au moins une des méthodes essaimées	SR : 50% C : 90% SR : N/A C : 12 (sur 18)	<i>Enquête auprès des organisations partenaires</i> <i>Rapports de suivi du projet</i>	

Fiche-outil n° 2 : Les principes d'évaluation et de capitalisation des projets OSC

L'évaluation et la capitalisation des interventions des OSC cofinancées par l'AFD revêtent une **grande importance**.

La présente note a pour objectif de présenter les **grands principes** qui doivent guider les pratiques d'évaluation et de capitalisation des Initiatives OSC. Ces principes **ne sont pas figés et peuvent être ajustés, précisés, enrichis** pour tenir compte de la diversité des interventions des OSC et de l'évolution des pratiques, notamment afin d'identifier les méthodes et outils d'évaluation les plus adaptés ou soutenir des expériences nouvelles dans ce domaine. Au-delà des modalités définies par l'AFD dans le guide méthodologique et détaillées ci-dessous, le dialogue est permanent avec les OSC sur ce sujet.

Les principes concernant les projets Initiatives OSC s'inscrivent en conformité avec les orientations générales retenues par l'AFD en matière d'évaluation de projets formalisées dans la **politique de suivi et d'évaluation du Groupe AFD**¹². Dans cette politique, l'AFD promeut des **évaluations influentes**, c'est-à-dire utiles et utilisées. Pour cela, les évaluations doivent impliquer les parties prenantes et au premier titre les contreparties (pour le dispositif I-OSC, l'OSC porteuse) et se placer au plus près des autres ; ainsi, les évaluations conjointes (copilotées par l'AFD et l'organisation qui reçoit le financement de l'AFD) sont promues. Par ailleurs, les évaluations doivent être **sur mesure** en termes de questionnement, de méthode, de timing.

Pour renforcer la transparence sur son action et faciliter l'échange de bonnes pratiques avec les autres acteurs du développement durable, l'AFD entend **systématiser la publication des résultats de ses propres évaluations et encourager la publication des évaluations menées par ses partenaires**. Au-delà de cette démarche évaluative, l'AFD favorise les exercices de capitalisation, d'études transversales, d'échanges d'expériences à diffusion large ainsi que tout processus de recherche de méthodes et d'outils d'évaluation adaptés aux interventions des acteurs du développement.

L'évaluation des projets Initiatives OSC participe pleinement à l'évaluation des actions et pratiques de l'aide au développement. Cette évaluation est motivée par la diversité des acteurs, des stratégies, des objectifs poursuivis et des actions et par l'octroi de fonds publics. Elle soulève toutefois des enjeux particuliers de mesure des résultats en raison de leurs finalités souvent complexes visant le changement social (renforcement des capacités, recherche d'influence au travers d'actions de plaidoyer, partenariats, etc.), de leur taille, de leur mode opératoire.

Depuis 20 ans, encouragées par les bailleurs de fonds, les OSC ont pleinement intégré la culture de l'évaluation et prévoient presque systématiquement la réalisation d'évaluations dans leurs projets. La diffusion des évaluations réalisées s'est également largement améliorée et devient un réel support pour l'échange, l'apprentissage, l'amélioration des pratiques et la capitalisation partagée.

L'AFD poursuit son dialogue avec les OSC sur les enjeux liés à l'évaluation des projets qu'elle cofinance. L'AFD continue de considérer qu'il convient d'être pragmatique, innovant et ouvert sur les pratiques de suivi, d'évaluation et de capitalisation. La réflexion et la recherche sur les méthodes et les outils d'évaluation adaptés à la diversité des interventions doivent être soutenues. Les OSC sont elles-mêmes, au-delà de la nécessaire redevabilité, concernées par ces enjeux et souvent porteuses d'innovations dans ce domaine.

Les **évaluations des projets Initiatives OSC sont de deux types** : des évaluations individuelles de projet (cf. § 1) et des évaluations transversales (cf. § 2).

¹² Adoptée en 2024 : <https://www.afd.fr/fr/ressources/politique-suivi-et-evaluation-groupe-afd>

A. PRINCIPES RELATIFS AUX EVALUATIONS DE PROJETS OSC COFINANCES PAR L'AFD

a) Méthodologie

Les évaluations de projets Initiatives OSC s'inscrivent dans les bonnes pratiques en matière d'évaluation des projets de développement. Elles **s'appuient sur les principes proposés par le comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD/OCDE) en matière d'évaluation** des projets de développement (impartialité et indépendance, crédibilité, utilité, participation et coordination). Elles sont **généralement menées en se référant aux six critères définis par le CAD** (pertinence, cohérence, efficacité, efficience, impact et viabilité). Ce cadre normatif est une grille de lecture qui **ne doit pas empêcher de concevoir les évaluations au regard des spécificités des projets** ou portefeuilles de projets évalués. L'AFD promeut des évaluations influentes et donc conçues de manière à répondre aux objectifs et aux usages de l'évaluation tels que définis avec les parties prenantes. Au-delà des critères du CAD et/ou en s'y référant, il s'agit **d'identifier les questions évaluatives** auxquelles l'évaluation va chercher à répondre.

L'évaluation doit être utile à l'OSC pour éclairer des questions relatives au projet, apprécier sa mise en œuvre et ses résultats et tirer des enseignements. Il **ne s'agit donc pas d'utiliser dans chaque évaluation l'ensemble des critères du CAD au risque d'avoir une évaluation qui survole** le projet et qui apporte peu d'enseignements.

L'évaluation du premier cycle du projet (1^{ère} phase) ciblera par exemple plus prioritairement les critères de pertinence et de cohérence mais n'ira pas nécessairement regarder les effets/impacts. Au contraire, lors de la phase 3 d'un projet, l'évaluation approfondira la question des effets, des changements, de l'impact, de la durabilité etc. L'évaluation doit être « sur-mesure ».

D'autres critères plus transversaux sont souvent nécessaires à prendre en compte en fonction de la nature des projets : la mesure des changements auxquels a contribué le projet, celle des effets produits en termes de renforcement de capacités, de gouvernance, de renforcement du pouvoir d'agir, de qualité des partenariats, de contribution/influence des politiques publiques, sont des notions plus complexes qui nécessitent une approche plus élaborée mais qui doivent désormais être davantage intégrées dans les évaluations menées.

L'évaluation des projets des OSC doit également porter sur la prise en considération ou non des thématiques transversales (genre, biodiversité/climat, jeunesse). Les TDR qui encadrent le travail de l'évaluateur peuvent porter à sa connaissance les fiches outils correspondantes du présent guide.

L'AFD est ouverte à une **pluralité de méthodologies d'évaluation**. La plupart des évaluations de projet sont basées sur les objectifs du projet. Des approches affranchies des objectifs (*outcome harvesting*, *most significant change*) peuvent aussi être utiles en fonction des enjeux de l'évaluation. Le recours aux approches orientées changement (AOC) est également possible¹³.

Lorsque cela est possible, l'Agence Française de Développement (AFD) encourage les évaluations d'impact pour mesurer l'effet de ses projets, en se concentrant sur des questions spécifiques et en attribuant les résultats directement aux initiatives mises en place. L'AFD vise à améliorer l'évaluation de ses actions pour répondre aux attentes d'informations plus détaillées sur certaines interventions stratégiques, notamment celles qui sont innovantes ou emblématiques. L'AFD est l'une des rares institutions à réaliser des évaluations d'impact avec contrefactuel, similaires à des recherches académiques, qui contribuent au débat international sur l'aide au développement. Elle souhaite intégrer des chercheurs locaux dans ses équipes pour mieux prendre en compte les contextes locaux, renforcer les capacités et assurer la durabilité de ses démarches. Ces évaluations, souvent

¹³ <https://f3e.asso.fr/boite-a-outils/>. Voir aussi les guides [Animer un atelier « vision et chemins de changement »](#) et [Comment suivre et évaluer les changements](#).

expérimentales ou quasi expérimentales, visent à combler des lacunes de connaissances et à fournir des résultats utiles aux organisations de la société civile, à l'AFD et à la communauté du développement. L'AFD promeut également des méthodologies mixtes combinant approches quantitatives et qualitatives. Les projets I-OSC peuvent bénéficier du partenariat PAIRES entre l'AFD et l'IRD qui finance ce type d'évaluations pour des interventions cofinancées par l'AFD : <https://paires.hypotheses.org/>

b) Modalités d'évaluation

L'évaluation individuelle finale de projet doit être pensée dès le début du projet et des moyens humains, techniques et financiers doivent être mobilisés pour ce travail. Le calendrier de l'évaluation doit être également anticipé. Il convient d'être particulièrement vigilant sur ce point dans le cas des initiatives s'articulant sur plusieurs phases. L'évaluation doit être planifiée dans le calendrier de mise en œuvre/conception de projet afin de pouvoir nourrir l'élaboration de la phase suivante.

Dans ces cas, les enseignements tirés de l'évaluation d'une phase doivent servir à l'élaboration de la phase suivante et devront être intégrés à la NIONG (annexe dédiée). Le rapport d'évaluation devra accompagner la NIONG.

Par ailleurs, l'évaluation doit être pensée comme un processus participatif (co-élaboration avec les principaux partenaires impliqués dans le projet) ; elle doit donc mobiliser autant que possible l'ensemble des acteurs du projet : associations locales, bénéficiaires, partenaires institutionnels et financiers.

L'AFD **incite au recours à l'expertise externe**. L'OSC peut cependant proposer que l'évaluation du projet soit réalisée en interne. Dans les cas où l'évaluation finale est obligatoire (cf. ci-dessous), MPN/OSC appréciera la pertinence de cette solution au regard notamment du degré d'indépendance des évaluateurs ou évaluatrices internes, MPN/OSC est également ouverte aux évaluations par les pairs (évaluation pilotée par ou associant un-e évaluateur-trice d'une ONG travaillant sur les mêmes thématiques mais n'étant pas intervenu-e dans le projet évalué).

La plupart des évaluations concernant les projets Initiatives OSC sont des évaluations finales, c'est-à-dire des évaluations menées lors de la dernière année ou du dernier semestre d'exécution du projet. Les OSC peuvent cependant prévoir de réaliser une évaluation *in itinere*, c'est-à-dire une évaluation perlée tout au long du projet, cet exercice se distinguant du suivi renforcé par le fait qu'il s'agit d'une analyse évaluative externe. Cet exercice peut être fructueux en matière d'apprentissage.

Le **coût des évaluations est éligible dans le budget** soumis à MPN/OSC. Dans le cas des évaluations finales externes, les OSC sont invitées à procéder au choix du prestataire à l'issue d'un appel d'offres ouvert ou a minima d'une consultation restreinte. En pratique, sauf cas particulier et selon la taille et le nombre de pays concernés par le projet, il est recommandé de prévoir a minima un budget de 25K €.

Dans tous les cas, les termes de référence seront soumis à l'AFD pour avis de non-objection (ANO) avant le lancement de l'évaluation, et au minimum 6 mois avant la fin du projet.

L'équipe d'évaluation retenue est invitée à prendre l'attache de la personne responsable de projet au sein de MPN/OSC pour un échange.

Exigences de l'AFD en matière d'évaluation individuelle

L'AFD encourage donc les OSC à **intégrer un processus d'évaluation volontaire dans les projets d'une certaine dimension, sans pour autant en faire une obligation systématique**, sauf dans le cadre de certains instruments spécifiques détaillés ci-après.

- **Une évaluation externe finale est exigée dans le cadre des conventions-programmes** : celle-ci doit être réalisée à la fin de chaque phase et précéder toute nouvelle demande de financement. A la fin de la dernière phase de la convention, une étude des effets et de l'impact sera exigée.

- Une **évaluation externe finale est exigée dans le cadre des conventions de partenariat pluriannuelle (CPP)** : celle-ci doit être réalisée à la fin de chaque phase de 4 ans et précéder toute nouvelle demande de financement. Elle devra privilégier la mesure des effets et de l'impact.
- Une **évaluation externe finale est exigée dans le cadre des programmes concertés pluri-acteurs (PCPA)** : celle-ci doit être réalisée à la fin de chaque phase et précéder toute nouvelle demande de financement. Au cours de la dernière phase du PCPA, une étude des effets et de l'impact sera fortement encouragée.
- Une **évaluation externe finale est exigée dans le cadre des projets et programmes à multiphases** : dès lors qu'une OSC prévoit de mettre en œuvre son projet sur une durée de plusieurs phases, elle devra réaliser une évaluation externe à la fin de chacune des phases avant que ne soit instruite une nouvelle demande de financement.
- Pour les programmes terrain d'envergure, mis en œuvre sur la durée (plus de 6 ans), les études des effets seront fortement encouragées et donneront lieu à un échange approfondi entre MPC/MPN/OSC et l'OSC en amont de l'exercice et au plus tard lors de la réunion à mi-parcours.
- Pour **les tous les projets, une évaluation externe des effets** des processus de changement induits est exigée tous les neuf ans (toutes les trois phases). Cette étude des effets doit être prévue dès le démarrage du projet en année 1.
- Le rapport d'évaluation devra être idéalement joint à la NIONG (document-projet) de la phase suivante ; à défaut le rapport provisoire sera accepté, à condition que le rapport final soit communiqué au plus tard lors du démarrage de l'instruction du projet.
- Les rapports d'évaluation ou leur synthèse sont publiés sur le site de l'OSC. Dans le cadre de la politique de transparence de l'AFD, et sous réserve de l'accord de l'OSC, les rapports d'évaluation et/ou leur synthèse pourront être publiés sur le site de l'AFD (un format de publication pourra être proposé à l'OSC).

c) Le suivi-évaluation

L'AFD **encourage la mise en place de dispositifs de suivi-évaluation dès le démarrage du projet**, notamment en ce qui concerne les projets complexes et d'envergure. Le suivi du contexte et des changements et résultats des interventions est un élément essentiel du pilotage des projets et de leur qualité. Il permet également de renforcer l'efficacité de l'évaluation externe finale (sans la remplacer). Le coût de ce suivi-évaluation est éligible dans le plan de financement soumis à l'AFD.

d) Modalités en matière de capitalisation

La **capitalisation des expériences est une démarche collective permettant aux acteurs de renforcer leurs capacités et de partager leurs connaissances avec d'autres**. C'est un processus qui conduit à apprendre et à progresser individuellement et collectivement. La capitalisation peut être menée au fil de l'eau des interventions et s'appuie sur une participation des parties prenantes à l'intervention tout comme dans une évaluation. S'il y a recours à une expertise externe, celle-ci se positionne davantage comme un accompagnateur, un facilitateur, un animateur que dans un rôle d'expert « objectivant » comme dans l'évaluation.

Les **exercices de capitalisation sont fortement encouragés par l'AFD** (ils sont exigés dans le cadre des conventions-programmes, des conventions de partenariat pluriannuel et des programmes concertés pluri-acteurs) ; ils permettent en effet de tirer les enseignements des actions menées et de les diffuser largement au profit du milieu des OSC et de la solidarité internationale en général, mais également de valoriser la contribution de l'action non-gouvernementale au développement et à la solidarité internationale.

Les OSC ont toute latitude pour élaborer les axes et modalités de capitalisation les plus pertinents et les plus utiles ; elles sont encouragées à explorer tous les supports de capitalisation possibles (supports médias, web, etc.). L'AFD n'a pas d'exigence particulière sur le contenu et la forme de ces capitalisations, cependant elle souhaite que ces exercices démontrent leur utilité et soient justifiés eu

égard au projet dans lequel ils s'inscrivent, et enfin, qu'ils aient une diffusion externe aussi large que possible.

Les **coûts des exercices de capitalisation sont éligibles dans le budget** soumis à MPN/OSC.

L'ensemble de ces démarches peuvent être accompagnées. Les OSC peuvent ainsi consulter le site du F3E (www.f3e.fr) qui propose un certain nombre d'outils méthodologiques spécifiques et des formations très utiles. En outre, le F3E accompagne et peut cofinancer des études commanditées par ses organisations membres. Pour sélectionner les études qui seront accompagnées, le F3E lance chaque automne un appel à manifestation d'intentions à destination de ses membres. Les études accompagnées peuvent être des études intervenant en amont de l'action (études préalables, appuis à la planification participative, appuis à la capitalisation, études collectives) ou des exercices liés aux évaluations (évaluations, appuis post-évaluation, appuis à la mise en place ou à l'amélioration de dispositifs de suivi-évaluation, études des effets et de l'impact). Pour adhérer au F3E : <https://f3e.asso.fr/devenir-membre/>

B. ÉTUDES/EVALUATIONS TRANSVERSALES PILOTEES PAR L'AFD

Au-delà des évaluations des projets, **l'AFD peut être amenée à commanditer et piloter elle-même des évaluations au champ plus large** que celui d'un projet et à portée stratégique.

Les évaluations au champ large sont conduites dans un objectif d'apprentissage des OSC, de l'AFD et de la communauté du développement. Elles s'inscrivent dans le cadre de l'examen de la pertinence, de la cohérence et de l'efficacité des actions non-gouvernementales au niveau d'un instrument, d'un secteur ou d'un sous-secteur, d'un pays ou d'une région, par rapport aux objectifs du dispositif Initiatives OSC, voire plus largement en regard d'un enjeu de développement. MPN/OSC réalise ces études en lien étroit avec le département chargé de l'évaluation à l'AFD, certaines peuvent être conduites par ailleurs de façon conjointe avec le MEAE ou la commission d'évaluation de l'aide publique au développement¹⁴. L'AFD est également susceptible de lancer des études transversales, des capitalisations et des méta-évaluations sur l'action non-gouvernementale qu'elle appuie.

Ces évaluations transversales ont principalement pour objectif de nourrir la réflexion et le dialogue stratégique sur des questions de fond intéressant les OSC et l'AFD. Elles portent sur les instruments de financement et sur les pratiques des acteurs. Elles peuvent concerner par exemple des questions comme l'appui à la structuration du milieu associatif, l'appui au renforcement des capacités, la qualité du partenariat, l'articulation avec les politiques publiques, l'intervention en pluri-acteurs, l'apport des activités de plaidoyer, le développement local, les droits humains.

C. RESSOURCES DOCUMENTAIRES

- Pour consulter les publications et les ressources méthodologiques du F3E : <https://f3e.asso.fr/eclairer/publications/>
- Pour consulter les études accompagnées par le F3E : <https://f3e.asso.fr/recherche-croisee/>
- Les approches orientées changement : <https://reseauf3e.org/methodologies/approches-orientees-changement-aoc/>
- Effets et impacts de l'ECSI : <https://reseauf3e.org/ressource/effets-et-impact-de-leducation-a-la-citoyennete-et-a-la-solidarite-internationale/>
- AFD : <https://www.afd.fr/fr/les-evaluations>
- 15 ans de partenariat entre l'AFD et les OSC : <https://www.afd.fr/fr/ressources/15-ans-de-partenariat-entre-lagence-francaise-de-developpement-et-les-organisations-de-la-societe-civile>

¹⁴ Décret n° 2022-787 du 6 mai 2022 relatif aux modalités de fonctionnement de la commission d'évaluation de l'aide publique au développement.

- L'évaluation de projets droits humains : <https://www.afd.fr/fr/comment-contribuer-au-renforcement-des-droits-de-lhomme>
- Répondre aux crises : l'AFD, la Fondation de France et le financement des ONG en Haïti à la suite du séisme

2. FICHES-OUTILS THEMATIQUES TRANSVERSALES

Fiche-outil n° 3 : Prendre en compte le « genre » dans les projets

A. LE GENRE : DE QUOI PARLE-T-ON ?

Le genre fait référence aux attributs sociaux et culturels liés au fait d'être d'un homme ou une femme. Il se distingue du sexe, qui fait référence aux attributs biologiques. Le genre est une construction sociale : il est appris, change avec le temps et diffère selon les cultures. Les rôles sociaux assignés aux femmes et aux hommes changent aussi en fonction de l'âge, du statut social, de l'appartenance à un groupe ethnique ou de la sexualité. Les attributs sociaux et culturels ne sont pas considérés de la même façon : ceux attribués au masculin sont considérés comme supérieurs à ceux attribués au féminin. Cela génère de fortes inégalités entre les femmes et les hommes. Adopter une « perspective de genre » permet de comprendre la construction sociale des genres, les relations de pouvoir inégalitaires entre hommes et femmes, ainsi qu'à l'intérieur du groupe hommes et à l'intérieur du groupe femmes. Compris, ces rôles et rapports sociaux peuvent être pris en considération dans un projet de développement pour faciliter sa bonne mise en œuvre et veiller à ce que ses bénéfices soient équitablement répartis et que les activités ne renforcent pas les inégalités. Ils peuvent également être déconstruits dans une perspective plus ambitieuse de transformation des rôles et rapports sociaux en proposant des modèles plus égalitaires.

B. L'EGALITE DE GENRE : UN OBJECTIF DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET UNE PRIORITE POUR L'AFD

L'égalité de genre est reconnue par la communauté internationale comme un puissant facteur de développement durable et de lutte contre la pauvreté. L'Objectif de Développement Durable n°5 place l'autonomisation des femmes et des filles et l'égalité entre les femmes et les hommes au cœur de l'agenda international.

La stratégie internationale de la France pour une diplomatie féministe (2025-2030)¹⁵ fixe de nouvelles ambitions :

- les droits des femmes et des filles, leurs libertés et l'égalité de genre sont portés et pleinement intégrés dans tous les champs d'action, à tous les niveaux de l'action internationale et européenne de la France sans exception. L'approche par les droits est réaffirmée et renforcée ;
- de nouveaux objectifs sont fixés pour répondre aux défis contemporains : crises et conflits, changement climatique, santé, finance internationale et commerce, numérique et intelligence artificielle.

La loi de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales 2021-2024¹⁶ du 4 août 2021 fixe les ambitions de la France en matière d'égalité de genre et

¹⁵ https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/strategie_diplomatie_feministe_-_2025-2030_cle09e1ef.pdf

¹⁶ <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043898536>

L'objectif transversal de promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, et entre les filles et les garçons, déjà présent dans la précédente loi relative au développement (loi d'orientation 2014-773 relative à la politique de développement et de solidarité internationale) reste une priorité.

indique que « l'Etat s'engage à ce qu'en 2025, 75 % des volumes annuels d'engagements de l'aide publique au développement bilatérale programmable française aient l'égalité de genre pour objectif principal ou significatif et 20 % pour objectif principal ».

Les orientations de la politique de coopération internationale et de l'aide publique au développement fixées par le **Comité interministériel de la coopération internationale et du développement** (CICID) publiées en juillet 2023 listent parmi les 10 objectifs politiques prioritaires celui de « Promouvoir les droits des femmes et l'égalité femmes-hommes, notamment en soutenant les organisations féministes et les institutions de promotion des droits des femmes »¹⁷.

Depuis la mise en œuvre de son Cadre d'intervention transversal sur le genre à partir de 2013, le groupe AFD s'est progressivement attaché à promouvoir une approche genre intégrée et systémique dans les projets qu'il accompagne, en tenant compte de la diversité des contextes et des interactions entre secteurs. Le positionnement de l'AFD a évolué d'une approche visant à l'égalité entre les femmes et les hommes à un positionnement visant à accompagner des transformations structurelles dans les rapports de pouvoir basés sur le genre.

La **stratégie 2025-2030 du groupe AFD** fixe 3 priorités transversales : planète, lien social et dynamiques démocratiques. La « promotion de l'égalité de genre avec une approche féministe transformatrice » constitue l'un des deux objectifs de la priorité Lien social, en complément de l'objectif de réduction des inégalités multidimensionnelles et la promotion de l'inclusion.

La prise en compte du genre est depuis quelques années un élément systématique d'analyse et de sélection des demandes de cofinancement sur le dispositif Initiatives OSC présentées à MPC/MPN/OSC.

Un projet aveugle au genre est potentiellement un projet qui contribue à renforcer les inégalités de genre.

Encadré – la notation des projets selon le marqueur « Egalité homme – femme » du CAD de l'OCDE

Toutes les opérations financées par l'AFD sont notées selon les trois niveaux du marqueur « Egalité homme-femme » du CAD de l'OCDE. Pour les projets cofinancés par le dispositif I-OSC, cette note est attribuée pour chaque projet par MPN/OSC. Ce marqueur permet de comptabiliser la part de l'APD participant à la réduction des inégalités femmes/hommes.

Noté 0 : Quand l'égalité de genre n'est pas ciblée, le projet est alors considéré comme aveugle au genre.

Noté 1 : Quand l'égalité de genre est un objectif important et délibéré mais qu'elle n'est pas le principal motif de la réalisation du projet considéré. L'objectif de l'égalité homme-femme doit être mentionné de manière explicite dans la documentation relative au projet et sa présence ne peut être implicite ni supposée. Dans son *manuel relatif au marqueur*, l'OCDE précise qu'outre les autres objectifs qu'il vise, le projet considéré est destiné à produire un impact positif pour le progrès de l'égalité entre les sexes et/ou l'autonomisation des femmes et des filles, le recul des discriminations ou des inégalités fondées sur le sexe, ou la réponse à des besoins sexo-spécifiques. Pour cette notation 1, plusieurs critères doivent être réunis : une analyse sexo-spécifique du projet a été effectuée, ses conclusions ont servi à étayer la conception du projet et l'intervention s'inscrit dans une approche fondée sur le principe « Ne pas nuire ». Au moins un objectif explicite concernant l'égalité entre les femmes et les hommes, auquel est associé au moins un indicateur sexo-spécifique est formulé (ou le sera dans le cadre du projet) ; les données et les indicateurs sont ventilés par sexe lorsqu'il y a lieu, et il est prévu de déterminer de façon suivie les résultats produits par le projet sur le plan de l'égalité homme-femme et d'en rendre compte lors de la phase d'évaluation.

Noté 2 : Quand l'autonomisation des femmes ou l'égalité entre les femmes et les hommes est l'objectif principal du projet et détermine de façon fondamentale sa conception.

¹⁷ https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/orientations_cle017322.pdf

C. QUELLES SONT LES ATTENTES DE L'AFD EN LA MATIERE ?

L'AFD **renforce ses exigences pour que la prise en compte du genre ne soit pas considérée comme un supplément d'âme au projet mais soit constitutive de l'analyse du contexte, la définition des objectifs, des activités et des indicateurs du projet ainsi que le renforcement de capacités des organisations partenaires.**

Dès la réponse à l'AMI et a fortiori dans la NIONG, l'AFD attend que l'OSC explique comment les enjeux de genre ont été pris en compte dans :

- L'analyse du contexte / diagnostic et enjeux : la présentation du contexte et des enjeux du projet doit inclure une présentation des enjeux de genre dans le secteur d'intervention du projet et dans la/les zone(s) concerné(e)s. Si l'OSC n'est pas en mesure de fournir une analyse poussée des enjeux de genre, elle pourra l'inclure dans les activités et prévoir un budget spécifique pour ce faire.
- La présentation de l'OSC et de ses partenaires : Elle doit permettre de comprendre si l'OSC et ses partenaires disposent des compétences pour intégrer ces enjeux dans le projet ou comment ils envisagent de les acquérir ou les mobiliser. L'OSC signalera également si elle dispose d'une stratégie genre.
- La genèse du projet et la manière dont il a été conçu : l'OSC précisera comment les femmes et les hommes ont été associés à l'élaboration du projet.
- La définition des objectifs visés et résultats attendus : L'OSC décrira pour chaque objectif (ou pour chaque résultat) comment l'approche genre est prise en compte et comment cela se traduit, de manière explicite, dans les résultats et activités. Les indications qu'elle fournit permettront d'apprécier comment les rôles, les barrières et besoins spécifiques des femmes et des hommes sont pris en compte, et, le cas échéant, comment le projet contribuera à faire évoluer les rôles et rapports sociaux de genre vers plus d'égalité entre les femmes et les hommes
- Le renforcement de capacités : comment l'approche genre est intégrée dans les actions de renforcement de capacités (égale participation aux formations, gouvernance des structures...etc.) et les actions de renforcement de capacités sur le genre spécifiquement (formation, atelier)
- La qualification des bénéficiaires : la NIONG expliquera si et en quoi les activités bénéficieront différemment aux femmes et aux hommes. Les bénéficiaires et cibles seront ventilées par sexe.
- Les indicateurs : désagrégés par sexe, ils devront permettre de qualifier l'ambition du projet au regard du contexte et de l'existant (une cible de 40% de filles scolarisées peut être une ambition élevée dans certains contextes, mais correspondre à l'existant ou une faible progression dans d'autres.) et de mesurer la participation et les effets pour les femmes et pour les hommes
- Le suivi-évaluation : l'OSC présentera comment son dispositif de suivi (collecte de données désagrégées) et l'évaluation permettront de bien suivre et évaluer la manière dont le projet atteint les résultats qu'il s'est fixés en matière de genre, les freins rencontrés et les leviers d'action mobilisables pour réajuster, le cas échéant, le projet en conséquence et si, au regard des enjeux, il pourrait être plus ambitieux.

L'AFD attend également que la prise en compte du genre soit reflétée dans le cadre logique du projet et que l'ensemble de ces aspects soient suivis et réexaminés régulièrement en cours de mise en œuvre du projet. Les termes de référence de l'évaluation devront explicitement prévoir une question évaluative sur le genre et l'évaluateur/trice être en capacité d'apprécier l'effectivité et la qualité des activités réalisées et résultats atteints en la matière.

MPN/OSC invite les OSC à prendre en compte le genre dans une perspective intersectionnelle, c'est-à-dire tenant compte des autres caractéristiques sociales qui peuvent représenter des facteurs de discriminations combinés comme l'âge, le handicap ou l'origine réelle ou supposée.

Par ailleurs, MPN/OSC encourage vivement les OSC à se doter d'un mécanisme de prévention et de réponse appropriée aux abus sexuels et pratiques de harcèlement qui pourraient être perpétrés dans

le cadre de la mise en œuvre du projet. Une fiche-outil spécifique est proposée sur la protection contre l'exploitation et les abus sexuels dans les projets (Fiche-outil dédiée).

D. COMMENT PRENDRE EN COMPTE L'EGALITE DE GENRE DANS UN PROJET INITIATIVES OSC ?

Voici les questions auxquelles les OSC devraient pouvoir répondre :

a) Analyse du contexte du projet et diagnostic des enjeux

Quels sont les rôles et places respectifs des femmes et des hommes dans le ménage et la communauté ? Cela a-t-il pour conséquence des inégalités d'accès aux services, aux ressources, aux espaces physiques ou de décision ? De la violence l'égard des filles et des femmes ? A l'égard des personnes ne correspondant pas à ce que la société attend d'elles au regard de leur sexe ou leur genre ? Comment cela jouera-t-il un rôle dans le projet ? Est-ce susceptible de freiner l'atteinte des objectifs du projet ? Quels sont les leviers que le projet pourrait actionner pour lever ces freins ? Quelles sont les ressources et biens contrôlés par les femmes, d'une part, par les hommes d'autre part ? Comment la prise de décision s'effectue au sein du ménage, de la communauté ? Comment se répartissent les tâches productives et reproductives entre les femmes et les hommes ? Quel est l'impact de cette répartition des tâches sur leur disponibilité et leur capacité à participer aux activités du projet ? L'analyse de la situation que vous faites s'appuie-t-elle sur des données désagrégées par sexe et genre ? Le diagnostic et l'analyse des besoins ont-ils été réalisés en consultant autant les femmes que les hommes, les filles que les garçons ? Les femmes sont-elles demandeuses de changement, comment et quand s'expriment-elles ? Ont-elles la possibilité de négocier avec les hommes de leur entourage, les autorités, et sont-elles soutenues pour le faire ?

Avez-vous identifié des OSC, institutions, expertises engagées localement en faveur de l'égalité des genres ? Avez-vous connaissance des lois et politiques nationales qui protègent et garantissent des droits aux femmes ? Le contexte politique et juridique est-il favorable à l'égalité des genres ?

b) Conception du projet

Le projet est-il susceptible d'avoir des effets négatifs sur les femmes ou les hommes (double journée des femmes, mesures de rétorsion, perte de contrôle d'une activité, baisse de revenus), sur les filles ou les garçons ? Est-il susceptible de renforcer les stéréotypes de genre et/ou les inégalités entre les femmes et les hommes, entre les filles et les garçons ? Existe-il des obstacles sociaux, religieux, juridiques et/ou culturels susceptibles d'empêcher la participation des femmes, des filles, des hommes ou des garçons au projet ? Comment le projet entend prévenir les effets négatifs potentiels et lever les obstacles rencontrés ?

Les objectifs du projet prennent-ils en compte les rôles différenciés et les rapports sociaux entre les femmes et les hommes, entre les filles et les garçons ? Le projet vise-t-il la réduction des inégalités femmes/hommes dans l'accès aux services essentiels, le contrôle des ressources et des revenus, l'accès au droit, à la justice et la lutte contre les violences basées sur le genre, la participation des femmes, y compris des jeunes femmes, aux espaces de décision (économique, politiques et sociaux) ? Les résultats attendus bénéficient-ils également aux femmes et aux hommes ? Visent-ils la réduction des inégalités et/ou l'indépendance économique et/ou l'accroissement du pouvoir d'agir et de décider des femmes et/ou l'évolution et le respect de leurs droits ?

Les activités prévues sont-elles organisées de manière à favoriser la participation des femmes et des hommes, des filles et des garçons, à égalité (diffusion de l'information, horaires, garde d'enfants, temps de parole pour les femmes, y compris les jeunes femmes etc.) ?

Permettent-elles de réduire les inégalités femmes-hommes, de favoriser une plus grande émancipation des femmes et/ou de déconstruire les stéréotypes de genre, et/ou de lutter contre les violences de genre ? Les activités du projet pourraient-elles avoir un impact sur les rapports sociaux de genre et sur la division du travail au sein du ménage ou dans la société ? Pourraient-elles avoir un impact sur les normes sociales, le droit coutumier ou la législation nationale ?

L'équipe projet et les partenaires sont-ils suffisamment formés sur le genre et l'égalité femmes-hommes ? Une charte ou une politique interne à l'OSC et/ou à ses partenaires, de prévention des discriminations, de lutte contre le harcèlement moral et/ou sexuel et contre les agissements sexistes et stéréotypes existe-elle et sera-t-elle appliquée ?

Suivi et évaluation, indicateurs

Les indicateurs de suivi permettent-ils d'évaluer le nombre de femmes et d'hommes, de filles et de garçons bénéficiaires ?

Permettent-ils d'apprécier le nombre de femmes et d'hommes en situation de responsabilité ? participant à chaque activité ?

Les indicateurs de résultats permettent-ils de mesurer l'évolution vers l'égalité, ou la réduction des inégalités entre les femmes et les hommes dans les différents domaines ?

Existe-il d'autres indicateurs sur les connaissances, attitudes et pratiques de la communauté concernant la participation et le leadership des femmes (changement de perception de la capacité des femmes à prendre des décisions), en particulier des jeunes femmes, qui devraient être inclus ?

Budget

Si votre OSC ou vos partenaires ne disposent pas des compétences nécessaires sur le genre, le budget prévoit-il des formations à la perspective de genre, le renforcement de l'équipe du projet, des partenaires ou l'engagement temporaire d'un-e consultant-e dans ce domaine ?

Le budget bénéficiera-t-il également aux femmes et aux hommes ?

Le budget reflète-t-il bien l'ensemble des mesures que vous souhaitez prendre pour favoriser une égale participation des femmes et des hommes au projet, la mise en place d'adaptations nécessaires ou la collecte de données désagrégées par sexe ?

E. POUR ALLER PLUS LOIN

a) Appréhender les enjeux de genre selon le contexte et le secteur d'intervention

Le groupe AFD et le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ont lancé un [MOOC genre et développement](#) accessible gratuitement. Plusieurs modules sont déjà disponibles : 1) Définition et histoire des concepts de genre et développement, 2) Intégrer le genre dans les pratiques des organisations, 3) Intégrer le genre dans les politiques publiques, 4) Intégrer le genre dans les projets de développement.

[L'essentiel sur les enjeux de genre et de développement](#), un document composé de 24 « pauses genre » qui visent à créer un socle commun de connaissances de base sur les enjeux d'égalité femmes-hommes dans les domaines et régions d'intervention de l'AFD.

Des [boîtes à outils sectorielles](#) (Education, Formation professionnelle et Emploi, Eau et Assainissement, Energie, Transport et Mobilité, Appui au secteur privé, entrepreneuriat et inclusion financière, Santé, Développement urbain, Développement rural, agriculture, biodiversité et Diligences environnementales et sociales) ont été élaborées par l'AFD pour présenter les enjeux dans chacun de ses secteurs d'intervention et fournir des outils et exemples pour une bonne intégration du genre.

Les [Profils genre pays](#) pour un panorama institutionnel, réglementaire et une présentation des partenaires institutionnels, associatifs ou de la recherche actifs dans le domaine de l'égalité femmes/hommes. 40 fiches pays disponibles dans les pays d'intervention de l'AFD.

A l'occasion du 25^{ème} anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Pékin, véritable feuille de route internationale sur l'égalité femmes-hommes adoptée en 1995 par 189 Etats, les revues nationales des pays sont publiées sur le site d'ONU Femmes.

Des [données sur les lois et normes sociales](#) et l'égalité femmes-hommes par pays et régions sont également disponibles sur le site de l'OCDE.

b) Pour se former et être accompagné dans la conception, le suivi et évaluation par une expertise externe.

Le F3E a réalisé des fiches pédagogiques sur [Genre et développement](#) qui permettent de revenir sur les concepts de base du genre, de l'approche intersectionnelle ou des violences basées sur le genre et donnent des clefs méthodologiques pour intégrer le genre dans le cycle du projet terrain ou d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale. Plusieurs documents de capitalisation de la communauté de pratique Genre sont également disponibles : [Vivre le genre !](#), [Agir pour le genre](#).

Le F3E accompagne et peut cofinancer des études genre proposées par ses membres. Les membres du F3E peuvent candidater chaque automne à l'appel à manifestation d'intention publié sur le [site du F3E](#).

Coordination SUD propose régulièrement des [formations](#) sur l'intégration du genre dans un projet ou dans l'organisation ainsi que des formations sectorielles. Le [Fonds de Renforcement Institutionnel et Organisationnel](#) genre permet un accompagnement sur mesure des organisations pour une meilleure intégration du genre au siège de l'OSC et dans sa stratégie partenariale.

Coordination SUD a réalisé un [Guide d'appui à l'intégration de l'approche genre dans son organisation](#) ainsi qu'un guide d'autoformation sur les [Violences sexistes & sexuelles-Prévenir et protéger dans le secteur de la solidarité internationale](#).

Pour trouver les coordonnées d'une experte pour vous accompagner, vous pouvez consulter [L'annuaire mondial des expertes des questions de genre et d'égalité](#). - [Expertes Genre](#).

Fiche-outil n° 4 : La thématique « Biodiversité – Climat »

A l'heure où les crises géopolitiques et environnementales globales se multiplient sur notre planète, et où les impacts du dérèglement climatique et la dégradation des services écosystémiques, mettent encore plus en danger les acquis de développement sur les plans sociaux, économiques ou sécuritaires, l'AFD a défini son Plan d'Orientation Stratégique V pour la période 2025-2030 (POS V). L'AFD s'y affirme comme la banque de l'investissement solidaire et durable et maintient son exigence de qualité et d'impact « 100 % ODD ».

Pour le groupe AFD, l'alignement sur les ODD vise l'atteinte d'une soutenabilité forte des modèles de développement qui allient intégrité des écosystèmes (terrestres, aquatiques), réduction des inégalités et prospérité pour tous. La réalisation de l'engagement 100 % ODD signifie pour l'AFD un accroissement de l'attention aux impacts de ses contributions sectorielles et à la qualité de son offre ainsi que la prise en compte systématique de trois enjeux transversaux : (i) la protection de la planète, (ii) la réduction des inégalités multidimensionnelles et de genre, et (iii) la participation citoyenne et démocratique comme la promotion et la protection des droits humains.

Le groupe AFD vise l'alignement avec les accords internationaux que sont l'Accord de Paris et le Cadre mondial biodiversité (CMB) adopté à la COP15. La dimension planète intègre les enjeux d'atténuation du changement climatique, d'adaptation au changement climatique et de protection et restauration de la biodiversité.

A. PRISE EN COMPTE DE LA PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, DE LA GESTION DES MILIEUX ET DES RESSOURCES NATURELLES : LA BIODIVERSITE DANS LES PROJETS

a) Biodiversité, de quoi parle-t-on ?

La biodiversité, dans son sens le plus large, est la vie sur Terre sous toutes ses formes. La CDB (la Convention des Nations Unies sur la Diversité Biologique) la définit depuis 1992 comme « la variabilité des organismes vivants de toute origine, terrestre, marine, aquatique et les complexes écologiques dont ils font partie ; cela comprend la diversité au sein des espèces et entre espèces, ainsi que celle des écosystèmes ».

Les **enjeux de biodiversité et de ressources naturelles font référence au Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal de la CDB adopté en décembre 2022 et aux Objectifs de Développement Durable (ODD) numéros 14 et 15** :

- « Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins de développement durable »,
- « Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité ».

La biodiversité contribue aux grands équilibres de la biosphère et rend des services aux sociétés humaines (ressources alimentaires et énergétiques notamment). Elle doit ainsi **faire l'objet d'une grande attention**. La préserver suppose de préserver également l'ensemble des mécanismes biophysiques qui sous-tendent l'écologie de ces espèces animales et végétales en interaction avec

leur milieu. Il s'agit en particulier, des petits et grands cycles de l'eau ou des minéraux via les sols (en particulier le carbone).

Partout sur la planète, la dégradation de la biodiversité se poursuit et met en péril la survie humaine sur Terre. La Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) parle d'une sixième extinction de masse et appelle les acteurs économiques et politiques à agir fermement face à l'urgence des crises écologique et climatique. L'extension de cultures et de pâturages sur les espaces naturels, les pratiques agricoles et forestières non durables, l'expansion urbaine ainsi que le développement des infrastructures et industries extractives sont des facteurs déterminants directs de la dégradation des terres et de la perte de biodiversité qui y est associée et engendrent des conséquences qui affectent directement plus de 3,2 milliards de personnes. Le coût annuel des pertes de services rendus par la biodiversité aux économies est estimé à plus de 20 % du PIB mondial (soit environ 20 000 milliards \$).

Le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal vise à stopper et inverser la perte de nature. Ce cadre comporte 23 cibles¹⁸ mondiales orientées vers l'action et devant faire l'objet de mesures urgentes à atteindre à l'horizon 2030 et au-delà en vue de la protection et de l'utilisation durable de la biodiversité. Les orientations marquantes du CMB sont, outre ses cibles spécifiques sur l'état de la biodiversité, de promouvoir leur intégration dans tous les secteurs économiques (« mainstreaming »), d'accroître les flux financiers publics et privés en faveur de la biodiversité, de réduire les financements néfastes et de rechercher l'alignement de ces flux financiers sur ces enjeux.

L'ambition pour la biodiversité de la France et du groupe AFD

La France possède un patrimoine naturel exceptionnel, du fait de ses outremer et de sa Zone d'Economie Exclusive (ZEE) en mer, et a fait de la préservation de la biodiversité un des marqueurs de son action extérieure. Elle mène à cet égard une diplomatie engagée dont les initiatives sont promues, entre autres, par sa politique de développement et d'investissement solidaire et à travers l'agenda de l'action internationale (soutien aux objectifs du CMB, notamment le 30/30 via la Coalition de la Haute Ambition pour la nature et les peuples (HAC) et les One Planet Summit pour les forêts, les océans, l'eau). L'AFD accompagne cette ambition de la France.

Le groupe AFD est en effet engagé en faveur d'un développement réconcilié avec la nature et mène depuis plus de vingt ans des actions pour la biodiversité et la promotion de l'agriculture durable, des villes vertes ou encore d'une économie bleue responsable. En 2024, le groupe AFD a franchi une **nouvelle étape en prenant comme engagement clé** dans son 5^e plan d'orientation stratégique de **garantir que 100 % de ses interventions sont alignés sur le Cadre mondial pour la biodiversité**. Le groupe souhaite ainsi contribuer à l'objectif mondial d'enrayer et inverser la perte de biodiversité à 2030 et rétablir le bon état de la biodiversité à 2050.

Cela passe notamment par :

- 1) Des cibles financières ambitieuses : 1 Md€ de finance par an, sur la période 2025-27 en faveur de la nature** (doublement par rapport à 2020)
- 2) Une approche globale**
 - Intégration des enjeux liés à la biodiversité dans tous les projets et secteurs
 - Cible de 20% de la finance nature consacrés à des projets de conservation et restauration des écosystèmes en faveur des aires protégées ou de la gestion durable de la biodiversité
 - Zéro perte nette : assurer l'absence d'impact négatif des projets financés sur la biodiversité

L'intégration de **solutions fondées sur la nature, la lutte contre les pollutions, la protection des océans** et la contribution à la cible « **zéro déforestation nette** » sont des leviers privilégiés.

Le Groupe se donne jusqu'à 2027 pour développer l'ensemble de ses méthodologies opérationnelles pour ce faire.

Le Groupe veillera par ailleurs à :

¹⁸ 23 cibles couvrant 3 grandes thématiques : la réduction des menaces pour la biodiversité, la satisfaction des besoins des populations grâce à l'utilisation durable et au partage des avantages, les outils et solutions en matière de mise en œuvre et d'intégration

- **L'alignement de ses actions avec les stratégies nationales de biodiversité** (stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique).
- **Le soutien à des projets à fort impact structurel et financier** (interventions transformatrices sur la biodiversité).
- **L'équité et la justice sociale** (dimensions sociales de la biodiversité : implication des communautés locales et des populations vulnérables dans la gestion et la conservation des ressources naturelles).

La prise en compte de la biodiversité est désormais un élément systématique d'analyse et de sélection des demandes de cofinancement Initiatives OSC présentées à MPC/MPN/OSC.

Encadré – la notation des projets selon le marqueur « Biodiversité » du CAD de l'OCDE

Toutes les opérations financées par l'AFD sont notées selon les trois niveaux du marqueur « Biodiversité » du Comité d'aide au développement (CAD) mis en place par l'OCDE depuis 1992 pour faciliter le suivi, la coordination et la comparabilité des activités des membres du CAD axées sur les objectifs des trois Conventions de Rio (changement climatique, biodiversité, désertification).

Pour les projets cofinancés par le dispositif I-OSC, cette note est attribuée pour chaque projet par MPN/OSC.

Le marqueur CAD Biodiversité permet d'identifier les projets et engagements de l'aide publique au développement qui contribuent à au moins un objectif de la Convention des Nations Unies sur la Diversité Biologique (CDB). Ces objectifs sont :

- la conservation de la diversité biologique
- l'utilisation durable des éléments qui la constituent (écosystèmes, espèces ou ressources génétiques)
- le partage juste et équitable des bénéfices découlant de l'utilisation des ressources génétiques et des savoirs traditionnels associés.

L'OCDE fournit des critères d'éligibilité permettant de déterminer si une activité contribue à un des objectifs de la CDB, ainsi que des exemples de types d'activités contributrices. Ainsi, l'activité peut avoir un impact positif directement sur la biodiversité ou les ressources naturelles, mais aussi sur les capacités et le fonctionnement de la gouvernance de la biodiversité (politique, régulation, connaissances, compétences, ressources financières, humaines et technologiques ...). Il est donc essentiel, dans ce cadre, de ne pas exclure de la finance biodiversité les projets développant une approche « soft », par exemple axée sur la transformation des institutions ou le renforcement de capacités au profit de la biodiversité.

Un projet peut obtenir un marquage CAD Biodiversité de 0 à 2 :

- CAD 2 : L'objectif principal du projet contribue à au moins un objectif de la CDB ;

- CAD 1 : Un objectif secondaire du projet contribue significativement à l'un des objectifs de la CDB ;

- CAD 0 : L'activité n'est pas orientée vers la réalisation des objectifs de la CDB

Quelques éléments d'interprétation :

Un objectif principal est défini explicitement comme étant fondamental dans la conception et l'impact du projet. Il peut être déterminé en répondant à la question : le projet aurait-il été réalisé, ou conçu de cette manière, sans cet objectif ?

Un objectif secondaire, tout en étant important et décrit explicitement, ne compte pas parmi les motivations principales du projet. Il est mentionné explicitement mais est arrimé à une autre finalité qui aurait pu être financée sans cette attention à la biodiversité. Les projets rentrant dans cette catégorie, et qui correspondent en général à des interventions « sectorielles », sont dits à « cobénéfices pour la biodiversité ».

Quelles attentes de l'AFD en termes de prise en compte de la dimension biodiversité dans les projets ?

L'engagement pris par le Groupe AFD d'atteindre 1 milliard de finance biodiversité par an, sur la période 2025-2027, se concrétise par une préférence donnée aux projets qui génèrent un impact positif pour la nature. Au-delà de la maîtrise des impacts négatifs potentiels liés aux activités menées, l'enjeu principal de l'intégration de la nature et de la biodiversité dans les projets de développement soutenus par l'AFD est de contribuer le plus efficacement possible à la transition des modèles de développement socio-économiques vers des pratiques plus durables. Il s'agit d'orienter les trajectoires de développement vers des scénarios de durabilité environnementale forte sur le long terme, tout en s'assurant que les services essentiels fournis par la nature aux sociétés sont sécurisés et accessibles à tous, de manière équitable.

Les projets de développement peuvent être de trois catégories distinctes :

1. Les projets qui ont des effets globalement positifs sur la préservation de la biodiversité, la gestion des milieux et des ressources naturelles, notamment ceux qui :

- Améliorent la qualité des milieux et visent l'usage raisonné des ressources naturelles,
- Permettent de réduire les pressions sur les milieux sensibles et d'assurer la gestion durable des ressources naturelles,
- Améliorent l'état de la biodiversité, à travers des actions de conservation et de gestion durable.

Deux types de projets sont considérés ici :

1. Les projets ayant pour finalité la préservation de la biodiversité ou la gestion des milieux ou,
2. Les projets présentant des co-bénéfices sur ces thématiques.

Remarque préliminaire

L'appréciation des effets d'un projet sur l'état de la biodiversité et des ressources naturelles (espèces présentes, pressions sur les milieux etc.) doit être faite au regard de son contexte ce qui suppose une analyse de contexte.

Si l'OSC souhaite approfondir cette analyse de contexte, elle peut réaliser un diagnostic de référence (particulièrement conseillé pour les projets à finalité « biodiversité »). Dans ce cas, son coût pourra éventuellement être intégré dans le financement demandé à l'AFD. Une attention particulière devra également être apportée aux indicateurs de mesure des résultats et impacts, et aux systèmes de suivi-évaluation permettant de caractériser l'amélioration de l'état de la biodiversité.

Exemples de projets ayant des effets positifs sur la biodiversité

- Aires protégées, appui aux OSC d'environnement, projets de conservation de biodiversité,
- Gestion durable des forêts, REDD+, mécanismes de paiement pour services environnementaux, gestion durable des pêches, restauration écologique,
- Agroécologie, agroforesterie, pastoralisme-transhumance gestion durable des bassins versants, gestion efficiente des ressources en eau, préservation/restauration des sols,
- Filières bio-équitable, mécanismes de certification et labels, traçabilité des produits,
- Aménagement d'espace verts en milieu urbain, traitement durable des déchets, réduction de l'impact des déchets, assainissement, traitement des eaux usées, projets environnementaux réduisant la pollution des milieux.

2. Les projets qui sont globalement neutres en termes d'effet sur la biodiversité et les ressources naturelles lorsqu'ils évitent ou minimisent, les impacts négatifs sur la biodiversité et l'environnement.

3. Les projets qui peuvent avoir des effets négatifs sur l'état de la biodiversité, les milieux et les ressources naturelles :

- Si les activités induisent des impacts résiduels sur les milieux et les ressources naturelles au niveau local malgré la mise en place de mesures compensatoires,
- Si les actions du projet portent atteinte à des habitats critiques (c'est-à-dire des zones abritant une biodiversité très riche, des espèces menacées ou des forêts primaires).

A cet effet, les demandes de financement qui sont soumises à MPC/MPN/OSC devront présenter clairement, dès la réponse à l'AMI et de façon détaillée dans la NIONG, comment les enjeux de biodiversité sont pris en compte dans le cadre des activités menées.

L'OSC porteuse de projet devra ainsi expliciter les effets (négatifs, neutres ou positifs) sur l'état de la biodiversité du projet/programme à moyen et long terme et décrire de façon narrative les effets attendus au regard des activités prévues.

Trois cas se présentent alors :

1. **Si le projet engendre d'éventuels impacts négatifs sur l'état de la biodiversité**, alors les mesures d'évitement, de réduction et de compensation (séquence ERC) des impacts négatifs potentiels qui seront mises en place dans le cadre du projet/programme sont décrites précisément. Les actions prises seront proportionnées aux enjeux biodiversité identifiés lors de la conception du projet. Dans le cadre de sa nouvelle ambition, l'AFD ne soutiendra pas les projets qui ont des effets négatifs sur l'état de la biodiversité et dont le porteur de projet ne prend pas les mesures adaptées pour les réduire, les atténuer voire les compenser.
2. **Si le projet induit des co-bénéfices sur l'état de la biodiversité mais n'intègre pas d'objectif spécifique sur ces thématiques**, alors une analyse des impacts positifs sera conduite et présentée dans les documents de projet.
3. **Si le projet/programme comporte des objectifs spécifiques explicites sur la biodiversité et les ressources naturelles**, alors l'OSC précisera en fonction des ambitions du projet :
 - L'analyse du contexte et des enjeux identifiés sur lesquels le projet/programme entend agir ;
 - La description des politiques biodiversité définies par les pays ou les territoires dans lesquels le projet est mené, en précisant comment le programme entend contribuer à ces politiques, à leur échelle et en fonction des enjeux biodiversité situés dans l'aire d'influence du projet ;
 - La définition des objectifs (principaux ou secondaires tels que présentés dans la notation CAD ci-dessus) : les objectifs du programme/projet devront se traduire, de manière explicite, dans les activités et les résultats qui seront suivis et évalués ;
 - La liste des activités proposées ;
 - La définition des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte des résultats/impacts fixés par le programme et, le cas échéant, la situation de départ/baseline indiquant l'état initial de la biodiversité dans la zone du projet/programme (ou les études nécessaires pour l'établir), ainsi que l'analyse des principales menaces (d'origine anthropique ou autre) pesant sur la biodiversité ;
 - Une description des moyens mis en œuvre (internes et externes) ;
 - Les actions de renforcement de capacités des organisations des partenaires prévues ;
 - Les actions de sensibilisation/formation des bénéficiaires et des citoyen·nes afin de favoriser la mobilisation et l'engagement citoyen sur ces enjeux (jeunes et femmes notamment – cf. fiche-outils « jeunesses actrices » qui aborde les enjeux d'insertion intégrale et de justice intergénérationnelle en lien avec la biodiversité et le climat) ;
 - Le/les dispositifs de suivi/évaluation prévus.

Afin de guider l'analyse et de susciter des questionnements sur la contribution du projet à la biodiversité, l'OSC porteuse de projet pourra se référer à la grille du dispositif d'analyse et d'avis développement durable utilisée par l'AFD pour faciliter la prise en compte transversale des Objectifs de Développement Durable (dont la biodiversité) dans les opérations qu'elle finance. Cette grille est présentée dans la section « pour aller plus loin » ci-après. Une autoévaluation du projet suivant cette grille peut être intégrée à la NIONG sans pour autant être obligatoire. La grille peut également être

utilisée pour définir des objectifs d'amélioration des pratiques en passant d'un niveau à un autre le cas échéant (la grille distingue cinq niveaux de prise en compte des enjeux biodiversité).

Pour les projets incluant des activités agricoles, le porteur de projet pourra également se référer à la **note de positionnement de l'AFD sur l'Agroécologie produite en juillet 2022** (voir section « pour aller plus loin »). Celle-ci inclut des grilles d'analyses spécifiques permettant de qualifier les activités d'agroécologie et ainsi d'en déduire des correspondances entre les niveaux fixés par la grille du dispositif d'analyse développement durable et l'évaluation des co-bénéfices biodiversité des activités.

Enfin, suivant les engagements pris par l'AFD dans sa liste d'exclusion et notamment son article 17 révisé en 2022, les activités qui présentent un risque environnemental et d'atteinte à la biodiversité très élevé ne seront pas financées par MPC/MPN/OSC, notamment les suivantes :

- Activités menées dans des (a) sites de l'Alliance for Zero Extinction (AZE), (b) sites naturels et mixtes inscrits sur la liste du Patrimoine mondial de l'Unesco et (c) espaces légalement protégés (catégories IUCN)
- Opération entraînant un impact résiduel négatif et irréversible sur un habitat critique;
- Projet forestier ou agricole à large emprise (>100 ha) ne mettant pas en œuvre une méthodologie assurant la zéro-déforestation ;

La liste d'exclusion de l'AFD est disponible sur le site de l'AFD : <https://www.afd.fr/fr/ressources/liste-exclusion-groupe-afd>

Pour aller plus loin

Des exemples d'activités classées en fonction du risque qu'elles présentent sur la préservation de la biodiversité, la gestion des milieux et des ressources naturelles sont présentés ci-après à titre d'information.

Activités à faible risque	<p>Offre d'éducation, d'assistance technique ou de formation.</p> <p>Actions de sensibilisation communautaire. Expériences agricoles contrôlées, aux fins exclusives de recherche et d'évaluation, restreintes à de petites zones (généralement inférieures à 4 ha). Ces expériences doivent être soigneusement surveillées et aucune aire protégée ou autre zone environnementale sensible ne doit être affectée.</p> <p>Études, analyses techniques et autres activités productrices d'information, n'incluant pas d'échantillonnage intrusif d'espèces en danger ou d'habitats essentiels.</p> <p>Nutrition, soins de santé ou planification familiale, programmes d'alimentation maternelle et infantile, sauf : (a) lorsque certaines activités peuvent affecter directement l'environnement (construction, systèmes d'approvisionnement en eau, etc.) ou (b) lorsqu'on manipule des bio-déchets dangereux (notamment VIH-SIDA) ou lorsqu'on analyse du sang.</p> <p>Réaménagement de points d'eau aux fins d'utilisation ménagère, de puits superficiels, creusés à la main ou de petits dispositifs de stockage d'eau. Les points d'eau doivent se situer à des endroits où aucune aire protégée ou autre zone environnementale sensible ne peut être affectée.</p> <p>Constructions à petite échelle : construction ou réfection d'installations, si la superficie totale est inférieure à 1 000 m² (et quand aucune aire protégée ou autre zone environnementale sensible ne peut être affectée).</p> <p>Programmes de crédit : lorsqu'il n'y a aucun risque d'incidence environnementale biophysique important.</p> <p>Développement de capacités pour le développement : études ou programmes destinés à développer les capacités des acteurs et actrices en matière de planification du développement.</p>
Activités à risque modéré	<p>Activités de gestion des ressources naturelles à petite échelle ne présentant pas d'impacts négatifs.</p>

	<p>Agriculture à petite échelle, gestion des ressources naturelles (GRN), assainissement, etc.</p> <p>Expériences agricoles : expériences contrôlées et soigneusement surveillées, exclusivement pour la recherche et pour l'évaluation, sur des terrains de plus de 4 hectares.</p> <p>Construction à moyenne échelle : construction ou réfection d'installations ou de structures, sur des surfaces de plus de 1 000 m² (entrepôts, hangars de ferme, centres commerciaux de produits de base, centres de formation communautaires...).</p> <p>Routes rurales : construction ou réfection de routes rurales, de moins de 10 km, n'affectant pas de zones écologiquement sensibles (situées à 100 m, au minimum) ou de zone de forêt (située à 5 km au minimum).</p> <p>Échantillonnage : études, analyses techniques ou autres activités similaires, qui peuvent impliquer des échantillonnages intrusifs d'espèces en danger ou d'habitats vitaux.</p> <p>Provision ou stockage de l'eau : construction ou réaménagement de points d'eau à petite échelle ou stockage d'eau pour l'utilisation ménagère ou non ménagère.</p> <p>Appui aux institutions de crédit intermédiaires, lorsque des dégâts environnementaux directs pourraient en résulter.</p> <p>Pesticides : utilisation à petite échelle de pesticides d'utilisation générale, les moins toxiques. Utilisation limitée aux agriculteurs, ainsi qu'aux démonstrations, aux formations et à l'éducation ou à l'assistance d'urgence, encadrées par des professionnelles.</p>
Activités à risque élevé	<p>Activités de nutrition, de santé ou de planification familiale, si (a) certaines activités incluses risquent d'exercer une incidence directe sur l'environnement (construction, systèmes d'approvisionnement, etc.)</p> <p>Aménagement d'un bassin fluvial.</p> <p>Aménagement de nouvelles terres : terrassement de terres agricoles.</p> <p>Réimplantation planifiée de populations humaines.</p> <p>Construction de routes de pénétration ou réfection de routes (primaires, secondaires ou tertiaires) de plus de 10 km de long. En particulier, routes pouvant traverser ou passer à proximité de terrains forestiers ou d'autres zones écologiquement sensibles.</p> <p>Approvisionnement en eau par canalisation et construction d'égouts.</p> <p>Construction de points d'eau à grande échelle. Irrigation à grande échelle.</p> <p>Structures de gestion de l'eau : barrages et digues. Drainage de bas-fonds ou d'autres zones inondées. Mécanisation agricole à grande échelle.</p> <p>Acquisition ou utilisation de pesticides sur une grande superficie.</p> <p>Production ou exploitation industrielle : scierie, transformation agro-industrielle de produits forestiers, tanneries, teinture d'étoffes, etc.</p>

B. PRÉSENTATION DE LA GRILLE BIODIVERSITÉ DU DISPOSITIF D'ANALYSE ET D'AVIS DEVELOPPEMENT DURABLE DE L'AFD.

En cohérence avec les ODD, le dispositif d'analyse des enjeux du développement durable intègre les orientations stratégiques de l'Agence et est organisé en trois piliers (« planète », « humain », « économie & gouvernance ») et sept dimensions : la biodiversité, la transition bas-carbone, la résilience au changement climatique, le lien social, le genre, l'économie et la gouvernance.

Les grilles d'analyse sont disponibles sur le site de l'AFD : <https://www.afd.fr/fr/dispositif-developpement-durable>

La grille biodiversité est décomposée en cinq sous-critères d'évaluation qui peuvent être repris en fonction de leur pertinence :

- Intégrité, fonctionnalité et connectivité des écosystèmes ;
- Durabilité des usages des ressources naturelles ;
- Inclusion des populations dans la gestion des milieux et ressources naturelles ;
- Amélioration et partage des connaissances, données et technologies pertinentes en matière de biodiversité et d'usage durable des ressources naturelles ;
- Élaboration ou consolidation d'un cadre politique, réglementaire et de gouvernance favorable à la biodiversité.

Les grilles prévoient une échelle de progression des impacts de -2 à +3 (-2, effets négatifs significatifs à +3 effets positifs structurants).

Les 4 premiers niveaux (de -2 à +1) correspondent au marqueur CAD 0, le niveau +2 correspond au marqueur CAD 1, et le niveau +3 correspond au niveau CAD 2. Le passage d'un niveau à un autre permet une meilleure prise en compte de la biodiversité dans le projet et peut donc être utilisé pour définir les objectifs d'amélioration par le porteur de projet.

La note de positionnement de l'AFD sur l'Agroécologie est disponible sur le site internet de l'AFD :

<https://www.afd.fr/fr/ressources/meilleure-integration-transition-agroecologique-projets-finances-groupe-afd>

Outil d'identification des activités pro-climat et biodiversité en même temps dans les projets de développement.

En lien avec l'objectif du Groupe d'assurer que 30% de sa finance climat est directement positive pour la biodiversité, l'AFD a développé un outil Excel qui permet d'identifier les activités pro-climat et biodiversité qui peuvent être menées dans les projets pour une meilleure prise en compte des synergies climat / biodiversité. Cet outil liste des activités qui ont des co-bénéfices climat et biodiversité, aide les porteurs et porteuses de projet à identifier des solutions fondées sur la nature, permet d'étayer les argumentaires climat à partir d'activités existantes et peut également permettre d'orienter l'analyse des enjeux du projet en amont de sa conception. Il est recommandé aux OSC d'utiliser cet outil, le plus en amont possible, lors de la conception de son projet/programme.

L'outil est disponible sur demande auprès de l'AFD.

C. PRISE EN COMPTE DE LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET SES EFFETS - LE CLIMAT DANS LES PROJETS

Les OSC contribuent par leurs activités à la lutte contre les dérèglements climatiques. Elles influencent aussi les acteurs institutionnels pour l'intégration des enjeux climat dans les politiques publiques. Enfin, elles améliorent leurs propres pratiques internes à travers leurs démarches de Responsabilité sociale des organisations (RSO).

a) Climat, de quoi parle-t-on ?

Les effets du changement climatique font porter un risque majeur sur la réduction de la pauvreté et la prospérité des sociétés. Il y a urgence à agir en faveur d'un développement sobre en carbone et résilient au changement climatique, à tout mettre en œuvre pour stabiliser la température moyenne mondiale et adapter les économies et les sociétés aux effets d'un climat mondial dérégulé.

L'Accord de Paris sur le climat adopté lors de la COP21 de 2015 et les Objectifs de Développement Durable notamment l'ODD 13 « prendre d'urgence des mesures relatives pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions » fournissent un cadre structurant pour les pays et les acteurs du développement afin de prendre en compte ces enjeux.

On entend par atténuation, adaptation et politiques publiques, les notions suivantes :

- **Atténuation** : Alignement avec les enjeux climat bas carbone (*Action sur les émissions de gaz à effet de serre consistant à les réduire, les limiter ou protéger et améliorer les puits et réservoirs de GES*) ;
- **Adaptation** : résilience au changement climatique (*degré d'ajustement d'un système à des changements climatiques (y compris la variabilité climatique et les extrêmes) afin d'atténuer les dommages potentiels, de tirer parti des opportunités ou de faire face aux conséquences*) ;
- **Politiques publiques** : prise en compte de l'enjeu climatique dans la définition ou la mise en œuvre de politiques publiques dans le(s) pays concerné(s).

Quelles attentes de l'AFD en termes de prise en compte de la dimension climat dans les projets ?

L'Agence a évolué d'une approche basée essentiellement sur les bénéfices intrinsèques des projets à co-bénéfices climat vers la recherche et la caractérisation de la cohérence des interventions soutenues avec les trajectoires de développement bas-carbone et l'amélioration de la résilience des populations au changement climatique. L'AFD est ainsi attentive à ce que **les projets soutenus présentent, lorsque cela est pertinent, des co-bénéfices climat (adaptation et/ou atténuation) et soient alignés avec les politiques sur le climat (trajectoires locales atténuation et adaptation).**

L'OSC est attendue sur la prise en compte de la dimension climat dans le cadre de son projet et doit expliciter si le projet/programme comporte des objectifs spécifiques, des résultats attendus et des activités en lien avec le climat. Dans ce cas, l'OSC établit une analyse détaillée du contexte, des enjeux identifiés sur lesquels le projet/programme entend agir et des moyens mis en œuvre ; cette analyse abordera les points suivants :

- Une analyse de l'alignement des activités proposées avec l'accord de Paris et la trajectoire de décarbonation du ou des pays (politiques et mesures climatiques des pays pour réduire les émissions et s'adapter aux changements climatiques) ;
- Une analyse du projet suivant les trois dimensions décrites ci-après (atténuation, adaptation, politiques publiques) en fonction de leur pertinence au regard des activités menées,
- Une analyse du contexte et en particulier une « analyse de vulnérabilité » de la zone aux effets du dérèglement climatique doit être explicitée dans la « NIONG », afin de justifier les actions d'adaptation. Si des compléments d'analyse sont nécessaires (notamment des « analyses participatives de vulnérabilité », impliquant les bénéficiaires), ils pourront être intégrés dans le financement demandé à l'AFD. Voir dans la rubrique Pour aller plus loin, des sources documentaires d'aide à l'analyse des vulnérabilités.
- Les impacts à moyen et long terme du projet/programme en matière de lutte contre le changement climatique (atténuation ET adaptation) ;
- Les éventuels impacts négatifs des actions du projet/programme sur la lutte contre le changement climatique ; dans ce cas les mesures correctives envisagées devront être détaillées.

Il n'est pas demandé dans la NIONG d'estimation du bilan carbone des actions, mais une présentation des impacts potentiels du projet sur le climat suivant les questionnements ci-après.

1. Atténuation - Alignement avec les enjeux climat bas carbone

Le projet est aligné avec les enjeux Climat du pays ou contribue de façon significative à une trajectoire bas-carbone par son action :

Projet d'atténuation permettant une réduction des émissions à l'échelle du territoire

Projets pionniers d'atténuation dans une filière avec potentiel de réplique

Projet pilote d'agroécologie

Projet de sensibilisation du grand public sur les enjeux liés aux dérèglements climatiques, y compris en matière d'atténuation

Projet favorisant les démarches innovantes et cohérentes avec la transition bas carbone dans les entreprises (Entreprises sociales et solidaires, etc.)

Projet de conservation et/ou restauration forestière, ou d'afforestation à fort impact de séquestration

Projet d'efficacité énergétique des bâtiments

Types de projets « Atténuation » :

Réduction des émissions de GES : technologies d'énergie propre (notamment foyers de cuisson améliorés), électrification solaire, efficacité énergétique des bâtiments.

Séquestration de GES : reforestation, gestion forestière durable, agroforesterie, préservation des mangroves, préservation des récifs coralliens.

Projets d'éducation à citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI) centrés sur les enjeux climatiques y compris l'atténuation.

2. Adaptation : résilience au changement climatique

Pour savoir si un projet est résilient au changement climatique, il doit répondre à certains des enjeux ici présentés :

Le projet est-il adapté au changement climatique ?

Le projet peut-il délivrer les impacts recherchés pour la population malgré les risques climatiques ? Le projet permet-il une protection et/ou une amélioration des infrastructures pour mieux résister au changement et à la variabilité climatique ?

Le projet a des effets actuels et futurs sur l'adaptation du territoire et/ou du secteur/système dans lequel il intervient

Le projet contribue-t-il à augmenter le pourcentage de la population au courant des effets prévus du changement climatique et des réponses les plus appropriées ?

Est-ce que le projet permet d'augmenter le nombre de personnes couvertes par les systèmes d'alerte précoce et familiarisées avec ceux-ci ?

Est-ce que le projet permet une diminution du nombre de personnes tuées, blessées et touchées par des événements climatiques extrêmes ? Le projet permet-il de réduire les risques de catastrophe climatique sur les biens et les personnes ?

Le projet permet-il de maintenir ou d'améliorer les services écosystémiques et la gestion des ressources naturelles, dans un contexte de changement climatique ?

Dans quelle mesure le projet favorise-t-il le renforcement des capacités de la société civile locale sur l'adaptation au changement climatique ?

Le projet a un effet transformationnel du secteur/système dans lequel il intervient

Le projet oriente-t-il structurellement des secteurs/territoires/systèmes vers de nouveaux modes de développement plus résilients au changement climatique ?

Quel est le potentiel de répliquabilité et de passage à grande échelle du projet ?

Le projet intègre l'incertitude (oui s'il répond favorablement à l'une ou l'autre des catégories infra)

L'adaptation du projet et par le projet restent opérantes même dans les scénarios climatiques extrêmes.

- Est-ce que le projet est en mesure de produire des bénéfices dans le cas des scénarios extrêmes du GIEC ?
- Dans quelle mesure les actions d'information et de sensibilisation du projet impliquent des changements profonds et durables de modes de penser et d'agir (changements comportementaux) ?

OU

- Le projet est-il facilement modifiable en fonction des nouvelles informations (climatiques ou de suivi-évaluation) disponibles et à moindre coût pour passer de la solution A à une solution B préalablement identifiée (changement ou progression graduelle) ?
- Le projet permet-il d'augmenter le pourcentage de la population avec des moyens de subsistance plus résilients au climat ?

Types de projets « Adaptation » :

Résilience des exploitations agricoles : pratiques agricoles durables, agroécologie, agroforesterie, irrigation, gestion des ressources en eau, lutte contre l'érosion, gestion durable des terres.

Gestion durable des écosystèmes : gestion des bassins versants, préservation des mangroves, préservation des massifs coralliens.

Assainissement urbain ou rural : réduction des risques d'inondation de zones affectées par des événements climatiques extrêmes.

Habitat amélioré résilient au climat.

Projets d'éducation à citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI) centrés sur les enjeux climatiques y compris

3. Appui aux politiques publiques

Il s'agit des projets comprenant une ou des composante(s) de plaidoyer, d'appui à la définition ou à la mise en œuvre d'une politique publique nationale ou territoriale, en lien avec le changement climatique (atténuation ou adaptation).

Le projet contribue à la mise en place de décisions réglementaires ou stratégiques favorisant de façon durable le développement bas-carbone

Accompagnement ou mise en œuvre de décisions de politiques sectorielles (énergie électricité, développement agricole, forêts, urbanisation, déchets, transports, autres) favorisant un développement bas-carbone

Appui à l'élaboration de plans stratégiques (Stratégie long-terme bas-carbone)

Contribution à la mise en place de lois et règlements facilitant de façon durable le développement des énergies renouvelables

Le projet permet ou accompagne la mise en place de normes de qualité, certifications ou labels dépassant les standards en vigueur et favorables à une trajectoire bas-carbone

Le projet produit des effets sur l'environnement institutionnel

Mise en place d'institutions visant la promotion des politiques et/ou des plans d'investissements cohérents avec un développement bas-carbone

Amélioration de la collecte des données utiles pour le développement de stratégies bas-carbone

Amélioration des capacités de planification, de coordination des acteurs pour la mise en œuvre de projets bas-carbone

Renforcement des capacités, formation, accompagnement des acteurs publics pour la mise en œuvre de stratégies bas-carbone dans différents secteurs

Types de projets :

Thématiques : promotion de l'agroécologie, de la gestion durable des ressources naturelles (sols - eau - ressources végétales), du développement territorial durable, de politiques énergétiques "propres", de la gestion des déchets - à l'échelle de territoires, de pays ou de régions.

Types d'actions : plaidoyer, formation et information des acteurs locaux, appui aux acteurs locaux pour la rédaction de documents de positionnement politique, appui aux acteurs locaux pour la participation aux politiques publiques et aux négociations nationales/internationales.

Pour aller plus loin : outil d'aide à l'analyse & convergence climat/biodiversité

Grille analyse développement durable

Similairement à ce qui est proposé sur la biodiversité, afin de guider l'analyse et de susciter des questionnements sur la contribution du projet au climat, l'OSC porteuse de projet pourra se référer au dispositif d'analyse et d'avis développement durable utilisé par l'AFD pour faciliter la prise en compte transversale des Objectifs de Développement Durable (dont le climat) dans les opérations qu'elle finance. La grille peut être utilisée pour définir des objectifs d'amélioration des pratiques. S'agissant du climat, l'outil propose deux grilles, l'une sur la **transition vers une trajectoire bas-carbone** et l'autre sur la **résilience au changement climatique** ; elles sont disponibles sur le site Internet de l'AFD [Le dispositif développement durable | AFD - Agence Française de Développement](#)

Les grilles permettent d'affiner l'analyse des effets attendus des projets sur les enjeux climatiques en se fondant sur une série de critères et de questions permettant à la fois d'adopter une approche « ne pas nuire » pour qu'aucun projet ne soit incohérent avec les enjeux climatiques du pays et d'identifier des pistes pour mieux intégrer ces enjeux dès la conception du projet.

Analyse des vulnérabilités – Sources documentaires

- [Rapports nationaux sur le climat et le développement](#) de la Banque mondiale : Recense pour 24 pays les stratégies les plus efficaces et rapides pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) et protéger la population tout en soutenant un développement vert, résilient et inclusif
- Portail [THINK HAZARD](#)
 - Donne le niveau de risques climatiques par pays/régions basé sur historique. Un texte donne les tendances futures qualitatives sur base
 - Pas infallible mais pas de faux négatifs
- Les profils climatiques des pays par la Banque Mondiale: <https://climateknowledgeportal.worldbank.org/country-profiles> (tous les pays ne sont pas couverts cependant)
- le site de l'indice ND Gain sur la vulnérabilité climatique : <https://gain.nd.edu/>

Fiche-outil n°5 : Pour des jeunesses actrices des projets et des ODD

A. JEUNES ET JEUNESSES, DE QUI PARLE-T-ON ?

La **définition des jeunesses s'inscrit dans de multiples dimensions** qui en complexifient son appréhension : l'âge biologique, la construction sociale et culturelle, les notions d'autonomisation physiologique, psychologique, sociale et économique. Dans un souci de meilleure inclusion dans le cadre des projets Initiatives OSC gérés par MPN/OSC, il semble plus adapté de parler « **des jeunesses** », afin d'en reconnaître la diversité, et de se référer à un processus de transition entre l'enfance et l'âge adulte, processus conduisant à une autonomisation socio-économique, citoyenne et environnementale.

Aujourd'hui, 1,2 milliard de jeunes de 15 à 24 ans représentent 16% de la population mondiale. D'ici à 2030, le nombre de jeunes devrait augmenter de 7%, pour atteindre près de 1,3 milliard d'individus¹⁹. Dans la plupart des pays d'intervention de l'AFD, la population composée par les jeunes représente plus de la moitié de la population.

Une prise en compte transversale des jeunesses dans la politique française de développement solidaire et de lutte contre les inégalités

Depuis 2015, le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères s'est doté d'une stratégie jeunesse²⁰ qui oriente l'action extérieure de la France par le prisme de cette génération prioritaire. Ce document de référence, fixe notamment l'engagement de la France à donner aux jeunes filles et garçons les moyens de devenir les actrices et acteurs du changement. Il reconnaît aussi les associations comme meilleur terreau pour porter les premiers actes d'engagement et d'émancipation des jeunes dans leurs parcours citoyens et d'ouverture au monde.

En avril 2024, suite à la restitution du rapport du Groupe de travail du CNDSD pour une « participation des jeunes à l'élaboration et la mise en œuvre de la politique de développement et de solidarité internationale de la France », le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères a annoncé la rédaction d'une feuille de route « Jeunesses » dans l'action extérieure de la France portée par la direction générale de la Mondialisation. L'ambition de cette feuille de route est de favoriser et de proposer les modalités d'une participation effective et authentique des jeunes, dans toute leur diversité, aux politiques publiques en matière de coopération au développement et de solidarité internationale.

La politique impulsée par le MEAE dans le domaine des jeunesses s'inscrit en cohérence avec celles de nombreux bailleurs bilatéraux et multilatéraux dont certains ont pris des orientations stratégiques ambitieuses dotées de moyens conséquents dans ce domaine. En 2015, l'Assemblée générale des Nations unies adoptait l'Agenda 2030 pour le développement durable et ses 17 Objectifs de développement durable (ODD), qui fixent des cibles à atteindre en 2030 pour transformer notre monde et nos sociétés. A cet égard, **les jeunes de tous les pays ont été reconnu-es par l'ONU comme des acteurs et actrices incontournables dans la réalisation de l'Agenda 2030.**

¹⁹ [Sources Youth UN](#)

²⁰ [Rapport Jeunesse FR Web cle869574-1.pdf \(diplomatie.gouv.fr\)](#)

Dès lors, la **loi de programmation relative au Développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiale d'août 2021**, fixe cette ambition de manière durable en inscrivant les jeunes comme cible prioritaire de cette politique, tout en visant l'implication des jeunes dans le dialogue avec les partenaires.

a) L'insertion intégrale des jeunes

L'« **insertion intégrale** », c'est-à-dire tout à la fois économique et professionnelle, sociale et citoyenne, environnementale et climatique, constitue un vecteur indispensable à l'atteinte des ODD. Parce qu'elle implique de considérer ces trois différentes dimensions conjointement, l'insertion intégrale prévient tout déséquilibre d'une approche en silo tout en respectant le principe « ne pas nuire ».

L'enjeu de l'équité intergénérationnelle

Le principe **de justice et d'équité intergénérationnelle** se traduit comme une volonté de non report vers les générations futures des conséquences négatives (environnementales, sociales et économiques) du développement ou « mal-développement » tel que promu par le modèle industriel et économique du XXe siècle, basé sur un système de consommation effrénée des ressources (ou de l'inaction) d'une personne ou d'un groupe (humanité entière éventuellement). Secondairement, elle peut conduire à évaluer la dette écologique que peut avoir un groupe ou un processus envers les générations futures, puis à l'idée de « remboursement » anticipé de cette dette (par des compensations). Elle complète utilement la proche notion d'empreinte écologique qui, elle, améliore la perception que chacun·ne ou un groupe peut se faire de l'empreinte spatiale de ses actes.

Jeunes et Genre : des enjeux communs

Dans la même perspective d'inclusion et de lutte contre les inégalités, les questions de genre et de jeunes apparaissent reliées et mutuellement transformationnelles. La place spécifique des jeunes femmes et jeunes hommes comme acteurs et actrices du projet, mais aussi comme acteurs et actrices de la lutte contre les inégalités de genre se doit d'être précisée.

En effet, les jeunes femmes et filles représentent une force vive capitale et déterminante dès lors qu'on leur permet de se mobiliser de manière appropriée pour défendre leurs droits. Cette prise de conscience du rôle que peuvent tenir respectivement les jeunes filles et jeunes hommes au sein de la société se trouve de plus en plus formalisée dans les politiques de développement et intégrée au sein des projets. Toutefois, de réelles marges de progression demeurent et justifient une approche plus volontariste et intersectionnelle de ces deux sujets.

Le rôle déterminant des organisations de la société civile

Les OSC sont les précurseur·es de cette ambition, elles ont marqué leurs intérêts renouvelés concernant les enjeux d'intégration des jeunes en tant qu'actrices des changements sociaux, politiques, économiques et environnementaux. La création en 2017, au sein de Coordination SUD de la commission « Jeunesse et Solidarité Internationale » a vocation à promouvoir et implémenter de façon concrète cette vision des jeunes actrices de la solidarité internationale au même titre que le genre.

Recommandations pour la prise en compte des jeunes dans les organisations de solidarité internationale

1. Avoir une vision partagée des jeunesses au sein de son organisation
2. Encourager les jeunes à endosser des rôles à responsabilité en les intégrant dans la gouvernance et le pilotage des projets
3. Rendre l'engagement des jeunes attractif et favoriser la participation des jeunes comme moteurs des projets **à toutes ses étapes**
4. Repenser la communication de son organisation à l'adresse des jeunes
5. Favoriser les échanges intergénérationnels
6. Permettre la participation des jeunesses en s'adaptant à leurs réalités
7. Mettre en place un accompagnement adéquat
8. Permettre une éducation par l'action des jeunes au travers du projet dans une perspective d'une insertion intégrale de ceux-ci, c.à.d. tout à la fois économique/sociale, citoyenne/professionnelle, sociale/citoyenne, environnementale/climatique

Pour aller plus loin : [Coordination-SUD-Etat-lieux-jeunes-dans-SI.pdf \(coordinationsud.org\)](#)

Publications Commission JSI de CoSud : [Publications de CSUD - Coordination SUD](#)

B. LES ATTENTES DE L'AFD SUR L'INTEGRATION DES JEUNESSES ACTRICES DES PROJETS

Dans le dialogue permanent qu'entretiennent le MEAE et l'AFD avec la société civile, les OSC sont encouragées à se donner les moyens effectifs d'une plus grande implication des jeunes dans les projets afin de leur permettre une lutte plus efficace contre les déséquilibres économiques, sociaux et environnementaux. L'objectif est de rendre ces jeunesses pleinement actrices des projets et de la société, pour que les actions gagnent en pertinence, en efficacité et en pérennité à court, moyen et long terme.

Sur les 133 projets soutenus en 2024 par la division MPN/OSC, 100 projets soit 75% (contre 72% en 2023), ont ciblé totalement ou en partie, les publics « jeunes » dont la moitié sont mobilisées en tant que acteurs et actrices à part entière dans la mise en œuvre des projets.

La prise en compte des jeunesses dans un projet n'est pas le seul fait d'inclure des jeunes comme bénéficiaires, ou un pourcentage de jeunes comme bénéficiaires. Ce n'est pas non plus la mixité générationnelle des bénéficiaires. Il s'agit de conditions nécessaires mais pas suffisantes. Les inégalités, les interdictions voire les violences ou les discriminations qui affectent les jeunes doivent faire l'objet d'actions visant à modifier la place des jeunes dans la société dans la perspective de les rendre actrices et acteurs (à court, moyen et long terme) des ODD dans leur environnement tout en intégrant les spécificités liées à leur âge. Les objectifs de changement doivent être idéalement co-élaborés et portés, sinon a minima appropriés par les jeunes eux-mêmes, ils ne se décrètent pas de façon autoritaire.

Dans le document d'instruction, l'OSC est notamment interrogée sur la prise en compte des jeunes dans le cadre de son projet. **L'AFD est de ce fait attentive à ce que la prise en considération de cet enjeu soit de plus en plus intégrée de manière transverse au sein des projets. En raison de sa stratégie 100% lien sociale, la majorité des projets financés doivent être au moins de Niveau 2, en ce qui concerne la prise en compte des jeunesses. Une attention particulière est apportée dans l'instruction des projets Initiatives OSC aux efforts investis pour que les jeunes puissent être pleinement mobilisés-es comme actrices et acteurs des ODD et non plus dans une posture passive de simple bénéficiaires, et dans quelle mesure le projet vise une insertion intégrale de ces jeunes.** Cette démarche souhaite ainsi

contribuer à une **éducation citoyenne, par l'action**, des jeunes en leur donnant la possibilité d'être pleinement actrices et acteurs des enjeux locaux et globaux. Ceci participe aussi à la lutte contre la montée des extrémismes, à la formation des futures cadres de la société civile, à leur insertion socio-professionnelle et au renforcement du dialogue entre partenaires.

La notation des projets s'effectue selon trois niveaux allant de 0 à 3.

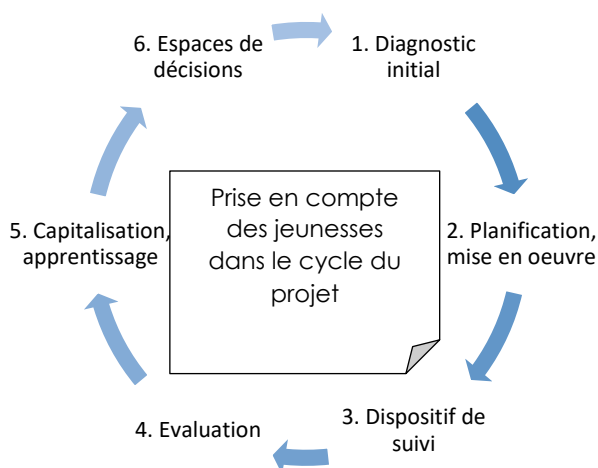
Niveau 0 : le projet ne concerne pas la jeunesse ;

Niveau 1 : le projet a au moins partiellement et de manière spécifique pour bénéficiaire la jeunesse (posture passive de cette dernière dans le projet) ;

Niveau 2 : le projet rend actrice la jeunesse ;

Niveau 3 : le projet promeut une insertion intégrale des jeunes actrices du projet

Une prise en compte des jeunes à chaque étape du projet



L'AFD encourage donc les OSC sollicitant une subvention à prendre davantage en compte l'engagement des jeunes dans leurs projets, cela à chaque étape. Cette attention peut se traduire autant par l'appui des jeunes dans l'idéation du projet, que la prise d'initiative correspondant au lancement du projet, la constitution d'une équipe projet, la préparation et la rédaction du projet, la formation et l'accès à l'information, la mise en œuvre du projet, l'évaluation et la pérennisation.

a) Le diagnostic initial et enjeux

L'OSC documente sa compréhension du contexte du projet à travers le prisme des jeunes. Concrètement, cela consiste à analyser la place des jeunes dans la société/dans la communauté, leur capacité à prendre la parole, à faire des choix autonomes, à s'organiser et à décider. Il convient d'analyser les difficultés spécifiques auxquelles les jeunes sont confronté-es et la manière de les lever pour leur permettre d'être **levier des dynamiques de transitions sociales, économiques, écologiques et politiques et donc d'envisager les jeunes comme solutions potentielles**. L'OSC doit autant que possible associer les jeunes femmes et hommes dans l'élaboration du diagnostic du projet, notamment en prenant en considération leur compréhension du contexte, leurs aspirations et leurs capacités d'engagement dans la mise en œuvre du projet, mais également, leur capacité d'intervention pour le pilotage du projet et la participation aux instances de gouvernance. Il s'agit par ailleurs de mieux comprendre et connaître les dynamiques locales impliquant les jeunes. Le projet peut permettre d'améliorer les connaissances concernant les liens entre la problématique d'intervention et la place donnée aux jeunes dans leur diversité et/ou leur implication rendue possible dans le domaine concerné. Les moyens mis en œuvre pour améliorer les connaissances tant des professionnel·les que des bénéficiaires seront précisés : enquêtes, recherches, formations, animations, témoignages, collecte documentaire, etc.

b) Planification et mise en œuvre pour une plus grande implication des jeunes

Les projets pourront s'attacher à définir des objectifs d'amélioration de la prise en compte des jeunes quels que soient les domaines d'intervention, en interrogeant leur inclusion, leur consultation et la concertation stratégique avec cette population cible. Cette attention peut impliquer un **changement de statut et de rôle des jeunes** dans le projet se traduisant par des actions visant leur émancipation (autonomie, esprit critique, capacité d'influence, pouvoir de décision) ou encore le renforcement de leurs organisations, ou de leur place dans les organisations non spécifiquement jeunes à travers une présence au CA et comité de pilotage par exemple. Ces changements dits « stratégiques » peuvent se traduire par des actions définies spécifiquement pour **renforcer la capacité d'initiatives des jeunes**, leur organisation, leur pouvoir d'influence. Ces changements peuvent être recherchés par un travail de sensibilisation spécifique auprès de la société civile et dans un cadre intergénérationnel pour promouvoir l'implication des jeunes dans les espaces de la vie publique et de participation citoyenne. De manière opérationnelle, les jeunes peuvent s'impliquer à tous les niveaux du projet et y **tenir un rôle essentiel vecteur à la fois d'adaptation mais aussi source d'appropriation et de responsabilisation**. Les parties-prenantes directes des actions, comme les espaces de décision et lieux de concertation associant les jeunes doivent être quantifiés et les besoins spécifiques des jeunes dans leur diversité décrits dans la mesure du possible. L'implication dans le projet de jeunes comme intervenant-es sur le terrain (définition de leurs fonctions) pourra être également présentée.

Le dispositif de suivi, évaluation et capitalisation

Mettre en œuvre une stratégie « Jeunes », centrale ou complémentaire, et produire des connaissances nouvelles, documenter et comprendre les changements en cours, requiert des moyens spécifiques et des actions, des résultats et des indicateurs de suivi et d'impact particuliers. Les projets devront les inclure de façon explicite. Un soutien méthodologique pourra être inclus mobilisant des expertises dans les pays d'intervention ou dans l'équipe de l'OSC si nécessaire. Ce suivi permettra de documenter l'émergence des intérêts stratégiques des jeunes et leur prise en compte, notamment par des inflexions des plans d'action, de formation ou d'intervention. L'évaluation du projet gagnera à avoir une attention spécifique sur la manière dont les « jeunes actrices » ont été intégrées dans le projet et sur les effets du projet sur l'augmentation du pouvoir d'agir des jeunes.

Espaces de décisions : la participation des jeunes, une condition incontournable

Que le projet ait comme bénéficiaires principaux ou non des jeunes, leur participation dans les décisions est incontournable. La question de leur place dans le projet, dans les cadres de concertation et dans les organisations partenaires doit être explicitée. S'ils sont fortement marginalisés dans le contexte initial, des progrès raisonnables, adaptés au contexte local seront attendus. Cette participation pourra être évaluée à partir des textes signés par les pays concernés et les documents de référence issus de la société civile de chaque pays. Des outils de mesure de la participation et de la prise de parole des jeunes femmes et des jeunes hommes peuvent également renforcer l'attention portée à leur participation²¹ et ainsi stimuler leur rôle au sein des espaces de participation citoyenne.

C. LES DEMARCHES EDUCATIVES ET EXPERIENTIELLES A ACTIONNER

a) Jeunes et volontariats vecteur de l'engagement citoyen

Au travers de l'engagement solidaire et citoyen, les différentes formes de volontariat²² permettent aux jeunes d'acquérir la capacité effective de devenir acteurs des ODD. Une telle approche constitue aussi le moyen d'une démarche d'éducation par l'action et d'éducation à la citoyenneté et à la

solidarité internationale. Elle a vocation à développer de manière concrète les compétences nécessaires à l'engagement citoyen et à la formation des futurs cadres de la société civile et du milieu associatif dans le monde. La mobilisation dans une approche éducative des jeunes des pays partenaires via le bénévolat et le volontariat constitue une valeur ajoutée du projet qu'il convient de prendre en considération notamment dans le cadre logique et dans le budget (partie valorisation). Le volontariat, dès lors qu'il relève d'une politique publique ambitieuse, constitue une opportunité rare de faire le **lien entre un parcours éducatif, une insertion intégrale tout à la fois économique/professionnelle, sociale/citoyenne, environnementale/climatique et l'exercice d'une citoyenneté active**. Il renforce le pouvoir d'agir des jeunes et leurs parcours en leur permettant de s'investir concrètement dans une action d'intérêt général.

b) Jeunes et éducation par l'action à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECI)

L'ECI est une démarche éducative, politique et émancipatrice qui pour finalité de favoriser la construction d'un monde juste, solidaire et durable en incitant chacun·e à s'informer, à comprendre et à agir pour le changement. En cela elle répond aux grands défis contemporains (sociaux, environnementaux, économiques, culturels et politiques) qui sont à la fois complexes, interdépendants et internationaux. Depuis 2017, un espace de dialogue entre actrices et acteurs de l'ECI s'est créé sous forme de groupe de concertation multiacteurs. Animé par l'AFD il a publié en 2021 un argumentaire commun²³ permettant de préciser les contours et le rôle essentiel de l'ECI : affirmer et transmettre un socle de valeurs communes, renforcer le pouvoir d'agir des citoyen·nes et valoriser une pluralité de pratiques complémentaires.

L'ECI s'adresse à tous les publics mais une grande partie de ses actions sont dirigées vers les jeunes générations et cette démarche s'avère particulièrement adaptée pour mieux prendre en compte les jeunes et leurs potentiels à contribuer activement aux transitions écologiques, solidaires et démocratiques. En s'attachant à développer l'esprit critique des jeunes, à donner des repères, déconstruire les préjugés et les tentations de repli sur soi, à s'ouvrir au monde, à valoriser l'engagement et soutenir des actions concrètes de solidarité, l'ECI constitue une approche éducative alternative et complémentaire de l'éducation formelle pour former des jeunes citoyennes. Corréler une démarche éducative par l'action tournée vers les jeunes au sein du projet permet d'utiliser les objectifs du projet dans une perspective formatrice « par l'action » et engagée. Cela permet aussi de distinguer la manière d'accompagner les jeunes dans leur implication active en fonction de leur âge et de proposer une démarche dynamique dans le temps visant à les rendre citoyen·nes du monde à part entière (dès leur majorité effective), quels que soit leur sexe, leur religion ou leur origine sociale.

D. L'INSTRUCTION DES PROJETS PAR LE PRISME DES JEUNES ACTRICES

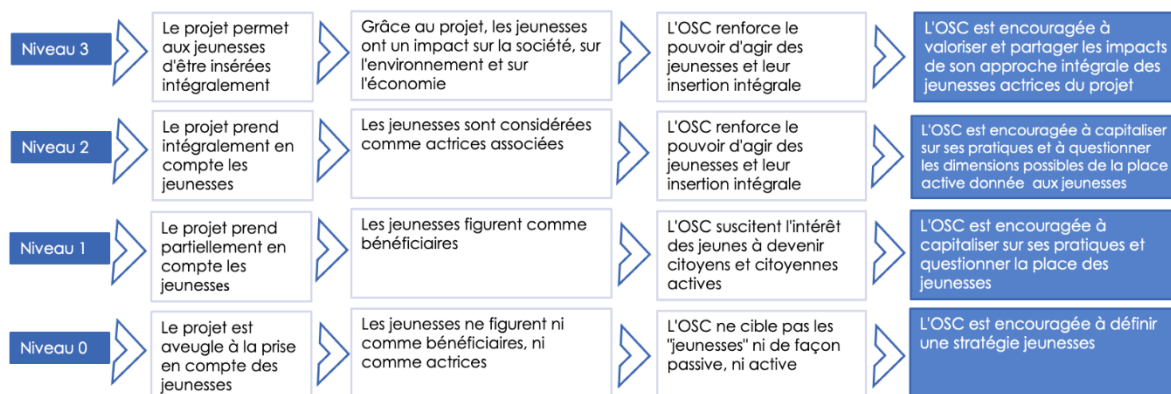
MPN/OSC intègre dans son instruction des projets une notation spécifique sur le critère de la prise en compte des jeunes. Cette notation est conçue pour mieux prendre en compte cet enjeu transversal sur l'ensemble des secteurs d'intervention et géographies des projets soutenus.

²¹ Livret pratique - Capitalisation croisée des projets FISONG « participation citoyenne », AFD

²² Voir fiche-outil : intégrer les volontariats dans les projets

²³ [Le rôle essentiel de l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale : argumentaire commun | AFD - Agence Française de Développement](#)

Grille d'appréciation et de suivi de la prise en compte des jeunes par l'OSC



E. REPERES UTILES

Pour guider les réflexions nécessaires à l'**intégration des enjeux des jeunes au sein du projet** voici quelques pistes à explorer au cours de l'instruction de votre projet :

a) Quelle place est tenue par les jeunes et l'implication des jeunes dans le projet ?

- ▶ Les jeunes forment-elles une cible du projet ? Les jeunes femmes forment-elles une cible spécifique ?
- ▶ Quelle part du nombre de bénéficiaires de l'action, les jeunes représentent-elles ?
- ▶ Les jeunes sont-ils ou elles organisés en équipe ou en groupe au sein du projet ?
- ▶ Quels rôles occupent les jeunes dans la gouvernance du projet et/ou de l'OSC et des partenaires ?
- ▶ Comment les jeunes sont-ils et elles acteurs et actrices des différents objectifs et résultats attendus du projet ?
- ▶ Quel est le nombre de volontaires du projet, y compris des pays d'intervention ou en réciprocité ?

b) Quelles mesures visant la transformation de la place donnée aux jeunes ont été prises ?

- ▶ Le projet permet-il le développement des capacités d'actions des jeunes ? notamment en termes de gestion et de gouvernance démocratique.
- ▶ Le projet donne-t-il les moyens d'une « éducation par l'action » des jeunes en vue de leur insertion intégrale, c'est-à-dire une insertion économique/professionnelle, mais aussi sociale/citoyenne et environnementale/climatique.
- ▶ La participation active des jeunes femmes dans tous les espaces et rôles est-elle encouragée ? Pour leur permettre de jouer un rôle clé dans les dynamiques de transformation sociale, y compris dans des positions de leadership ?
- ▶ Le projet vise-t-il l'évolution des politiques nationales ou le cadre réglementaire de référence ? Les jeunes sont-elles associées au processus d'élaboration ?
- ▶ Les TDR de l'évaluation du projet prévoient-ils des éléments spécifiques sur la place des jeunes et ont-ils en annexe la présente fiche-outil à l'attention de l'évaluateur ?

c) Quels leviers d'engagement des jeunes sont activés : les volontariats, les actions d'ECSI sont-elles envisagées ?

- ▶ Le projet intègre-t-il des mesures en faveur d'une dynamique de responsabilisation, d'autonomisation et d'engagement solidaire des jeunes ?
- ▶ La mobilisation des jeunes grâce aux dispositifs de volontariat en France et dans les pays partenaires est-elle envisagée ? Le principe de réciprocité entre jeunes est-il encouragé ?
- ▶ Le projet s'appuie-t-il sur des actions d'ECSI impliquant des jeunes dans leurs réalisations ?
- ▶ Les actions d'accompagnement et de renforcement des capacités mobilisent-elles des jeunes pour s'adresser à d'autres jeunes ?

d) L'élaboration du budget fait-elle ressortir l'implication des jeunes ?

- ▶ Des ressources ou dépenses sont-elles fléchées lisiblement en faveur de la mobilisation des jeunes ?
- ▶ Les moyens spécifiques liés à dispositifs de volontariats sont-ils intégrés ?
- ▶ Le bénévolat des jeunes est-il valorisé dans le budget ?

e) Le cadre logique intègre-t-il lisiblement le rôle donné aux jeunes ?

- ▶ La formulation des objectifs, résultats attendus permet-elle d'identifier la place des jeunes dans le projet et ses actions ?
- ▶ Des indicateurs spécifiques pour observer la « prise en compte des jeunes » sont-ils prévus ?
- ▶ La contribution active des jeunes à l'atteinte des ODD est-elle renseignée ?

Fiche-outil n°5 bis : Intégrer les volontariats dans les projets OSC

A. LES VOLONTARIATS, DE QUOI PARLE-T-ON ?

Le volontariat à l'international est une modalité d'**engagement citoyen et solidaire** au service d'une action, d'un projet ou d'une organisation d'intérêt général. Reconnu par la loi sur le développement solidaire du 4 août 2021 comme un des instruments de l'aide publique au développement, il est soutenu par l'Etat et les collectivités territoriales et mobilise les organisations de société civile, dans une logique partenariale.

Le volontariat se distingue du bénévolat à l'international par la durée de l'engagement qu'il implique et sa contractualisation. Ainsi, le bénévolat est un engagement à temps partiel, les activités sont régulières, ponctuelles ou temporaires sur un temps libre. Le ou la bénévole ne reçoit pas d'indemnité, la démarche est désintéressée. Alors que le ou la **volontaire s'engage à plein temps dans une action de solidarité internationale sur une période de quelques mois à plusieurs années**. A ce titre, il ou elle reçoit une indemnité de subsistance, une couverture sociale ainsi qu'une formation. En France, les formes longues de volontariat solidaire à l'international sont réglementées par **deux principaux textes législatifs et dispositifs qui concourent aux objectifs du soutien des OSC par l'AFD** :

La loi **Volontariat de Solidarité Internationale (VSI)** de 2005 : elle s'inscrit dans la politique de coopération internationale de la France. Le VSI a pour objet l'accomplissement d'une mission d'intérêt général à l'étranger dans les domaines de la coopération au développement et de l'action humanitaire. Piloté par le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, il s'appuie sur deux opérateurs : le FONJEP, qui est chargé par le MEAE, de la gestion des crédits du MEAE dédiés au volontariat, en relation avec les OSC agréées et les volontaires, et France Volontaires, en charge de la promotion et de la structuration du volontariat international de solidarité. Le VSI s'adresse à toute personne de plus de 18 ans et se réalise à l'international en dehors de l'Europe à l'exception des volontaires étrangers qui peuvent l'effectuer en France (volontariat de réciprocité). Il existe près de 30 associations agréées VSI, spécialisées dans la formation et le suivi à l'international.

En 2023, ce sont plus de 1 693 volontaires qui ont réalisé-es une mission de VSI. (Statistiques 2019 du MEAE).

La loi du **Service Civique (SC)** de 2010 : le Service civique s'inscrit dans la politique de jeunesse ; il vise à renforcer le lien social et la cohésion en proposant à tout-e jeune de s'engager au service d'un projet d'intérêt général. Il est administré par l'Agence du Service Civique qui s'appuie sur des organismes agréés et s'adresse plus particulièrement aux jeunes femmes et hommes de 16 à 25 ans quels que soient leurs parcours et leurs nationalités. Le principe de réciprocité à travers le volontariat est rendu possible à travers le service civique.

En 2023, 1 930 jeunes (dont 222 en réciprocité) se sont engagé-es pour un service civique à l'international. (Données France Volontaires).

A ces cadres d'engagement citoyen et solidaire à l'international, s'ajoutent en complémentarité des dispositifs et initiatives de volontariat²⁴ :

- Destinés à des groupes de jeunes (chantiers solidaires, dispositifs Jeunesse et solidarité internationale (JSI) et Ville, vie, vacances/Solidarité internationale (VVV/SI), projets de jeunes) ;
- Destinés aux personnes en activité (congrès de solidarité) ;

²⁴ Voir le tableau de synthèse des volontariats dans la rubrique repères

- Destinés aux personnes retraitées (volontariat sénior) ;
- De l'Union Européenne (Corps Européens de Solidarité) ;
- Des Nations Unies (Volontaire des Nations Unies).

Le soutien de l'Etat aux acteurs et actrices du développement des engagements volontaires s'inscrit dans un budget consacré à l'engagement du MEAE à ces dispositifs de volontariats.

B. LES ENJEUX DES VOLONTARIATS

Reconnu comme « un levier puissant et transversal de la mise en œuvre des **Objectifs de développement durable** » par le Secrétariat général des Nations Unies, comme « levier transversal d'action de la politique de développement et de solidarité » par le Comité interministériel de la coopération internationale et du développement - CICID, et comme « **levier transversal d'action de la politique de développement solidaire** » par la loi de programmation sur le développement solidaire et la lutte contre les inégalités mondiales (LOP-DSLIM) d'août 2021, le volontariat international d'échange et de solidarité constitue un moyen d'action agile, réciproque et concret. Les apports du volontariat bénéficient tant aux partenaires, pour le développement des coopérations et projets, la mise en place de solutions et actions innovantes grâce au nouveau regard qui se pose sur le projet et l'organisation, qu'aux volontaires par le développement des sphères personnelle (se découvrir), professionnelle (compétences techniques, valorisable pour les études ou le parcours) et éco-citoyenne (nouvelle appréhension du monde). Les volontaires contribuent au rayonnement de l'action extérieure de la France en incarnant ses valeurs de solidarité et de dialogue entre les peuples.

France Volontaires, plateforme française des volontariats internationaux d'échange et de solidarité

Créée en 2009, **opérateur du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères**, France Volontaires est la **plateforme française des Volontariats Internationaux d'Echange et de Solidarité**. Fruit d'une construction partagée entre des acteurs publics et associatifs impliqués dans la solidarité internationale, elle a pour mission de promouvoir le Volontariat international d'échange et de solidarité dans toute sa diversité et de développer quantitativement et qualitativement les offres de mission, afin que le volontariat international soit toujours plus accessible, quels que soient l'âge, le parcours, le territoire ou les compétences des personnes souhaitant s'engager. Elle peut s'appuyer pour cela sur ses membres, expert-es des dispositifs de volontariat, sur ses partenaires en France et dans le monde entier, et sur son réseau en France métropolitaine, dans les Outre-mer et à l'étranger avec 24 espaces volontariats en Afrique, Asie et en Amérique latine.

Un accord-cadre entre France Volontaires et le groupe AFD a été conclu en décembre 2021. Ce partenariat entre opérateurs historiques de la coopération française a vocation à renforcer leur capacité respective à **rendre ici et là-bas les volontaires, particulièrement les jeunes, acteurs et actrices des ODD** et de la Solidarité Internationale, notamment au travers du **volontariat au sein des projets financés par l'AFD**.

L'ambition partagée du Groupe AFD, d'Expertise France et de France Volontaires est que le volontariat soit accessible au plus grand nombre, ici et là-bas, dans toute sa diversité, et dans un cadre de qualité toujours plus exigeant. Pour être véritablement pertinent, le volontariat doit impérativement s'inscrire dans une démarche « ne pas nuire », de non substitution, de respect de l'égalité de genre ainsi que de prévention et réduction des risques inhérents au contexte d'intervention. Le ou la volontaire doit disposer d'un cadre et des moyens appropriés pour cela. Le principe de réciprocité est une opportunité de concrétiser la mise en place de relations plus équilibrées dans la coopération avec les Etats et territoires partenaires.

a) Pourquoi encourager l'engagement volontaire dans les projets des OSC ?

Les volontaires entretiennent une coopération de proximité et sont les vecteurs à l'international des innovations locales dont ils et elles sont témoins. Les volontaires sont de véritables passeurs de frontières entre les communautés et les pouvoirs publics. A leur retour et partout dans le monde, les volontaires

internationaux constituent un vivier d'expertise qui contribue aux changements dans les organisations, les partenariats et les sociétés. Au quotidien, ils et elles concourent à toutes les phases des projets dans des géographies et des thématiques très diverses. L'AFD soutient les OSC qui s'engagent à renforcer l'intégration des jeunes dans un milieu professionnel, tout en s'ouvrant à leur prise d'initiatives pour dynamiser leurs projets.

Des volontaires vecteurs d'atteinte et de diffusion des ODD

Inscrit dans l'Agenda 2030, le volontariat participe de la construction d'une citoyenneté active et contribue à l'appropriation par les citoyens et citoyennes des enjeux et défis du développement durable. Basés sur un enrichissement et une compréhension mutuelle, les volontaires contribuent à l'apaisement des sociétés et au renforcement de la cohésion sociale. Ils offrent ainsi des espaces d'épanouissement individuels et collectifs et contribuent au développement de sociétés fortes et dynamiques. Le volontariat a un effet multiplicateur et permet d'agir au plus près des communautés, pour une coopération de proximité, dans la **logique de « ne laisser personne de côté »**. Les volontaires jouent un rôle de co-incubateurs et de vecteurs à l'international des innovations locales dont ils sont témoins. Ils font bien souvent le pont entre les communautés et les pouvoirs publics. Ils constituent un vivier d'expertise et des ressources importantes pour les projets de coopération. Santé, éducation et formation, activités génératrices de revenus, eau et assainissement, gestion des déchets, insertion sociale... au quotidien, les volontaires participent à la mise en œuvre de projets dans des champs et sur des thématiques très diverses au cœur de la démarche inclusive de l'Agenda 2030.

Les volontariats levier du pouvoir d'agir des jeunes

L'AFD s'est engagée à rendre les **jeunesses actrices pour au moins la moitié de ces projets**, comme l'indique la stratégie 100% lien social. Ainsi, la MPN/OSC est attentive aux actions favorisant l'implication et l'engagement des jeunes au cœur des processus des projets, comme des organisations. Elle y consacre un indicateur spécifique depuis 2015 qui a pour objet de suivre la progression de cette cible²⁵.

L'indignation des jeunes du monde, ou l'altruisme naturel en chacun et chacune ne suffisent pas à produire les changements essentiels à rendre le monde meilleur, ni à y trouver sa place. En rendant accessible aux jeunes les volontariats à l'international, **les OSC participent de la prise en compte des jeunes** dans leurs actions, dans leurs stratégies, dans le dialogue avec leurs partenaires. Elles activent concrètement **le processus du pouvoir d'agir des jeunes, qui conduit à un impact positif sur les volontaires, sur les sociétés, à leur permettre de se sentir utile et à s'épanouir**. L'approche «jeunesses actrices » suppose la participation des jeunes comme acteurs et actrices des dynamiques de transformation sociale. Elle ne s'arrête pas à leur consultation, les jeunes doivent être associé-es aux prises de décision et recevoir pour cela l'accompagnement nécessaire à leur capacité d'agir et à exercer des responsabilités. Les dispositifs de volontariats à l'international forment un cadre facilitateur et un levier à ces apprentissages.

Le volontariat vecteur d'une insertion intégrale

Enjeu structurant de la stratégie 100% Lien social de l'AFD, l'« **insertion intégrale** » peut trouver une concrétisation dans un parcours de volontariat pour des jeunes ainsi que dans le dialogue avec les partenaires. L'insertion intégrale des jeunes est définie comme la capacité à réussir la transition vers l'autonomie, faire valoir ses droits de manière active et durable sur les dimensions sociales, humaines, économiques, professionnelles, environnementales et climatiques. L'insertion intégrale doit ainsi être visée dès la conception des fiches de missions des volontaires. Pour l'AFD, le volontariat est un instrument qui doit être mis au service de l'insertion intégrale du plus grand nombre de jeunes, à commencer par celles et ceux qui en sont le plus éloignée.

Le principe de réciprocité du volontariat

La réciprocité dans le volontariat est un principe et un enjeu essentiel vers lequel tendre pour sortir du paradigme Nord-Sud et prendre en considération l'interdépendance entre enjeux locaux et enjeux

²⁵ Voir la fiche-outil Jeunesses actrices

internationaux. Il s'agit de travailler à **plus d'équité et d'équilibre dans les rapports de solidarité entre pays et partenaires**. Un des moyens de tendre vers ce principe s'appuie sur la mobilisation de volontaires internationaux sur les territoires en France.

Ainsi, accueillir des volontaires internationaux sur le territoire français participe d'un enjeu plus global autour d'un rééquilibrage des relations partenariales et d'une prise en compte collective d'enjeux transnationaux et contribue directement à l'atteinte de l'**ODD 17 Renforcer les moyens de mettre en œuvre le partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser**.

L'écosystème mondial du volontariat est de plus en plus favorable aux mobilités croisées : Sud-Nord, Sud-Sud qui permet de sortir de la dichotomie Nord-Sud aujourd'hui datée. Ainsi, de nombreux Etats inscrivent et structurent leurs politiques d'engagement citoyen de la jeunesse en optant pour le volontariat²⁶. L'AFD au côté de France Volontaires soutient ces politiques publiques et le développement des écosystèmes nationaux de volontariat qui s'avèrent complémentaires et toutes aussi indispensables que les politiques d'éducation, de formation et d'insertion socio-professionnelle et environnementale des jeunes.

La LOP-DSLIM de 2021 fixe l'ambition du principe de réciprocité : « La France construit sa politique de développement solidaire et de lutte contre les inégalités mondiales dans un esprit de responsabilité partagée avec les autres bailleurs et les principales organisations internationales pour le développement. Elle fait preuve d'une exigence accrue vis-à-vis des pays partenaires et promeut vis-à-vis d'eux une logique de réciprocité. Dès lors, comme inscrit à l'article 3, « les actions menées par la France pour consolider le cadre de la mobilité croisée et des volontariats réciproques » font l'objet d'un rapport annuel aux législateurs.

Extrait d'une démarche de capitalisation de la réciprocité dans le volontariat

« Accueillir des volontaires internationaux sur le territoire français ouvre la voie de la découverte quant au rapport au monde. C'est une façon, dans l'échange interculturel, de questionner nos rapports au temps (le temps comme ressource, le temps de travail, le temps laissé à l'humain), le rapport à la famille (la solidarité intergénérationnelle...), aux rapports entre hommes et femmes, vers plus de réciprocité dans le volontariat au travail...

« En Europe le temps est une ressource comme les autres, tout est minuté, organisé. Au Sénégal le temps est considéré comme inépuisable. Il y a des inconvénients et des avantages des deux côtés. Les ambitions professionnelles mangent les ambitions personnelles et humaines. La réciprocité c'est permettre à ces conceptions de se rencontrer. Au Sénégal ils perdent du temps, mais le prennent pour vivre, pour l'humain. Les Français n'en perdent pas, mais ne s'occupent pas beaucoup de l'humain. Cette rencontre peut permettre d'apprendre des pratiques de chacun. » Mame Ousmane Diene, CEMEA Sénégal.

Les OSC constituent les principales mobilisatrices des volontaires et contribuent à une démarche d'apprentissage partagé sur les pratiques et expériences d'accueil de volontaires internationaux dans leurs projets.

Sur l'année 2023, France Volontaires fait état de **222 jeunes volontaires internationaux de 38 nationalités** ayant réalisé une mission de service civique en France. En termes d'effectifs, les six premiers pays d'envoi sont : Madagascar (36), le Bénin (28), la Côte d'Ivoire (28), le Sénégal (19), le Maroc (14) et le Togo (12).

L'opportunité d'inscrire la **réciprocité d'échanges de volontaires peut se décliner à travers la mobilisation des volontaires en binôme binationaux qui seront ainsi témoins et acteurs ici et là-bas des effets des projets**. Les OSC, opérateurs et pouvoirs publics, coopèrent activement pour accompagner ces dynamiques et lever les freins qui peuvent limiter les initiatives des OSC. En effet, certains pays ne sont pas autorisés pour le déploiement de volontaires (le zonage sécuritaire du MEAE s'applique à toutes les volontaires). Par ailleurs, les demandes de visa et d'autorisations provisoires de séjours

²⁶ Togo, Bénin, Mali, Niger, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Tchad, Bolivie, Pérou, Equateur, Colombie, Paraguay, ainsi que dans les espaces de coopérations des outremer. France Volontaires a pour mandat de soutenir ces dynamiques structurantes.

doivent impérativement être anticipées par les OSC. Des leviers efficaces peuvent être activés, comme les accords de réciprocité intégrant le volontariat avec plusieurs pays qui y consacrent des moyens non négligeables. De même, les travaux de capitalisation participent à diffuser les apprentissages et pratiques des OSC et de leurs partenaires qui œuvrent à la réciprocité depuis plusieurs années.

C. OU SITUER LES VOLONTAIRES DANS LES PROJETS ?

Le positionnement questionne autant le profil des volontaires, que le rôle qui leur est confié par l'OSC dans le projet. Le choix est à opérer au regard des attentes et de l'objectif que se fixe l'OSC et ses partenaires. Il est nourri et éclairé par le dialogue entre les différentes parties-prenantes, y compris les jeunes impliqué·es dans la phase de diagnostic et de conception du projet. Ces questionnements renvoient par ailleurs à la stratégie de prise en compte des jeunesses par l'OSC²⁷. Ainsi, les actions mises en œuvre peuvent être variées, de la chefferie de projet à la sensibilisation en passant par des actions d'animation partenariale, de formation ou encore d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale. Toutes ces actions peuvent être réalisées dans un principe de réciprocité.

Les Volontaires de Solidarité Internationale mènent principalement des projets de développement, d'urgence ou de réhabilitation dans les pays d'intervention. Ils et elles servent des intérêts qui peuvent être multidimensionnels :

- **Politique/éthique** : Contribuer au rapprochement de deux pays. Servir au mieux les intérêts des organisations partenaires, en accompagnant et en mettant en œuvre une assistance humaine et technique de qualité.
- **Économique** : Préserver les équilibres économiques des OSC. Le ou la VSI permet à l'OSC de bénéficier des compétences d'un·e professionnel·le engagé·e. En outre, cet apport peut être valorisé comme contrepartie budgétaire.
- **Professionnel** : constituer un véritable vivier de futur·es professionnel·les salarié·es, le VSI pouvant être assimilé à une période d'apprentissage professionnel.
- **Ecologique** : Le VSI est une mobilité de longue durée (en moyenne 12 mois) qui participe à limiter les déplacements et leur impact environnemental, formant une alternative au recours à des missions ponctuelles d'expertise technique.

Ainsi, les profils des VSI sont le plus souvent en situation de chefferie/coordination de projet ou encore en assistance technique. 73% des VSI sont titulaires d'un Master. Nombreux sont les acteurs et actrices françaises de la solidarité internationale dont l'engagement a été déterminé par une expérience de volontariat après leurs études.

Exemple de projet mobilisant des volontaires de solidarité internationale

Le projet **Promotion des mesures alternatives à la détention des enfants à Madagascar et au Niger** est porté par l'OSC **Grandir Dignement**, créée en 2010 et engagée auprès des enfants et jeunes en conflit avec la loi. Elle cherche à garantir le respect de la dignité humaine en milieu carcéral et plus généralement durant tout le processus judiciaire. Le projet vise à développer la pratique des mesures et peines alternatives à la détention sur les territoires nationaux de Madagascar et du Niger pour améliorer le respect des droits et l'insertion des enfants en conflit avec la loi.

Il s'appuie sur la mobilisation dans les équipes de VSI occupant le rôle de supervision des projets à Madagascar et au Niger sur des durées de 12 à 24 mois.

Opter pour le **service civique** permet de répondre à d'autres enjeux centrés sur **l'engagement citoyen des jeunes**. Il ouvre la possibilité de concevoir des équipes mixtes dans vos projets, autant en engagement individuel que collectif, pour des jeunes français comme des jeunes provenant des pays d'intervention. Les projets visant la transversalité des ODD sont particulièrement propices à cette mobilisation citoyenne et solidaire des jeunesses de plusieurs pays.

En 2023, le profil-type des volontaires en service civique qui réalisent une mission à l'international est plus féminin et davantage diplômé que la moyenne du service civique. 76 % des volontaires ont un

²⁷ Voir la fiche-outil : jeunesses actrices

niveau de formation BAC+2 et 22% ont un niveau bac. 68 % sont des femmes, 47 % sont âgé-es de 23 à 25 ans, 29% de 21 à 22 ans et 23% de 18 à 20 ans²⁸. Le service civique l'international, mobilise donc des publics plus jeunes et moins diplômés que le VSI, l'OSC ne peut exiger des volontaires en Service Civique une performance professionnelle. Le principe de l'accessibilité à tou-tes les jeunes doit être recherché et garanti dès la définition de la mission confiée, de même que la capacité d'accompagnement de l'OSC.

Exemple de projet mobilisant des volontaires en service civique

Le projet **PrODDige** du **Service de Coopération pour le Développement** répond au défi de l'appropriation des ODD par les acteurs et actrices de transformation sociale du Grand Lyon, à travers le **volontariat de réciprocité**.

Soutenu par le dispositif l'OSC de l'AFD à hauteur 402 690€ pour un budget global de 890 402€, le projet inscrit sur 3 ans (2020-2022), la mobilisation de 72 volontaires, pour moitié de nationalité française, pour moitié d'autres nationalités, dans un parcours de formation-action autour des ODD. Les jeunes effectuent des missions de Service Civique de 9 mois, qui se découpent entre une mission individuelle dans des structures associatives, des collectivités territoriales et des établissements d'enseignement supérieur, puis un projet mené en équipe de 4 autour des ODD. PrODDige est un projet original à plusieurs niveaux : la construction d'une réponse locale à des enjeux de développement durable universels à partir de regards croisés de cultures différentes, un programme de formation-action innovant, alternant des temps formels et informels d'acquisition de compétences.

D. LES BONNES QUESTIONS A SE POSER POUR FAIRE DU VOLONTARIAT UN ATOUT POUR SON PROJET

- ✓ A quel **objectif** répond la mobilisation de volontaires dans le projet ?
- ✓ Quel dispositif de volontariat choisir ? Quel **agrément** préalable est nécessaire ?
- ✓ Dans quelles **géographies** les volontaires peuvent-être mobilisé-es ? sous quelles conditions ?
- ✓ Comment mettre en valeur les volontaires dans la **NIONG** ?
- ✓ Comment intégrer le volontariat dans le **cadre logique** ?
- ✓ Où inscrire le volontariat dans le **budget** des OSC ? Combien coûte le volontariat ?
- ✓ Comment renseigner l'intégration de volontaires dans **OSCAR** ?
- ✓ Comment **capitaliser** sur les pratiques du volontariat au sein du projet ?
- ✓ Quels **résultats** attendre du volontariat dans son projet ? Comment le valoriser ?

E. REPERES POUR ALLER PLUS LOIN

Le Clong Volontariat : Le volontariat au cœur de la solidarité internationale

Membre de coordination Sud, le Clong-Volontariat est un espace de dialogue qui réunit 12 associations concernées par le volontariat au service de projets de développement comme de projets humanitaires.

Depuis 2019, le Clong Volontariat développe un projet de structuration du milieu associatif avec le soutien de l'AFD. **Le volontariat au cœur de la solidarité internationale** vise à renforcer la place du volontariat de compétence dans les projets de développement menés par les associations de solidarité internationale.

a) Outils

- Tableau de synthèse des volontariats : [Dispositifs VIES 2019.pdf \(france-volontaires.org\)](#)
- Fiche repère du MEAE : [fiche repere volontariat web-2 cle075c8f.pdf \(diplomatie.gouv.fr\)](#)
- Guide Vers plus de réciprocité dans le volontariat [Guide-reciprocite-volontariat.pdf \(france-volontaires.org\)](#)

²⁸ Sources : rapport annuel 2020 de l'Agence du Service civique [rapport-activite-agence-service-civique-2020.pdf](#)

b) Contacts

- France Volontaires et son réseau des Espaces Volontariats dans le monde www.france-volontaires.org
- Clong Volontariat www.clong-volontariat.org
- Fonjep [Solidarité internationale, Volontariat de solidarité internationale | FONJEP](#)
- Agence du Service civique www.service-civique.gouv.fr

Législations

- [Loi d'orientation et de programmation sur le développement solidaire et la lutte contre les inégalités mondiales, 4 août 2021](#)
- [Loi du Service Civique, 10 mars 2010](#)
- [Loi Volontariat de Solidarité Internationale, 25 février 2005](#)

Fiche-outil n°6 : L'entrepreneuriat social dans les projets OSC

Sollicitée de manière croissante par les secteurs privé et associatif pour les accompagner dans le développement d'entreprises sociales, l'AFD a d'abord adopté en juin 2015 une première Initiative d'appui à l'Entrepreneuriat Social, puis une stratégie *Social & Inclusive Business*²⁹, couvrant un périmètre plus large sur la période 2019-2023. Cette stratégie visait à accompagner le renforcement de l'ensemble de l'écosystème de l'entrepreneuriat social (les acteurs et actrices, les structures d'appui, les organismes de financement) dans les pays d'intervention de l'Agence. A travers la mobilisation de ses différents outils financiers, l'AFD appuie à la fois l'émergence et la croissance d'entreprises sociales plus matures. Elle soutient également l'ensemble des acteurs contribuant à l'adoption d'un cadre institutionnel favorable au développement de l'entrepreneuriat social (les acteurs et actrices du plaidoyer, les gouvernements et les décideurs et décideuses politiques, etc.).

Certaines organisations de la société civile française se montrent très actives dans le secteur de l'entrepreneuriat social, en France comme à l'international. Elles jouent un rôle d'initiateur de projets, expérimentant de nouvelles approches qui tentent de conjuguer leur objectif social et environnemental à une recherche de rentabilité financière. Elles accompagnent également des initiatives d'entrepreneuriat social portées par des acteurs et actrices du Sud. **Dans le cadre du dispositif d'appui aux initiatives des organisations de la société civile, l'AFD accompagne les OSC françaises soutenant des projets d'entrepreneuriat social principalement au stade de leur émergence.**

Les interventions et activités soutenues peuvent prendre différentes formes :

- Accompagnement à la création et à la structuration progressive d'entreprises sociales ;
- Soutien à la création et la pérennisation de structures d'appui aux porteurs et porteuses de projets entrepreneuriaux sociaux ;
- Soutien à la structuration de filières économiques favorisant l'émergence d'entreprises sociales ;
- Plaidoyer pour l'adoption de cadres institutionnels favorables à l'entrepreneuriat social dans les pays d'intervention.

A. DES PERSPECTIVES DE DURABILITE, DE PASSAGE A L'ECHELLE ET D'IMPACTS PROMETTEUSES

La création d'entreprises sociales dans des projets portés par des OSC françaises offre des perspectives de durabilité, de passage à l'échelle et d'impact très intéressantes. En effet, par essence, ces entreprises sociales recherchent la pérennité de leur modèle économique afin de s'autonomiser et de maintenir leur activité dans le temps. D'autre part, une fois leur autonomie financière atteinte, leur structure juridique leur permet d'accéder à des financements en dette ou en capital nécessaires pour couvrir les dépenses d'investissement requises dans le cadre d'un éventuel passage à l'échelle.

Le développement d'entreprises sociales s'avère particulièrement intéressant dans des projets d'accès à des services essentiels où l'offre est rare, voire inexistante, et quand la demande représente un potentiel de développement suffisant pour atteindre la viabilité économique. C'est aussi le cas dans des projets de formation à l'insertion professionnelle, pour lesquels la création d'entreprises-écoles peut venir combler l'absence d'offre de formation professionnelle dans un secteur d'activité donné, dans lequel les perspectives de création d'emplois sont démontrées au préalable par des études de marché.

²⁹ <https://www.afd.fr/fr/page-thematique-axe/social-inclusive-business>

B. CAS PARTICULIER DES PROJETS NECESSITANT L'INTEGRATION D'ENTREPRISES SOCIALES MATURES

Pour les projets d'accès à des services essentiels requérant une expertise technique ou/et des dépenses d'investissement importantes, l'intégration dans le projet d'une entreprise sociale déjà mature comme partenaire pourra être autorisée par l'AFD sous réserve que l'OSC soit en capacité de démontrer que **l'intervention ne pourrait être envisagée** sans l'implication de ce type d'acteur dans le projet (exemple : l'entreprise chargée d'assurer la maintenance et la facturation du service d'accès à l'électricité dans le cadre d'un projet d'accès à l'électricité), et que l'entreprise sociale impliquée dans le projet réalise une évaluation de sa performance sociale et le cas échéant mette en œuvre une stratégie de renforcement de cette performance.

EVALUATION DE LA PERFORMANCE SOCIALE DES ENTREPRISES DANS LES PROJETS

Pour garantir que les principes fondamentaux de l'entrepreneuriat social soient bien respectés, dans l'intérêt premier des populations bénéficiaires, et dans des contextes d'intervention qui ne disposent pas nécessairement de cadres institutionnels et juridiques adaptés, **il est important que les OSC systématisent le recours à des outils d'évaluation de la performance sociale de ces entreprises dans leurs projets**. Trois cas de figure fréquemment observés dans le dispositif, accompagnés de recommandations adaptées, sont présentés dans les tableaux suivants pour accompagner les OSC dans l'élaboration de leurs projets :

#1 : Le projet prévoit la création d'une entreprise sociale (ES), actions recommandées :

- 1) Dans le cadre de la conception de son projet, l'OSC française prend connaissance de la définition de l'entrepreneuriat social reconnue par le groupe AFD et intègre ses différentes dimensions dans la préfiguration de la future ES créée.
- 2) Au lancement du projet, l'OSC française s'engage à rédiger au cours du premier triennal une stratégie de performance sociale pour son programme d'ES, à identifier une personne en charge de son pilotage au sein du programme et à définir des indicateurs de suivi. Le modèle économique assurant l'autonomisation à termes de l'entreprise sociale doit également être défini à l'issue du triennal.
- 3) A la fin du premier triennal, l'ES, désormais formalisée (statut juridique déposé dans le pays d'intervention), réalise un premier diagnostic de sa performance sociale. Les OSC sont orientées vers l'outil le plus adapté : SBS ou metODD SDG de Cerise, ou autre.
- 4) Dans l'hypothèse d'une phase 2, l'ES met à jour sa stratégie de performance sociale en prenant en compte les résultats du diagnostic réalisé en fin de phase 1. Les cibles et indicateurs de suivi sont également mis à jour.
- 5) A la fin de la phase 2, un audit externe de la performance sociale peut être réalisé. Ce diagnostic doit révéler une progression de la performance sociale de l'entreprise. A défaut, une discussion sur les points d'amélioration doit être engagée avec MPN/OSC.
- 6) Dans l'hypothèse d'une phase 3, l'ES met à jour sa stratégie de performance sociale en prenant en compte les résultats du diagnostic réalisé en fin de phase 2. Les cibles et indicateurs de suivi sont également mis à jour.
- 7) La stratégie de sortie doit inclure un plan de recherche d'investissements privés (dette ou capital) venant prendre le relai du subventionnement au cours ou à l'issue du projet.

#2 : le projet prévoit le soutien à une structure d'appui à l'entrepreneuriat social, actions recommandées :

- 1) Dans le cadre de la conception de son projet, l'OSC française prend connaissance de la définition de l'entrepreneuriat social reconnue par le groupe AFD et intègre ses différentes dimensions dans la préfiguration de son projet d'appui aux porteurs et porteuses de projets sociaux.
- 2) Le projet intègre une activité de formation des formateurs et formatrices de la structure d'appui à la gestion de la performance sociale et aux outils disponibles³⁰ (notamment l'outil SBS Cerise).

- 3) Les porteurs et porteuses de projet incubé·es sont formé·es à leur tour à la gestion de la performance sociale et aux outils disponibles (outils SBS, Light Cerise, MetODD SDG).
- 4) Un suivi post-accompagnement des entrepreneuses et entrepreneurs sociaux est prévu dans le projet. Il comprend la performance sociale mais aussi des indicateurs de résultats comme le taux de survie à X mois, l'évolution du CA, le nombre de bénéficiaires/client·es, etc.

#3 : Le projet envisage le recours à une entreprise sociale déjà créée, actions

recommandées :

- 1) Dans le cadre de la conception de son projet, l'OSC française prend connaissance de la définition de l'entrepreneuriat social reconnue par le groupe AFD et intègre ses différentes dimensions dans la sélection de l'EC partenaire de l'intervention.
- 2) Au lancement du projet et à chaque fin de triennal, un audit externe de la performance sociale de l'ES partenaire peut être réalisé.
- 3) Une stratégie de gestion de la performance sociale est rédigée et mise à jour à l'issue de chaque diagnostic. Des cibles et indicateurs de suivi sont également définis.
- 4) La stratégie de sortie doit inclure un business plan venant prendre le relai du subventionnement.

³⁰ Voir les outils développés par l'association CERISE, disponibles gratuitement en ligne : <https://en.spi-online.org/>

3. FICHES-OUTILS GESTION CONTRACTUELLE

Fiche-outil n°7 : Les lignes directrices en matière de communication et de visibilité

En tant qu'institution financière et opérateur de la politique publique de développement et de solidarité internationale de l'État français, l'Agence française de développement (AFD) est tenue à une exigence de transparence et de redevabilité vis-à-vis des citoyen·nes français·es, mais aussi des bénéficiaires de ses financements. À ce titre, l'AFD doit s'assurer de la visibilité de son soutien sur tous les projets et programmes qu'elle cofinance.

La convention de financement qui lie l'AFD et l'OSC spécifie une visibilité du projet de niveau 1 ou de niveau 2 (explications ci-dessous). Le choix d'un niveau 1 ou 2 de communication est déterminé par l'OSC et l'AFD au cours de l'instruction du projet.

A. LE NIVEAU 1 : QUATRE OBLIGATIONS DE VISIBILITE POUR TOUS LES PROJETS SOUTENUS PAR L'AFD

1	2	3	4
			
Mentionner le soutien de l'AFD	Fournir des photos pour illustrer le projet	Produire une fiche de communication du projet	Inviter l'AFD aux événements clés liés au projet
L'OSC doit apposer le logo AFD sur l'ensemble des supports de communication inhérents au projet pendant toute l'exécution du projet.	L'OSC transmet une à deux photos au responsable projet AFD un mois après la signature de la convention avec la fiche de communication, puis une sélection de photos lors de l'envoi du rapport intermédiaire puis du rapport final.	L'OSC produit une fiche de communication du projet selon le gabarit et le format disponibles sur www.afd.fr *. L'OSC doit déposer cette fiche de communication via OSCar lors de la demande de premier versement.	s'engage à convier les représentants de l'AFD aux manifestations liées au projet, et ce pendant toute la durée d'exécution du projet (agence AFD locale pour les projets terrain ou siège Paris pour les projets d'intérêt général).

⇒ **Toutes les informations et consignes du Guide de Communication de niveau 1 sont disponibles en ligne dans le Kit de Communication sur le site AFD**

CONSEILS PRATIQUES POUR LA REDACTION D'UNE FICHE DE COMMUNICATION

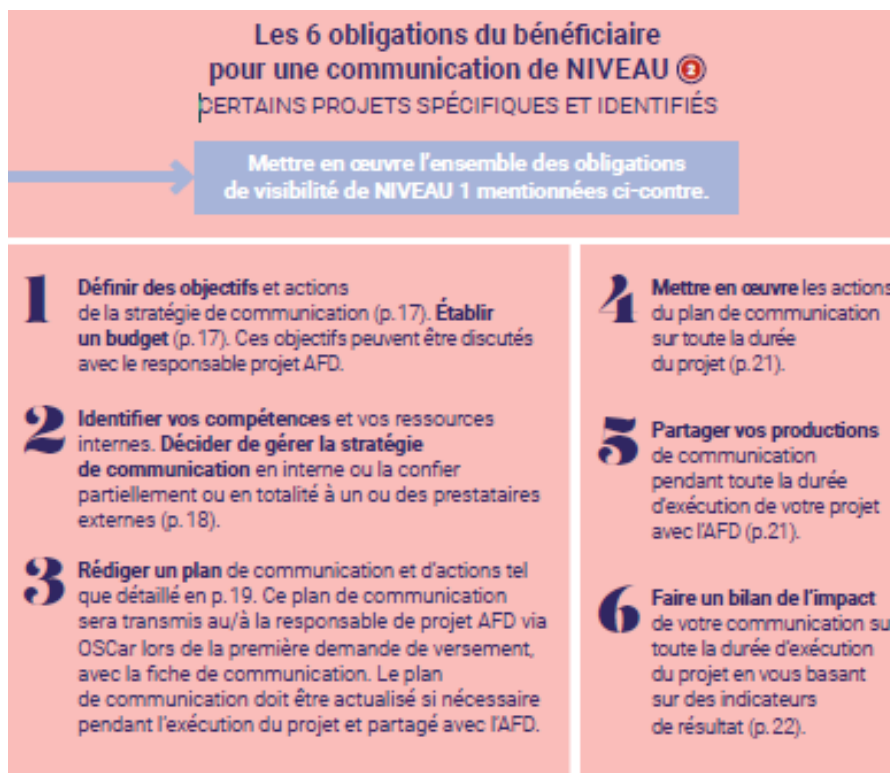
- **En-tête** : Présenter de manière concise les informations clés du projet (titre, porteur, durée, date de démarrage du projet).
- **Contexte** : Décrire clairement le projet, ses enjeux, ses limites et ses partenaires, avec liens utiles et mention des acteurs français le cas échéant. Valoriser les acquis des phases précédentes s'il s'agit d'un projet récurrent déjà financé par le dispositif (voire sur un autre dispositif ou un autre bailleur), il est important d'évoquer ce qui a bien progressé dans les phases précédentes
- **Objectifs** : Définir des objectifs clairs avec des indicateurs qualitatifs et chiffrés
- **Cibles** : préciser les cibles directes et indirectes (cibles raisonnables et relativement proportionnées au projet)
- **Résultats attendus** : Formuler des résultats spécifiques, mesurables, atteignables, réalistes et temporellement définis (méthode SMART).
- **Structure porteuse** : Présenter brièvement l'organisation, ses missions et ambitions et ses principaux partenaires
- **Langage** : Utiliser un langage simple, clair et accessible à toutes et tous, afin de garantir une compréhension facile, quel que soit le niveau de connaissance du lecteur. Merci d'éviter les propos jargonneux, ou trop peu explicites. Plus les informations sont précises, concrètes, compréhensibles, plus sa lecture en sera facilitée.

B. LE NIVEAU 2 : UNE COMMUNICATION PROJET MIEUX CADREE, VOIRE RENFORCEE

Le niveau 2 implique la mise en œuvre des 4 obligations de niveau 1 à laquelle s'ajoute la mise en place d'un plan de communication dédié au projet, piloté et mis en œuvre par l'OSC. Ce niveau de communication se décide conjointement entre l'OSC et le ou la responsable de projet AFD pendant la phase d'instruction du projet.

Cette visibilité davantage poussée permet de renforcer notre dialogue sur ce sujet, de mieux rendre compte des impacts et résultats du projet, et surtout de mieux anticiper les actions de communication prévues dans le projet

Le niveau 2 peut notamment concerner les projets d'ECSI, de SMA ou de terrain innovants et à fort potentiel de communication, il est obligatoire pour les CP, CPP et PCPA.



⇒ **Toutes les informations et consignes du Guide de Communication de niveau 2 sont disponibles en ligne dans le Kit de Communication sur le site AFD**

L'OSC bénéficiaire d'un financement de l'AFD s'engage à assurer la visibilité du soutien financier de l'AFD et à respecter les consignes en matière de visibilité de niveau 1 ou de niveau 2 et conformément à l'engagement contractuel qui la lie à l'AFD.

Outre la visibilité de l'AFD, les consignes des guides de niveau 1 et 2 disponibles dans le kit de communication transmis par l'AFD au moment de la signature de la convention de financement, cadrent aussi l'usage qui doit être fait de la marque AFD et de ses actions, dans le respect de son image et de ses valeurs.

Les OSC doivent informer l'AFD des actions et supports de communication déployés dans le cadre du projet. L'AFD pourra ainsi éventuellement relayer l'information sur ses propres canaux de communication et contribuer à amplifier la résonance et la médiatisation du projet.

Ces consignes de communication et de visibilité s'appliquent à l'ensemble des projets que l'AFD cofinance sauf en cas de contexte sécuritaire sensible exposant les partenaires ou les bénéficiaires du projet ou lorsque la communication peut nuire ou porter atteinte au bon déroulement du projet. Ces exceptions sont discutées entre l'OSC et l'AFD au cas par cas. Dans ces cas précis, une communication de niveau 2 sera ajustée aux réalités terrain et aux contraintes identifiées par le partenaire.

Le **Kit de communication** disponible en ligne rassemble l'ensemble des documents utiles :

- Le guide de visibilité de niveau 1 et celui de niveau 2, avec les consignes adaptées au niveau de visibilité applicable à votre projet ;
- La fiche de communication : le gabarit à compléter et une notice pour vous guider si besoin ;
- Les différentes versions du logo de l'AFD. La valise graphique est disponible sur demande. Une courte présentation de l'AFD en plusieurs langues (français, anglais, espagnol, arabe) ;
- Un acte de cession de droit à l'image et un acte de cession de droits d'auteur pour les photos et les vidéos ;
- Pour les relations médias, un exemple de communiqué de presse et d'invitation des journalistes si besoin.

Fiche-outil n°8 : L'audit financier des projets OSC (intermédiaire et final)

**Attention une nouvelle version de TDR sera
finalisée à l'été 2025**

L'audit financier de projet ne se limite pas à un simple rapprochement de pièces comptables. Son objectif est de contrôler l'emploi des fonds alloués au projet, conformément aux obligations conventionnelles et à son objet propre, dans le respect du présent guide méthodologique.

Le terme ici utilisé d'« audit financier » du projet s'apparente précisément à une mission d'exécution de procédures convenues en matière financière, conformément à la norme d'audit ISRS4400 de l'IFAC ; il n'est pas attendu un audit financier de projet (qui serait à réaliser selon les normes d'audit ISA).

L'enjeu est d'améliorer la qualité et la consistance de l'information produite par l'OSC, vérifiée par l'auditeur et transmise à MPN/OSC.

À cette fin, la question de l'audit financier doit être abordée le plus en amont possible, dès l'instruction du projet. Il s'agit de renforcer l'information entre l'OSC, MPN/OSC et l'auditeur mais aussi de clarifier le niveau d'exigence afférent à l'exercice d'audit financier.

A. DESCRIPTION

L'audit de projet sera réalisé en deux étapes : un **audit intermédiaire** couvrant la tranche 1 et un **audit final** couvrant la tranche 2.

a) Quelle OSC est soumise à un audit financier ?

Toutes les OSC cofinancées dans le cadre de l'exécution de leur projet.

Par ailleurs, toute OSC peut être également soumise à un audit financier aléatoire d'un de ses projets cofinancés, mené à l'initiative de MPN/OSC et financé sur les fonds du programme 209.

b) Le budget de l'audit financier

L'audit financier étant cofinancé par les fonds de la subvention AFD, **son coût doit être prévu dans le budget** du projet annexé à la NIONG.

Lors de l'instruction, MPN/OSC sera particulièrement vigilante au montant alloué à la réalisation de l'audit financier. Ce montant ne doit pas être sous-évalué par rapport aux exigences et au périmètre de l'audit financier qui est demandé (un seuil plancher est fixé à 1 % du montant global ; un minimum de 10 000 euros est fortement conseillé pour les projets de petite taille).

c) Le choix de l'auditeur

Le marché d'audit financier doit être attribué **au plus tard dans les 12 premiers mois d'exécution** du projet. MPN/OSC donnera son **ANO sur les termes de référence** de l'audit financier et sur les critères de sélection. **L'OSC devra obligatoirement utiliser le canevas de termes de référence type pour audit financier disponible sur le site de l'AFD.**

- MPN/OSC se donne le droit d'exiger de donner un ANO sur le choix des auditeurs s'il le juge nécessaire.

Les Termes de références type à utiliser pour les audits financiers (adaptable en fonction des spécificités de l'OSC), sont à télécharger sur le site de l'AFD.

L'OSC doit sélectionner un auditeur ou un cabinet d'audit externe, indépendant, membre d'une organisation nationale d'experts comptables ou de contrôleurs légaux des comptes.

La mission de l'auditeur est spécifiquement identifiée et définie dans les termes de référence dédiés à l'audit financier.

L'audit financier sera réalisé par un cabinet d'audit externe et indépendant, **recruté suivant les règles de passation de marchés et à l'issue d'un appel d'offres ou a minima d'une consultation restreinte**. La sélection de l'auditeur devra avoir lieu dans les douze premiers mois d'exécution du projet.

Si une OSC fait le choix de lancer un Appel d'Offres unique pour l'audit de plusieurs projets en cours financés par MPN/OSC, elle devra adresser à MPN/OSC :

- Une demande d'ANO sur les TDR de l'AO ;
- Puis, une fois l'auditeur sélectionné, une demande d'ANO par projet, dans les 12 premiers mois d'exécution du projet, sur la Lettre de mission de l'auditeur, à laquelle devra être annexée la liste de vérification des points d'audit.

B. LES DEUX TEMPS DE L'AUDIT FINANCIER PENDANT LE PROJET

a) La réunion de cadrage avec l'auditeur

Quand et avec qui ?

Cette réunion a lieu entre l'OSC et l'auditeur le plus tôt possible après le démarrage effectif du projet, dès que le marché d'audit est attribué. Du côté de l'OSC, elle doit a minima réunir le(s) responsable(s) du projet et le(s) référent(s) financier/comptable/juridique du projet. Il s'agit d'une intervention ponctuelle de l'auditeur auprès de l'OSC en début de projet, ce dernier n'interviendra ensuite qu'en fin de chaque tranche du projet pour la réalisation des audits financiers.

Quelle est sa visée ?

L'objectif principal de cette réunion est une bonne compréhension par l'OSC du périmètre et des modalités de contrôle de l'audit. Elle doit lui permettre de renforcer les procédures internes indispensables au respect de ses obligations contractuelles afin, à terme, de faciliter le travail de contrôle de l'auditeur et de limiter au maximum le taux de dépenses inéligibles constatées en fin d'exécution de projet. Cette réunion peut également permettre à l'auditeur d'émettre des recommandations à l'OSC en début de projet.

Attention : l'échantillonnage des dépenses auditées ne doit en aucun cas être réalisé à ce stade, le principe et les modalités d'échantillonnage (% des dépenses, ventilation par rubrique budgétaire, sélection aléatoire, etc.) pourront être expliqués par l'auditeur mais ce dernier ne réalisera effectivement l'échantillonnage que lors de l'audit financier, en fin de chaque tranche du projet.

Comment la préparer ?

Afin que la réunion soit la plus efficace et constructive possible, l'OSC transmettra en amont de la réunion les documents que l'auditeur lui aura demandé (par exemple : statuts de l'OSC, comptes et rapports d'activité de l'OSC, convention de financement AFD et ses éventuels avenants, convention de partenariat, document projet (NIONG), guide méthodologique, etc.).

Quels points doivent être abordés ?

L'ordre du jour de la réunion est laissé à l'appréciation de chaque auditeur. Si une réunion de cadrage est prévue, MPN/OSC souhaite qu'a minima les points suivants soient abordés :

- Les obligations contractuelles de l'OSC auprès de l'AFD au titre de la convention (calendrier, éligibilité des dépenses, passation de marché, rapports d'activités, accords de partenariat, etc.),
- Le périmètre et la nature du projet cofinancé par l'AFD,

- La nature des partenariats dans le cadre du projet,
- Les modalités de passation des marchés envisagées par l'OSC dans le cadre du projet (la transmission à l'auditeur par l'OSC d'un plan de passation de marché indicatif est encouragée, ce plan est un document qui liste tous les marchés à passer ou en cours de passation dans le cadre du projet avec les informations clé afférentes),
- Le dispositif de financement du projet (nature des cofinancements, taux de cofinancement, modalités de versement, etc.),
- Les modalités de traçabilité financière et comptable du projet et les modalités de contrôle interne de l'OSC,
- Les modalités d'application de réalisation des règles de la doctrine de filtrage.
- L'utilisation ou non de montants forfaitaires pour les financements intermédiés au sein du projet.

Qu'est-ce que cette réunion doit apporter ?

À l'auditeur :

- Acquérir une connaissance suffisante des modalités organisationnelles, du processus informationnel et comptable du projet,
- Avoir identifié les faiblesses et les facteurs de risque en fonction de la nature du projet et du type de partenariat,
- Avoir identifié les points de contrôle centraux et spécifiques à effectuer,
- Avoir identifié les modalités de traçabilité de l'information financière et comptable de l'OSC.

À l'OSC :

- Maîtriser ses obligations contractuelles vis-à-vis de l'AFD et leurs implications dans la mise en œuvre concrète du projet,
- Avoir identifié dans son mode de gestion les éventuelles zones de risques pouvant contrevenir aux respects de ses obligations et avoir défini la manière d'y remédier,
- Avoir identifié les bonnes pratiques notamment au niveau de la traçabilité de l'information du projet (exemple : la mise en place d'un suivi analytique pour le projet, feuilles de temps, feuilles de paie, etc.) et des passations de marché,
- Avoir compris comment l'audit financier va être mené, ce qui est attendu et comment elle peut travailler efficacement avec l'auditeur.
- À l'issue de cette réunion, l'auditeur rédigera, en toute indépendance, une note de cadrage qui consignera ses principales recommandations pour la mise en œuvre du futur audit financier. Cette note sera transmise à l'OSC.
- Lors de la réunion obligatoire à mi-parcours du projet, l'OSC pourra présenter à MPN/OSC le contenu de la note de cadrage et les actions entreprises par l'OSC pour satisfaire les recommandations de l'auditeur.

b) La réalisation et la restitution de l'audit financier

L'auditeur réalise sa mission de vérification en fin de tranche 1 et à la fin de la tranche 2 et rédige un rapport pour chaque audit. **En cas de projet multiphases, il devra vérifier que les recommandations faites lors de l'audit de la phase précédente ont bien été mises en place par l'OSC.**

L'OSC doit transmettre à MPN/OSC le rapport d'audit financier intermédiaire au plus tard 3 mois (ou 6 mois pour les CPP) après la fin de la tranche 1 et pour le rapport d'audit de la tranche 2, au plus tard 6 mois après la date de clôture effective du projet.

Dans le cas où l'audit indique des dépenses inéligibles, le remboursement des fonds non justifiés à l'AFD doit avoir lieu dans les six mois suivant la date de validation du rapport d'audit par MPN/OSC.

Liste de vérification audit financier

L'auditeur retenu au titre de l'appel d'offre s'engage à réaliser l'ensemble des vérifications suivantes, et à annexer cette liste complétée et signée aux rapports d'audit financier. Si certains points n'ont pas pu être vérifiés, il conviendra de le préciser et d'en donner la raison dans la lettre de management.

Mentions à rappeler dans le rapport :

- Auditeur (nom/statut/adresse)
- Certification/qualification
- OSC ou partenaire audité

- Dates de l'audit
- N° convention AFD
- Montant audité
- Tranches 1 ou 2

Se référer aux TDR type : voir document dédié sur le site de l'AFD.

Fiche-outil n°9 : La protection contre l'exploitation et les abus sexuels dans les projets

A. LA PROTECTION CONTRE L'EXPLOITATION ET LES ABUS SEXUELS, DE QUOI PARLE-T-ON ?

L'exploitation³¹ et les abus³² sexuels ainsi que le harcèlement³³ sexuel résultent souvent de déséquilibres de pouvoir liés à des inégalités sociales et de genre. Dans le champ de l'humanitaire et du développement, le risque de comportements abusifs est renforcé par ces déséquilibres de pouvoir souvent accrus, par des cadres légaux locaux parfois faibles ou défaillants, et par les situations de vulnérabilité des populations dans des contextes fragiles.

Toute exploitation et tout abus sexuels ainsi que tout harcèlement sexuel sont inacceptables.

Chaque organisation, qu'elle soit privée ou publique, a la responsabilité de prendre en compte et de gérer, le plus en amont possible, le risque de comportements abusifs **en son sein et au sein de ses activités**.

L'AFD a établi comme principe la **tolérance zéro** quant à ces situations d'abus qui non seulement sont légalement condamnables mais sont gravement et durablement préjudiciables aux victimes.

B. LES ATTENTES DE L'AFD EN MATIERE DE PROTECTION CONTRE L'EXPLOITATION ET LES ABUS SEXUELS

En tant que bailleur et employeur, l'AFD est consciente de sa **responsabilité** pour lutter contre l'exploitation et les abus sexuels, protéger ses salarié·es, ses partenaires, les bénéficiaires de ses actions, et promouvoir les normes de comportement les plus élevées possibles.

Dans le prolongement des engagements pris par la France lors du *Safeguarding Summit* de Londres en octobre 2018, et des groupes de travail qui ont suivi, regroupant le ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, l'AFD et des représentant·es de la société civile, visant à structurer la mise en place de mesures de prévention et de réponses aux cas de violences sexuelles, l'AFD ambitionne d'**amplifier ses efforts**, pour **prévenir** les abus, l'exploitation sexuelle, les mauvais traitements et le harcèlement, **réagir** face à d'éventuels cas, et renforcer les mécanismes de **sensibilisation**.

L'AFD est consciente du fait que les OSC partenaires du dispositif « initiatives-OSC » ont besoin de **soutien** pour **concevoir, renforcer, déployer et pérenniser** leurs politiques, procédures et pratiques en matière de protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PEAS). Sur ce sujet complexe et sensible, elle est soucieuse aujourd'hui de **renforcer son appui**, tout en reconnaissant la diversité et la variabilité

³¹ L'exploitation sexuelle désigne le fait d'abuser ou de tenter d'abuser d'un état de vulnérabilité d'une personne (par exemple, quelqu'un qui dépend de vous pour sa survie, pour les rations alimentaires, les manuels scolaires, le transport ou d'autres services), d'un rapport de force ou de confiance inégal en vue d'obtenir des faveurs sexuelles, y compris mais non exclusivement, en proposant de l'argent ou d'autres avantages sociaux, économiques ou politiques. Cela comprend la traite des êtres humains et la prostitution. (Source UNHCR)

³² Abus sexuel : Intrusion physique à caractère sexuel commise par la force, sous la contrainte ou à la faveur d'un rapport inégal, ou menace d'une telle intrusion. Toute activité sexuelle avec un enfant est considérée comme un abus sexuel. (Source : Affaires mondiales Canada)

³³ Le harcèlement sexuel est le fait d'imposer à une personne, de façon répétée, des propos ou comportements à connotation sexuelle ou sexiste qui soit portent atteinte à sa dignité en raison de leur caractère dégradant ou humiliant, soit créent à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante. Est assimilé au harcèlement sexuel le fait, même non répété, d'user de toute forme de pression grave dans le but réel ou apparent d'obtenir un acte de nature sexuelle, que celui-ci soit recherché au profit de l'auteur des faits ou au profit d'un tiers. (Source : code pénal français)

des contextes, moyens et capacités de ses partenaires en la matière. Cet appui est appelé à évoluer au fil du temps et prend à ce jour deux formes :

a) 2021-22 : une étude sur la PEAS

Dans le cadre du dispositif « Initiatives-OSC », l'AFD a mené une étude visant à accompagner les OSC partenaires de l'AFD dans le développement et le renforcement de leurs pratiques et politiques en matière de protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PEAS). L'objectif de l'étude était d'identifier, parmi les OSC françaises, voire internationales, les **meilleures pratiques et outils** de prévention et de lutte contre l'exploitation et les abus sexuels. L'étude cherchait également à **analyser** les cheminements, les expériences, les freins et facteurs clés de succès, et les moyens et leviers du changement. Enfin, elle ambitionnait de favoriser les échanges et le partage d'expériences et d'engager la réflexion en vue d'un **renforcement collectif des pratiques**.

Le rapport de l'étude est disponible sur demande. Il contient également le support de la présentation faite lors de l'atelier d'échanges et de restitution tenu en février 2022, ainsi que les quatre fiches de bonnes pratiques identifiées, suivantes :

- Renforcement des capacités des partenaires locaux concernant leurs politiques de protection ;
- Déploiement des systèmes de Gestion et recueil des Plaintes des populations ;
- Sensibilisation et formation des équipes en matière de protection ;
- Transparence et communication.

b) L'éligibilité de dépenses PEAS au sein des projets depuis l'AMI 2022

Les budgets des projets soumis à l'AFD pour cofinancement par le dispositif « Initiatives-OSC » peuvent désormais inclure des dépenses visant à mettre en place, renforcer, déployer, pérenniser, faire évoluer des politiques, procédures et outils de lutte contre l'exploitation et les abus sexuels. Celles-ci doivent être justifiées et adaptées aux besoins et spécificités de l'OSC, de ses partenaires et de son projet.

Il peut s'agir notamment de dépenses liées à :

- Des actions de formation, d'information et de sensibilisation des équipes de l'OSC et de ses partenaires (siège et terrain), ainsi que des populations et communautés bénéficiaires ;
- Des ateliers d'échanges, de co-construction, d'analyse des risques PEAS ;
- Des dépenses liées à des besoins de traduction ;
- Des appuis externes, techniques, ponctuels, nécessaires à l'OSC, quel que soit son stade d'avancement en matière de politiques et outils de protection contre l'exploitation et les abus sexuels.

Cette liste n'est pas exhaustive. Le budget du projet et la note d'intention (NIONG) devront faire apparaître ces dépenses : le budget les fera apparaître selon leur nature (ou en tant que « activité non ventilable »), dans la rubrique budgétaire adéquate ; la note d'intention (NIONG) expliquera, dans la partie dédiée, la démarche recherchée par l'OSC et/ou ses partenaires, la nature de ces dépenses, leurs objectifs, leur périmètre ainsi que le contexte de leur mise en œuvre.

C. QUELQUES LIENS UTILES EN MATIERE DE PEAS :

- Circulaire du Secrétaire Général des Nations Unies sur les dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les abus sexuels : <http://undocs.org/fr/ST/SGB/2003/13>
- Comité permanent inter organisations (CPI) / Inter-Agency Standing Committee (IASC) :
 - Rapport du Groupe de travail chargé de la prévention de l'exploitation et de la violence sexuelles dans les situations de crise humanitaire
https://interagencystandingcommittee.org/system/files/legacy_files/iasc%20poa%20and%20report%20french.pdf
 - Les normes internationales en matière d'exploitation, d'abus et de harcèlement sexuels :
https://safeguardingsupporthub.org/sites/default/files/2022-02/210609%20RSH%20Summary%20Brief_Global%20SEAH%20Standards_Final_FR.pdf

- Guide des pratiques exemplaires, Mécanisme communautaire de plainte inter organisations
https://publications.iom.int/system/files/pdf/best_practice_guide_fr.pdf?language=es
 - Site du Comité permanent inter organisations (CPI) / Inter-Agency Standing Committee (IASC) : <https://psea.interagencystandingcommittee.org/>
- Code du travail et Code pénal français <https://www.legifrance.gouv.fr/>
- Guide pratique et juridique sur le harcèlement sexuel et les agissements sexistes au travail, ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion (publié en 2019) : <https://travail-emploi.gouv.fr/demarches-ressources-documentaires/documentation-et-publications-officielles/guides/article/guide-reagir-face-au-harcèlement-sexuel-et-aux-agissements-sexistes>
- Guide d'autoformation, publié par Coordination Sud en 2021 : <https://www.coordinationsud.org/document-ressource/guide-dautoformation-violences-sexistes-sexuelles/>

Fiche-outil n°10 relative au dispositif d'encadrement du respect de la règlementation portant sanctions à destination des OSC et fondations – version Avril 2025

L'AFD est tenue, comme toute personne morale de droit public ainsi que toute personne privée constituée ou établie en France réalisant ses activités sur le territoire français ou à l'étranger de respecter les dispositions de l'art. L. 562-5 du code monétaire et financier (CMF) **qui interdit notamment « de mettre à disposition, directement ou indirectement, ou d'utiliser des fonds ou ressources économiques au profit des personnes dont les fonds et ressources économiques font l'objet d'une mesure de gel »** (sanctions financières individuelles), **adoptées par les Nations Unies, l'Union européenne et la France**. Les sanctions financières internationales comprennent également des mesures sectorielles (embargos, interdictions de transactions avec certaines entités d'un secteur, interdiction d'exportation de biens à double usage...). Le non-respect de ces interdictions est susceptible d'engager la responsabilité pénale et disciplinaire des entités, de leurs représentants.

A ce titre, l'AFD a mis en place en octobre 2023, actualisé en avril 2025, un dispositif d'encadrement du risque de violation des sanctions financières dans les projets finançant les OSC, détaillé ci-dessous.

A. FILTRAGE DES PARTIES PRENANTES - OBLIGATOIRE

L'AFD attend des OSC qu'elles procèdent au filtrage des Parties Prenantes financées dans le cadre de la subvention octroyée (fournisseurs, personnel et partenaires de mise en œuvre incluant les bénéficiaires de rétrocession).

A cette fin, l'AFD continue de proposer aux OSC son accompagnement dans l'usage de la **liste unique de gel des avoirs disponible gratuitement sur le site Internet de la DG Trésor** (url publique de connexion : <https://gels-avoirs.dgtresor.gouv.fr/>) qui compile les différentes listes de sanctions applicables³⁴.

L'OSC peut également se doter d'un outil de filtrage automatique via l'achat d'une solution auprès d'éditeurs spécialisés. L'AFD continuera, si l'OSC en fait la demande, de contribuer à financer l'achat d'une telle solution de filtrage.

Enfin, l'OSC peut s'assurer du respect de cet interdit en ayant recours à une modalité de versement des fonds via une banque ou un prestataire de services de paiement officiel s'engageant à respecter les 3 listes de sanctions (ONU, UE, France).

La profondeur, la fréquence des diligences et les moyens utilisés afin de respecter l'interdit de mise à disposition relèvent de la responsabilité des bénéficiaires des fonds AFD.

B. FILTRAGE DES POPULATION RECIPIENDAIRES DE L'AIDE

Rappel : l'interdiction de mise à disposition de fonds ou de ressources économiques au bénéfice d'une personne ou d'une entité sous sanction trouve à s'appliquer et implique, de la part des OSC sollicitant

³⁴ Elle met également à disposition des usagers des Application Programming Interfaces (API) permettant l'interfaçage des listes avec les systèmes d'informations de l'OSC.

une subvention auprès de l'AFD, qu'elles mettent en œuvre des moyens pour la respecter. – dès lors que :

- **le financement octroyé par l'AFD comprend des transferts monétaires** (cash transfer, cash for work, per diem au bénéfice des populations pour participer à un atelier, à une formation, bourse scolaire, etc.) ou
- **la mise à disposition de biens ayant une valeur économiquement exploitable** (bétail, matériels, intrants, etc.)

Cet interdit peut faire l'objet des trois dérogations décrites ci-après, qui doivent être détaillées dans le « Questionnaire de Conformité : analyse dédiée au projet » :

a) Exemption humanitaire et dérogation obtenue des autorités compétentes

- (i) **Si le projet peut se prévaloir d'une exemption humanitaire³⁵** : si le pays de déploiement du financement est couvert par un Plan de Réponse Humanitaire (PRH) ou un flash appeal de la part de l'ONU (OCHA ou HCR) et que le projet s'inscrit dans les domaines couverts par ce PRH ou ce flash appeal ou :
- (ii) **Si l'OSC peut se prévaloir d'une dérogation obtenue par l'Autorité Nationale Compétente en matière de sanctions (ANC) et est en mesure de transmettre l'autorisation afférente au groupe AFD.**

b) Exceptions pour les projets visant certaines catégories de population

Si les projets visent certaines catégories de population, sans pouvoir bénéficier de l'exemption humanitaire liée à la finalité de l'action financée.

Les catégories concernées sont :

- **Les personnes mineures ;**
- **Les personnes dont l'identité doit être protégée**, en raison des persécutions subies « en raison de leurs opinions politiques, de leur appartenance religieuse, de leur race, de leur nationalité ou de leur appartenance à un certain groupe social », telles que définies par la convention de Genève du 28 juillet 1951 ou encore des personnes persécutées en raison de leur action en faveur de la liberté au sens de l'alinéa 4 du préambule de la Constitution de 1946 ;
- **Les personnes dépourvues de documents officiels d'identité.** Dans le cas où le projet se déroule dans un contexte / un endroit où la vérification de l'état civil des populations bénéficiaires est impossible (l'Etat ne fournit pas de papiers d'identité, par exemple), le filtrage des bénéficiaires est donc impossible et n'est pas conséquent pas exigé. L'OSC doit cependant apporter des éléments probants permettant d'étayer cette impossibilité (articles de presse, rapports d'organisations internationales telles que la Banque Mondiale, l'OCDE, etc.).

Pour ces catégories de personnes, il est procédé à une analyse au cas par cas des contraintes spécifiques rendant le filtrage impossible (en l'absence de documents d'identité), ou inapplicables (en raison de l'âge ou de la nécessité impérieuse de protéger l'identité des personnes : ex. : personnes vivant avec le VIH ou menacées en raison de leur identité de genre), **en vue d'exonérer de filtrage la totalité ou une partie des populations récipiendaires de l'aide.**

Ces cas de dispenses doivent spécifiquement être motivés par l'OSC s'en prévalant pendant l'instruction : ils feront l'objet d'un avis du service de la Conformité et le Conseil d'administration ou ses Comités spécialisés (dont le Comité ONG) seront systématiquement saisis pour statuer.

³⁵ Exemption prévue par les textes applicables en raison de la finalité humanitaire poursuivie par le projet dont la résolution adoptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies n° 2664 le 9 décembre 2022

c) Mesures alternatives au filtrage

L'AFD peut accepter que l'OSC recourt à des moyens alternatifs au filtrage. Ces moyens alternatifs au filtrage devront être démontrés par l'OSC au travers du « Questionnaire de Conformité : analyse dédiée au projet ».

A ce titre, l'OSC devra démontrer (i) procéder à une sélection rigoureuse des populations bénéficiaires et (iii) mettre en place des mesures de contrôle afin de s'assurer du bon usage des transferts monétaires ou ressources économiquement exploitables et donc de leur absence de détournement.

C. CONTROLE EX-POST RENFORCE DANS LE CADRE DES AUDITS DES PROJETS

Le contrôle du respect de l'engagement contractuel et l'absence de mise à disposition de fonds à des personnes listées dans le cadre du projet sera vérifié lors de l'audit du projet (à mi-parcours et final), par l'auditeur, par tous moyens adaptés (pouvant inclure le filtrage si nécessaire), sur la base d'un échantillon de dépenses financées au moyen de la subvention octroyée par l'AFD.

Il est donc recommandé aux OSC de conserver la trace de leurs contrôles. Cela peut prendre, notamment, la forme d'impression écran et/ou de rapports de résultats des outils de filtrage utilisés par l'OSC, ou le tableau complet des personnes faisant l'objet de gels des avoirs et sanctions disponible sur le site du gouvernement français et extraite le jour où le contrôle a été réalisé. L'auditeur pourra vérifier l'exactitude de ces contrôles en réalisant le filtrage des bénéficiaires lors de son audit.

Ce contrôle sera adapté à la nature du projet considéré. En particulier dans les cas où l'OSC s'inscrit dans le cadre d'une exemption, d'une dérogation ou dans les cas par exception visés, le contrôle pourra se limiter à vérifier que le projet répond bien aux cadres dérogatoires invoqués.

Un canevas des termes de référence types des audits de l'AFD est à télécharger sur le site de l'AFD.

Fiche-outil n°11 : La mise en place de montants forfaitaires pour les financements intermédiés inférieurs à 50 000 euros

Dans son objectif de développer et structurer les sociétés civiles dans ses pays d'intervention, l'AFD peut avoir recours à un **système de financements ou dispositifs intermédiés** dans le cadre duquel elle accorde des fonds aux organisations de la société civile (OSC françaises ou de droit local) pour que celles-ci redistribuent ces fonds à d'autres organisations et/ou bénéficiaires physiques de la société civile, par des enveloppes dédiées ou des mécanismes spécifiques, à des acteurs souvent nombreux et pas nécessairement connus au démarrage du projet.

Dans le cadre de ces financements intermédiés, **si l'ensemble des dépenses demeurent en dessous d'un seuil de 50 000 €, l'AFD peut accepter la mise en œuvre de montants forfaitaires pour justifier tout –ou partie dans le cas de co-financement- des sommes redistribuées par action/bénéficiaire et sur la durée du projet.** Ainsi, le montant forfaitaire par projet/bénéficiaire doit être inférieur à 50 000 € sur la durée du projet.

Cette solution se substitue alors à l'obligation de justification des sommes redistribuées par des pièces comptables, au 1^{er} euro, par l'OSC porteuse du financement et, en miroir, par les organisations ou personnes physiques récipiendaires des sommes redistribuées dans le cadre du projet.

Cette fiche-outil détaille et encadre la mise en œuvre de ces montants forfaitaires.

A. QUELS SONT LES FINANCEMENTS INTERMEDIÉS CONCERNÉS PAR CETTE FICHE-OUTIL ?

Les **financements intermédiés** concernés par cette fiche-outil comprennent **les enveloppes redistributives prévues dans les projets, les fonds d'appui, fonds de dotation, bourses, fonds d'urgence, appels à projets et mécanismes structurés de redistribution de subventions** à d'autres acteurs au sein du projet.

Ils peuvent intervenir sur **tous types de projets**, de terrain ou d'ECSI ou de SMA, conventions-programmes, CPP et PCPA, en France ou dans les pays d'intervention.

Les financements intermédiés concernés par cette fiche-outil sont à **distinguer des rétrocessions classiques** entre une OSC porteuse du financement de l'AFD et son ou ses partenaires de mise en œuvre. **Les rétrocessions « classiques » d'une OSC vers des partenaires de mise en œuvre ne sont pas concernées par ces modalités de justifications des sommes versées sur une base forfaitaire, quel que soit leur montant. Les rétrocessions « classiques » restent à justifier par des pièces comptables et extra-comptables, au 1^{er} euro.**

B. QUE SONT LES MONTANTS FORFAITAIRES POUR L'AFD ?

Ils s'inspirent des montants forfaitaires acceptés par l'Union européenne dans le cadre de ses « options de coûts simplifiés »³⁶.

³⁶ Cf. Règlement (UE) 2021/2060 ; Guide sur les Options de Coûts Simplifiés 2021-2027 de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires

Pour l'AFD, dans le cadre d'un **montant forfaitaire**, les dépenses réalisées par le bénéficiaire de la somme (organisation de la société civile ou personne physique), sont **justifiées** par la **transmission de la (des) preuve(s) de réalisation du projet / des activités financées**, et **non plus** par la **transmission de pièces comptables**³⁷.

Par exemple, si une OSC porteuse du projet cofinancé par la subvention AFD procède, dans le cadre du projet, à un appel à projets/initiatives pour financer des actions mises en œuvre par d'autres acteurs associatifs français ou locaux, par le biais de subventions unitaires de 20 000 €, ces derniers pourront justifier les 20 000 € perçus en transmettant le(s) document(s) démontrant la **preuve de réalisation** de l'action et la **bonne gestion des fonds**. Les pièces comptables justifiant ces 20 000 € de subventions redistribuées ne seront donc plus exigées.

Schématiquement :

- En **amont du projet**, l'OSC signataire avec l'AFD et le bénéficiaire récipiendaire d'une somme redistribuée sur le projet (OSC ou personne physique) précisent **dans la convention** qui les lie :
 - o **La somme versée en cas de réalisation de l'action envisagée** (avec une avance possible, des jalons intermédiaires ou en un seul versement – cf. *infra*),
 - o **La pièce ou les pièces démontrant la réalisation de l'action** (le ou les « livrables »),
 - o Et, en fonction du montant versé, **la ou les pièces complémentaires démontrant la bonne gestion des fonds redistribués**.
- Lors de la **conduite du projet**, le récipiendaire de la somme réalise l'action prévue en respectant l'ensemble du cadre qui le lie à l'OSC signataire avec l'AFD.
- En **aval du projet**, le récipiendaire de la somme transmet pour contrôle à l'OSC signataire avec l'AFD i) la ou les **pièces** qui ont été précisées dans la convention comme **démontrant la réalisation** du projet, ii) la ou les **pièces complémentaires** démontrant la **bonne gestion des fonds**. **Ensemble, ces pièces valent justification de l'ensemble des dépenses réalisées ; ce sont elles qui seront à fournir à l'auditeur externe lors de l'audit des dépenses du projet**. Leur transmission à l'OSC signataire avec l'AFD, selon les termes de la convention, débloque le versement du montant forfaitaire (ou son solde) figurant dans la convention.

En cas de non-transmission de tout document conventionné visant à démontrer la réalisation du projet ou la bonne gestion des fonds, l'OSC signataire avec l'AFD ne verse pas le solde du montant forfaitaire et est fondée à recouvrer l'ensemble de l'avance déjà versée le cas échéant. **Pour limiter cet aspect binaire, il est cependant possible de prévoir des jalons intermédiaires de réalisation associés à des pièces intermédiaires de réalisation** (cf. *infra*).

Aussi, le montant forfaitaire ne répond pas à une logique de *performance* mais à une logique de *matérialité / réalisation* du projet/de l'action financé. L'OSC (via le livrable demandé) et l'auditeur (cf. *infra*) ne vérifient pas que le projet a été performant mais qu'il a été réalisé conformément à ce qui est stipulé dans la convention entre l'OSC et le bénéficiaire.

C. MISE EN PLACE DU MONTANT FORFAITAIRE PAR L'OSC PORTEUSE DU FINANCEMENT AFD

a) Déterminer l'opportunité de mettre en place un montant forfaitaire

En ne rendant plus nécessaire la transmission de pièces justificatives comptables pour chacune des dépenses, **les montants forfaitaires permettent d'adapter et sécuriser la justification des dépenses par**

³⁷ Selon le montant, d'autres documents de gestion démontrant la bonne gestion des fonds peuvent être nécessaires (cf. *infra*).

le bénéficiaire de la somme redistribuée. La mise en place de montants forfaitaires est particulièrement utile dans le cadre de **certain mécanismes et financements en cascade, appels à projets/initiatives, financements multiples, petits montants « coups de pouce », fonds d'urgence, bourses, etc.**

L'opportunité de la mise en œuvre d'un montant forfaitaire est évaluée pour chaque projet financé par l'OSC porteuse du projet et signataire de la convention avec l'AFD.

Pour les montants forfaitaires envisagés, les modalités de mise en place d'un montant forfaitaire (somme versée, pièces démontrant la réalisation de l'action attendue et pièces démontrant la bonne gestion des fonds) doivent être **discutées**, lors de l'instruction du projet, **avec l'interlocuteur habituel de l'OSC au sein de l'AFD** (le plus souvent le chef de projet AFD), et présentées dans la NIONG et le budget du projet.

Lorsque le montant forfaitaire est mis en place, **il n'y a qu'un montant forfaitaire par bénéficiaire au même moment.** Aussi, dans le cas où un bénéficiaire recevant un montant forfaitaire sollicitait un deuxième montant forfaitaire, il devrait d'abord recevoir le solde du premier montant forfaitaire avant de signer la convention relative au deuxième montant forfaitaire.

Dans le cas de co-financements entre l'OSC porteuse du financement AFD et d'autres bailleurs, le bénéficiaire à deux options :

- **Option 1 :** conserver le mode de reporting au réel pour le co-financement du ou des autres bailleurs. Dans ce cas, les montants forfaitaires couvrent seulement les dépenses redistribuées par l'OSC porteuse du financement AFD au bénéficiaire. Dans la convention, il est alors stipulé que le **bénéficiaire ne peut aller présenter ces mêmes dépenses à un autre co-financeur au réel.** En revanche, **le(s) livrable(s) doivent démontrer la réalisation de l'ensemble de l'action ;** il(s) n'est (ne sont) pas « fléché(s) » vers les dépenses justifiées par le montant forfaitaire ou une « brique » du projet.

Par exemple, pour un projet de 50 000 € où le financement AFD redistribué est de 30 000 € et celui du co-financeur est de 20 000 €, le bénéficiaire justifiera les dépenses de 30 000 € selon les modalités des montants forfaitaires auprès de l'OSC porteuse du financement AFD et les dépenses de 20 000 € selon les modalités de reporting du co-financeur, à savoir au « réel ». Le bénéficiaire peut à la fois recevoir 30 000 € après transmission des pièces et livrables nécessaires et en plus bénéficier d'un remboursement **de 20 000 € pour les autres coûts supportés ;**

- **Option 2 :** appliquer les montants forfaitaires à l'ensemble des co-financements. Dans ce cas, **tous les co-financeurs – OSC porteuse du financement AFD et le(s) autre(s) – s'accordent sur les modalités de reporting des montants forfaitaires.** Dans le cas de l'exemple ci-dessus, l'OSC qui redistribue et le(s) co-financeur(s) se sont accordés sur la modalité de reporting des montants forfaitaires : le bénéficiaire justifiera de l'ensemble des dépenses aux montants forfaitaires.

La mise en œuvre du montant forfaitaire n'est possible qu'**au dernier niveau de la « cascade ».** Dans le cadre de cascade à plusieurs niveaux, par exemple selon le schéma AFD-OSC1-OSC2-OSC3, le montant forfaitaire n'est possible qu'entre l'OSC2 et l'OSC3. **Cependant, en tout état de cause, c'est l'OSC1 (l'OSC signataire avec l'AFD) qui reste responsable et porte le risque financier.**

b) Détermination du montant forfaitaire

Pour les **montants forfaitaires inférieurs à 2 000 €**, la détermination du montant forfaitaire est faite par l'OSC redistribuant la somme, selon les modalités qu'elle définit.

Pour les **montants forfaitaires compris entre 2 000 € et 50 000 €**, la détermination du montant forfaitaire est faite par l'OSC redistribuant la somme sur la base d'un **budget prévisionnel qu'elle exige du récipiendaire de la somme redistribuée (OSC ou personne physique).** Le montant forfaitaire doit être interrogé et cohérent par rapport au contexte du projet et à l'action financée.

c) Détermination des livrables (pièces) démontrant la réalisation du projet/de l'action financée et la bonne gestion des fonds redistribués

Montant de la somme	< 2 000 € (incluant l'avance le cas échéant)	Entre 2 000 € et 20 000 € (incluant l'avance le cas échéant)	Entre 20 000 € et 50 000 € (incluant l'avance le cas échéant)
En amont, prérequis pour déterminer le montant forfaitaire redistribué	Indiquer le(s) livrable(s) dans la convention permettant de justifier le montant forfaitaire (pièces prouvant la réalisation des actions)	Indiquer le(s) livrable(s) dans la convention permettant de justifier le montant forfaitaire, (pièces prouvant la réalisation des actions) + Déterminer le montant sur la base du budget prévisionnel détaillé	Indiquer le(s) livrable(s) dans la convention permettant de justifier le montant forfaitaire, (pièces prouvant la réalisation des actions) + Déterminer le montant sur la base du budget prévisionnel détaillé
En aval, pièces à fournir par le bénéficiaire pour débloquer le montant forfaitaire	Fournir le (s) livrable(s) déterminé(s) par l'OSC et conventionné(s) dans la convention (pièces prouvant la réalisation des actions)	Fournir le (s) livrable(s) déterminé(s) par l'OSC et conventionné(s) dans la convention (pièces prouvant la réalisation des actions) + un bilan technique et financier	Fournir le (s) livrable(s) déterminé(s) par l'OSC et conventionné(s) dans la convention (pièces prouvant la réalisation des actions) + un bilan technique et financier qui intègre une justification des variations par rubrique > à + ou - 10 % vis-à-vis du budget prévisionnel

Détermination du livrable (des pièces) démontrant la réalisation du projet/de l'action par le bénéficiaire de la somme redistribuée

Pour l'ensemble des montants forfaitaires, l'OSC redistribuant la somme et le bénéficiaire de la somme redistribuée précisent dans la convention qui les lie **une (des) pièce (s)/ un (des) livrable(s) démontrant la réalisation du projet / de l'action financée. Le(s) livrable(s) portent sur la réalisation de l'ensemble du projet**, et non seulement les dépenses justifiées par le montant forfaitaire, **même dans le cas de de co-financements** (voir « a) Déterminer l'opportunité de mettre en place un montant forfaitaire »).

Pour les **montants forfaitaires supérieurs à 2 000 €**, la détermination de la (des) pièce(s) démontrant la réalisation du projet/ de l'action financée en cascade fait l'objet d'une discussion lors de l'instruction avec l'AFD, souvent le chef de projet.

Le ou les livrables démontrant la réalisation du projet par le bénéficiaire doivent refléter l'objectif attendu du projet ou de l'action financée.

Il est recommandé que l'interlocuteur AFD (souvent le chef de projet) discute des livrables avec l'OSC porteuse du financement pour s'assurer de leur réalisme et de leur sérieux, et apprécier leur adaptation

au contexte du projet, des acteurs et du pays, puisqu'ils deviennent la preuve de réalisation des actions financées en cascade, en remplacement des pièces comptables.

Les livrables démontrant la réalisation du projet par le bénéficiaire de la somme redistribuée peuvent être, par exemple :

- Pour une action/un projet consistant à former un public, les livrables peuvent être les feuilles d'émargement des personnes formées, ainsi que des photos de la formation et la convocation à la formation ;
- Pour une action/ un projet visant à la publication d'une étude sur internet, le livrable peut être le lien URL de la publication ;
- Pour un projet d'organisation d'une conférence, les livrables peuvent être l'état des lieux de sortie de la salle signé par le bailleur, ainsi que des photos de la conférence et son invitation.

Cette liste n'est pas exhaustive, les livrables étant à déterminer au cas par cas par l'OSC redistribuant la somme, selon la nature des activités en lien avec la somme versée.

L'OSC doit déterminer pour chaque projet un ou des livrables suffisamment « ambitieux » (pas une simple photo ou un rapport narratif qui explique l'action par exemple).

Le livrable doit autant que possible être une **preuve « extérieure »**, c'est-à-dire un document qui n'est pas produit par le bénéficiaire lui-même.

Détermination des pièces complémentaires démontrant la bonne gestion des fonds

En complément de la (des) pièce(s) démontrant la réalisation du projet/de l'action par le bénéficiaire de la somme redistribuée, celui-ci doit transmettre à l'OSC redistribuant la somme des **pièces démontrant la bonne gestion des fonds**. Dans un souci de proportionnalité, ces pièces sont plus nombreuses à mesure que le montant forfaitaire augmente :

- **Pour les montants forfaitaires inférieurs à 2 000 €**, pas de pièce complémentaire exigée ;
- **Pour les montants forfaitaires compris entre 2 000 € et 20 000 €**, le bénéficiaire de la somme redistribuée doit transmettre, en complément de la (des) pièce(s) démontrant la réalisation du projet, un **bilan technique et financier** ;
- A minima, **pour les montants forfaitaires supérieurs à 20 000 €**, le bénéficiaire de la somme redistribuée doit transmettre, en complément de la (des) pièce(s) démontrant la réalisation du projet, un **bilan technique et financier** qui intègre une **justification des variations** par rubrique de dépenses supérieures à plus ou moins 10 % vis-à-vis du budget prévisionnel transmis à la mise en place du montant forfaitaire.

Le format du bilan technique et financier n'est pas prédéfini par l'AFD. Il incombe à l'OSC signataire avec l'AFD d'en définir le contenu et le format. Il est attendu du bilan technique a minima qu'il décrive l'action réalisée et financée en cascade, les objectifs attendus et ceux réalisés, les réussites et les difficultés. Il est attendu du bilan financier a minima de fournir une vision des natures de dépenses réalisées pour mettre en œuvre l'action prévue.

d) Modifications apportées par la mise en œuvre d'un montant forfaitaire aux autres règles de gestion

La mise en œuvre de montants forfaitaires n'apporte pas de modifications au cadre défini par l'AFD en dehors des éléments précisés dans cette fiche-outil : **pas de modification liée aux règles de passation des marchés, ni aux règles liées à la connaissance client (KYC), à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et au respect de la réglementation portant sanctions notamment.**

e) Possibilité d'avance dans le cadre d'un montant forfaitaire

L'OSC signataire avec l'AFD peut **verser une avance au bénéficiaire de la somme redistribuée pour mettre en œuvre le projet/l'action prévue, par exemple dès le début du projet et sans que l'avance ne soit conditionnée à la transmission d'une pièce**. Cependant, en fin de projet/action, en cas de non-transmission de tout document conventionné visant à démontrer la réalisation du projet ou la bonne gestion des fonds, l'OSC signataire avec l'AFD est fondée à recouvrer l'ensemble de l'avance déjà versée le cas échéant.

f) Possibilité de mise en place de jalons intermédiaires associés à des livrables intermédiaires pour réduire les risques liés aux aléas opérationnels

Par principe, le montant forfaitaire est binaire : si la ou les pièces démontrant la réalisation du projet/ de l'action ne sont pas transmises, la somme n'est pas débloquée.

Si le projet financé risque d'être soumis à des aléas très forts, qui rendent peu probable la réalisation du projet voire rendent difficile la définition d'un objectif, il est recommandé de ne pas mobiliser de montant forfaitaire, et ainsi de rester « au réel ».

Si le projet financé risque d'être soumis à des aléas, il reste possible dans le cadre de montants forfaitaires de sécuriser une part du financement avec un/des jalon(s) intermédiaire(s). Par exemple, la convention OSC-bénéficiaire stipule :

- que le bénéficiaire recevra 100 % du financement s'il réalise le projet (et produit le livrable et les pièces demandés) (montant forfaitaire)
- mais également que le bénéficiaire recevra par exemple 50 % du financement s'il atteint tel objectif intermédiaire avant la fin du projet (jalon intermédiaire). Le cas échéant, même s'il ne produit pas le livrable final lié au 100 %, il gardera tout de même les 50 % liés au jalon intermédiaire.

Aussi, contrairement à l'avance, le déblocage d'une somme dans le cadre d'un jalon intermédiaire est associé à la transmission d'un livrable.

Contrairement à l'avance encore, le bénéficiaire conserve la somme liée à l'atteinte du jalon intermédiaire même s'il n'atteint pas l'objectif final de l'action/projet et ne débloque pas l'intégralité du montant forfaitaire.

Enfin, il n'est pas interdit de faire des avenants aux conventions OSC-bénéficiaires. Cependant, ce n'est pas le « mode normal » de prévention du risque lié à la binarité du montant forfaitaire.

g) Montant forfaitaire versé au bénéficiaire en cas de sous ou sur-réalisation au regard du budget initial

En amont d'un projet, l'OSC et le bénéficiaire signent une convention qui stipule que le bénéficiaire recevra un montant forfaitaire s'il transmet les livrables demandés, dont le « bilan technique et financier » (dans le cadre d'un projet supérieur à 2 000 €) dans lequel le bénéficiaire note les dépenses effectuées pour conduire le projet.

En aval du projet, même si le bénéficiaire a engagé selon le bilan technique et financier un montant inférieur ou supérieur au montant forfaitaire, le montant versé au bénéficiaire est toujours le montant qui figure dans la convention.

Cependant, si le montant réalisé est très inférieur au montant conventionné (par exemple 2 000 € de réalisé pour 5 000 € de conventionné), alors le montant forfaitaire ne respecte pas le présent cadre AFD selon lequel le montant forfaitaire doit être cohérent avec le contexte d'intervention et le projet financé et ici l'auditeur pourra rejeter le montant forfaitaire du projet dans son ensemble.

D. COMMENT ET OU INDIQUER LES FINANCEMENTS INTERMEDIÉS DANS LA NIONG ET LE BUDGET DU PROJET ?

Dans le **budget prévisionnel** du projet (sous Excel) :

- Pour **les projets hors CPP**, ces fonds intermédiés sont à indiquer en **rubrique 7 « Fonds redistributifs (ne concernent pas les rétrocessions) »** ;
- Pour **les CPP**, pas de mention dans le budget Excel.

Dans la **NIONG** du projet :

- Pour **les projets de terrain**, il est attendu, en partie **« VIII Commentaires éventuels relatifs au budget prévisionnel »**, une présentation des financements intermédiés prévus dans le projet et du choix de leur justification sur une base forfaitaire ou au réel sur la base de pièces comptables : description des acteurs concernés, sommes en jeu, mécanisme prévu, livrables justifiant les montants forfaitaires, etc. ;
- Pour **les projets d'ECSI ou de SMA**, mêmes attentes à indiquer dans la partie **« VII Commentaires éventuels relatifs au budget prévisionnel »** de la NIONG ;
- Pour **les CPP**, mêmes attentes à indiquer dans la partie **« VIII Commentaires éventuels relatifs au budget prévisionnel »** de la NIONG.

Si l'OSC souhaite mettre en place des montants forfaitaires pour des projets en cours, l'OSC doit être autorisée à le faire via ANO. L'AFD autorisera l'OSC à mettre en place des montants forfaitaires sur la base des modalités ci-dessus.

En tout état de cause, l'AFD ne valide pas formellement chaque montant forfaitaire ; elle valide uniquement les éléments ci-dessus qui tiennent lieu de « doctrine » de l'OSC en matière de montants forfaitaires.

E. MODALITES DE L'AUDIT EXTERNE DANS LE CADRE D'UN MONTANT FORFAITAIRE

L'audit intermédiaire et l'audit en fin de projet visent à vérifier, concernant les montants forfaitaires :

- La **conformité au cadre de l'AFD de la construction du montant forfaitaire** ;
- La **conformité** à la convention passée entre l'OSC redistribuant le montant forfaitaire et le bénéficiaire du montant forfaitaire des **pièces transmises** par le bénéficiaire de la somme (livrable(s) de réalisation et éventuelles pièces complémentaires de bonne gestion des fonds).

Dans le schéma AFD-OSC 1-OSC 2-Bénéficiaire, l'auditeur qui audite la bonne application du montant forfaitaire « descendra » au dernier niveau de la « cascade » pour vérifier que le montant forfaitaire entre l'OSC 2 et le bénéficiaire respecte le cadre AFD et que les pièces fournies par le bénéficiaire sont conformes aux pièces stipulées dans la convention OSC 2 – bénéficiaire.

F. AVANTAGES ET INCONVENIENTS DU MONTANT FORFAITAIRE

Le montant forfaitaire présente des avantages par rapport à un autre mode de reporting :

- La **réduction de la charge administrative pour les bénéficiaires**, puisqu'il n'est plus nécessaire de relier chaque euro de dépense cofinancée à des pièces justificatives individuelles ;
- La **plus grande accessibilité des fonds aux petits bénéficiaires** du fait de la simplification du processus de gestion ;
- La **concentration des ressources humaines vers la réalisation des objectifs stratégiques**, moins de ressources étant requises pour la collecte et la vérification des documents ;

- Un **usage plus efficace et plus juste des fonds**. Dans le cadre européen, la Cour des comptes européenne a d'ailleurs recommandé de façon répétée à la Commission européenne d'encourager et d'étendre le recours aux options simplifiées en matière de coûts, en **particulier parce que celles-ci réduisent le risque d'erreurs** ;
- Diminution du **risque de fraude par les bénéficiaires du montant forfaitaire, en particulier celui de production de faux documents**.

Cependant, le montant forfaitaire présente également des inconvénients :

- **Avec les montants forfaitaires, les OSC porteuses du financement AFD doivent prévoir un temps pour construire un montant forfaitaire spécifique à leur besoin.** La réussite du montant forfaitaire repose en grande partie sur la qualité de leur travail d'instruction et de contrôle. Ainsi pour chaque montant forfaitaire redistribué, l'OSC devra :
 - o en amont du projet, choisir un ou des livrables adaptés à travers un échange avec le bénéficiaire du montant forfaitaire ;
 - o en amont du projet, vérifier la cohérence du budget prévisionnel avec le contexte d'intervention et le projet financé ;
 - o en amont du projet, élaborer des conventions sur mesure à chaque montant forfaitaire, en y indiquant le ou les livrables de réalisation et son calendrier de remise ;
 - o en aval du projet, porter la responsabilité de ne pas redistribuer la somme prévue si le/les livrables et pièces complémentaires n'ont pas été produits.
- **Un montant forfaitaire procède par principe d'une logique de « tout ou rien »,** c'est-à-dire que **si le livrable conventionné n'est pas produit, le bénéficiaire ne percevra pas le montant forfaitaire**. A l'inverse, dans une logique de convention « au réel », même si le projet n'est pas entièrement réalisé, le bénéficiaire recevra le montant des factures acquittées dans le cadre du projet présentées.

X. NOTE DE DOCTRINE CPP

NOTE DE DOCTRINE CONVENTION DE PARTENARIAT PLURIANNUEL (CPP)

Version révisée 2023

Cette note de doctrine s'applique pour les nouvelles CPP sélectionnées à partir de l'AMI 2023 (primo-accédantes à l'outil CPP ou nouvelle phase de CPP en cours).

A. Contexte

La **création** de l'instrument CPP s'est inscrite dans un contexte porteur, marqué par l'accroissement du partenariat des pouvoirs publics français avec les OSC (Loi de 2021, doublement des crédits aux OSC entre 2017 et 2022, Document d'orientation stratégique Société civile et engagement citoyen du MEAE), qui place la société civile au cœur des politiques de développement.

Ce contexte porteur justifie de continuer à renforcer les OSC françaises dans leur positionnement international et leur capacité d'influence, en collaboration étroite avec leurs partenaires locaux, et de consolider par là-même la visibilité de la France sur la scène internationale.

Cette note de présentation tient compte de l'évaluation de l'instrument réalisée en 2022 et de l'expérience consolidée **depuis la mise en place de l'outil CPP (2016-2018)**.

B. Présentation de la CPP

1) Définition

La convention de partenariat pluriannuel (CPP) est un instrument de financement stratégique du dispositif I-OSC mis en place en 2017 et qui vise à sortir de la logique de financement de projets.

La CPP est donc avant tout un **appui institutionnel et budgétaire global à un « acteur français » dont le savoir-faire est avéré** et qui doit lui permettre de **renforcer** sa structure, ses compétences, sa contribution aux ODD et **d'opérationnaliser** sa stratégie pluriannuelle sur la thématique appuyée par la CPP et d'intérêt partagé.

La CPP vise en effet à soutenir les OSC françaises dans une logique de renforcement stratégique et partenarial via un appui budgétaire pluriannuel de quatre ans (renouvelable).

La CPP finance ainsi les OSC dans la durée sur la base d'un programme stratégique pluriannuel sectoriel assorti d'objectifs, d'axes stratégiques d'intervention et d'indicateurs de résultats. La CPP doit permettre de financer toutes les dimensions qui servent la stratégie sectorielle : interventions de terrain, plaidoyer, renforcement de compétences internes et externes, partenariats, productions de connaissances, expérimentations/innovations, capitalisation, communication.

La CPP s'inscrit évidemment dans les principes de base du dispositif Initiatives OSC de l'AFD : soutien à des initiatives non gouvernementales portées par les OSC françaises, respect du droit d'initiative et de l'indépendance de l'OSC, qualité de la relation partenariale avec les partenaires notamment ceux issus de la société civile locale, finalité de renforcement de capacité des sociétés civiles, respect des exigences de redevabilité, de transparence, de suivi et d'évaluation, et de bonne gestion financière de la part de l'OSC.

Elle engage l'OSC à s'inscrire dans une **démarche stratégique** à la fois au profit de son institution et de son développement mais également au profit d'un **dialogue renforcé** avec les pouvoirs publics français (en particulier le MEAE et l'AFD) en vue de porter un plaidoyer qui s'inscrit dans les priorités de l'action internationale de la France.

En effet, un dialogue plus approfondi, élargi à l'ensemble des services du MEAE et de l'AFD concernés, des exigences renforcées en matière de mesure des impacts, d'évaluation et de visibilité accompagnent ce financement stratégique.

L'OSC bénéficiaire d'une CPP peut prétendre, pendant la durée de la CPP, à d'autres financements sur le dispositif Initiatives OSC, selon les modalités définies dans l'Appel à Manifestation d'Intention (AMI).

2) Objectifs de l'instrument

Les programmes soutenus par les CPP doivent répondre **au DOS Société civile 2023**, à savoir :

- (a) le soutien aux sociétés civiles locales en matière de lutte contre la pauvreté et d'atteinte des ODD,
- (b) le soutien aux sociétés civiles locales en matière de promotion de la gouvernance, de l'égalité de genre et de défense des droits fondamentaux, et (c) le renforcement de l'efficacité des acteurs français en matière de mobilisation citoyenne et de coopération au développement, et la valorisation de leurs capacités d'influence et d'expertise sur la scène nationale et internationale.

Ils viseront plus particulièrement à :

- Appuyer la stratégie globale de l'OSC et celle de ses partenaires impliqués sur la thématique retenue et identifiée comme d'intérêt partagé avec l'AFD et le MEAE ;
 - Renforcer l'OSC dans ses fondements et évolutions institutionnelles, organisationnelles, stratégiques et opérationnelles ; et
 - Concourir à la réalisation d'objectifs précis à fort impact en matière de développement et de solidarité internationale et s'inscrire dans le cadre des Objectifs de Développement Durable adoptés par les Nations Unies en 2015 (ODD) ; et
 - Soutenir le développement d'actions concrètes dans les pays partenaires sur des axes et/ou des géographies d'intérêt partagé avec le MEAE et l'AFD, dans une logique partenariale et pluri acteurs avec les sociétés civiles locales ; et
 - Promouvoir l'innovation ; et
 - Intégrer les approches transversales liées au genre, à la jeunesse et au climat ainsi que le développement d'actions visant à sensibiliser et mobiliser l'opinion publique sur les grands enjeux des ODD ; et
 - Soutenir des actions de plaidoyer ambitieuses en direction des acteurs institutionnels, associatifs, universitaires français et internationaux ; et
 - Soutenir des stratégies de communication et de visibilité permettant de valoriser l'expertise de l'OSC et les thématiques portées par l'OSC ; et
- Favoriser les échanges, les regards croisés et les capitalisations entre l'OSC, l'AFD, les pouvoirs publics français, les organismes de recherche le cas échéant, sur des thématiques d'intérêt partagé, liées au(x) domaine(s) de compétences de l'OSC. Pour ce faire, il conviendra de :
 - Identifier des temps forts sur l'agenda national et international ;
 - Envisager des actions conjointes pour porter un plaidoyer plus audible à l'international ;
 - Encourager les exercices de capitalisation, de recherche-action, de production de connaissances à diffusion large ;
 - Contribuer à nourrir les stratégies du MEAE et de l'AFD sur les thématiques concernées.

C. Modalités de l'instrument

1) Critères d'éligibilité

Aux critères d'éligibilité du dispositif Initiatives-OSC, s'ajoutent les critères suivants propres à l'instrument CPP :

- L'OSC doit avoir adopté préalablement un **plan stratégique de long terme** cohérent avec les priorités de l'Etat et, par conséquent, de l'AFD ;
- **L'OSC doit avoir un historique de collaboration probant** dans le cadre du dispositif Initiatives OSC géré par l'AFD (MPN/OSC), attesté par la qualité de la relation partenariale, de la mise en œuvre des projets cofinancés et de leur suivi, et par l'atteinte effective des résultats attendus ;
- L'OSC doit avoir bénéficié de cofinancements de MPN/OSC sur les trois dernières années d'au moins 3M€ pour les OSC généralistes et d'au moins 1,5M€ pour les OSC droits humains ;
- L'OSC doit avoir déjà bénéficié d'une ou de plusieurs conventions-programmes au préalable ;
- **L'OSC doit avoir démontré sa capacité à mener des projets/programmes d'envergure**, en partenariat étroit avec les partenaires locaux, autour d'objectifs mesurables ;
- L'OSC doit avoir la capacité de répondre à l'ensemble des demandes de suivi/contrôle relatives aux exigences de conformité de l'AFD et à celles concernant la mise en œuvre du programme et l'atteinte des résultats ;
- L'OSC doit disposer d'une solidité et d'une capacité financière et gestionnaire saine et suffisante pour assumer de manière fiable un engagement pluriannuel ;

- **L'OSC doit avoir noué un dialogue avec les autres acteurs non étatiques et participé activement au dialogue sectoriel** dans son(ses) domaine(s) de compétences au sein de plateformes et/ou de réseaux existants, en France et/ou à l'international ;
- L'OSC doit porter un positionnement en termes de partenariat et de renforcement de capacité des acteurs de la société civile locale avec lesquelles elle travaille et démontrer une adhésion collective à cette stratégie et des résultats en termes de renforcement des partenaires des pays d'intervention, qu'il s'agisse d'organisations locales, de plateformes ou de réseaux nationaux;
- Le budget annuel de l'OSC doit être supérieur à 5 M€ pour les OSC généralistes et 3 M€ pour les OSC droits humains.

2) Critères d'appréciation

La CPP doit servir la stratégie de l'OSC, mais aussi les objectifs visés pour contribuer à faire progresser la ou les thématiques retenues et enfin, contribuer à enrichir le dialogue entre l'OSC, le MEAE et l'AFD, dans une volonté partagée de progresser et de valoriser l'expertise et le savoir-faire développés. Les éléments suivants seront particulièrement regardés :

- La ou les thématiques (3 maximum), la cohérence et la qualité du programme proposé, la façon dont il s'inscrit dans la stratégie globale de l'OSC, et sa valeur ajoutée, autant pour l'OSC que pour l'AFD et le MEAE.
- Le ou les pays d'intervention seront définis dans le cadre du dialogue entre l'OSC, l'AFD et le MEAE.
- L'OSC a adopté un plan stratégique de long terme en cohérence avec les priorités de l'Etat français (CICID), des ODD et de l'Agenda international du Développement.
- L'innovation et l'ambition (passage à l'échelle), dont le programme est porteur en termes de stratégie globale, de résultats attendus et de publics ciblés.
- La reconnaissance de l'OSC au niveau international de son expertise sur la thématique ou le programme est avérée.
- L'historique de collaboration dans le cadre du dispositif I-OSC (qualité de la mise en œuvre des projets, qualité du suivi des projets, atteinte effective des résultats attendus, qualité des rapports d'exécution technique et financier, qualité du partenariat avec l'AFD).
- Les compétences, expériences et plus-value de l'OSC pour solliciter une CPP (capacité de mener des programmes d'envergure en partenariat étroit avec les partenaires du Sud, compétences avérées sur la thématique du projet ou sur le contexte du pays).
- L'adéquation de la vision stratégique de la CPP avec l'analyse contextuelle
- L'existence de partenariats engagés dans les processus amont du projet (dialogue avec les acteurs non étatiques, les pouvoirs publics, participation au dialogue sectoriel dans son ou ses domaines de compétence, implication des populations cibles, etc.)
- La qualité des actions de renforcement de capacités des partenaires, démarche multiacteurs recherchée.
- La qualité du pilotage de la CPP, modalités d'évaluation prévues et qualité des indicateurs de suivi présentés, qualité du dispositif de capitalisation prévu dans le projet.

3) Modalités de financement

- La CPP sera engagée par le biais d'un accord-cadre non financier de 4 ans **et** de deux **subventions de 2 ans**.

Montant pouvant être octroyé par l'AFD

- **Le montant de la contribution AFD de la première CPP** sera déterminé en fonction des cofinancements accordés à l'OSC par MPN/OSC sur les trois dernières années précédant la date dépôt d'une CPP³⁸, ou sur les six dernières années en cas de rupture dans les cofinancements octroyés sur les 3 dernières années.

³⁸ Par exemple, le montant de la contribution AFD d'une CPP prévue sera calculé à partir de la moyenne annuelle des cofinancements obtenus des 3 dernières années

- Le montant de la première CPP ne pourra pas dépasser, par an, 120% de la moyenne annuelle des cofinancements MPN/OSC, calculée sur la base des 3 dernières années (hors octrois relatifs aux projets réserve 10%).
- **Le montant de la contribution AFD à la première CPP ne pourra excéder 2,5 M€/an** pour les OSC qui ont reçu des cofinancements annuels de DPA/OSC supérieurs à ce niveau.
- **Une rétroactivité** de maximum un an à compter de la date d'octroi pourra être acceptée quand la CPP prend la suite d'une convention-programme. Il en est de même entre la fin de la phase 1 et l'octroi de la Phase 2 de la CPP afin d'éviter toute rupture.

Taux de cofinancement AFD

- Le cofinancement de MPN/OSC sera plafonné à 80% du montant de la CPP.
- Il est convenu qu'aux 80% maximum apportés par MPN/OSC peuvent venir s'ajouter des financements **AFD/SDD** (APCC, Facilités, ou tous contrats d'opérateurs sur les projets financés par l'AFD), **Expertise France, FFEM, ainsi que des financements CDCS et DGM** (mais pas de financements DGM/CIV) ; la mobilisation d'autres financements publics ou privés internationaux seront fortement appréciés.
- L'OSC devra contribuer en fonds d'origine privée à hauteur de 5% minimum (en argent et non en valorisations).
- L'OSC devra veiller à ce que les 20% ou plus du solde de financement, soient mobilisés au plus vite. Si l'OSC ne parvient pas à mobiliser des fonds publics ou privés externes, elle devra s'engager, dans le budget annexé à la convention, à mobiliser des fonds propres.
- L'augmentation éventuelle du montant de la subvention AFD lors du renouvellement de la CPP sera plafonnée à +5% et le montant de la subvention AFD ne pourra pas dépasser 10MEUR sur 4 ans.

4) Modalités d'instruction

- **Prise de contact et dialogue avec MPN/OSC** – Minimum 6 mois avant la publication de l'AMI
L'OSC intéressée par une CPP devra se rapprocher dans un premier temps des équipes de MPN/OSC afin de discuter de l'intérêt commun d'avoir recours à la CPP.
- L'OSC doit ensuite **transmettre la Note de présentation** (cf. format-type) – au moins 4 mois avant la publication de l'AMI. Cette note servira de support aux échanges entre l'OSC, l'AFD et le MEAE ; elle pourra faire l'objet de précisions ou d'aménagements suite aux échanges.
- **Une fois le principe de la CPP accepté par l'AFD**, l'OSC est invitée à suivre le cycle du projet classique de MPN/OSC :
 - Dépôt de la **Note de présentation** finalisée via le portail OSCar **en réponse à l'AMI**,
 - Présélection de la CPP par MPN/OSC,
 - **Dépôt de la NIONG via OSCar et du dossier administratif à jour** ; MPN/OSC commencera le processus d'instruction de la CPP selon ses procédures d'instruction habituelles, en associant étroitement les autres services de l'AFD concernés (directions géographiques et transversales, divisions techniques). **La NIONG et la note de présentation CPP seront communiquées aux ambassades et aux agences pour information.**
 - Présentation de la CPP au Comité ONG pour décision d'octroi.

5) Pilotage de la CPP et visibilité

Visibilité et valorisation de la CPP et du partenariat

- L'OSC, conjointement avec l'AFD, organisera dans la mesure du possible, un événement de lancement de la CPP pour renforcer sa visibilité. L'OSC devra par ailleurs organiser des événements de valorisation, de restitution et/ou de capitalisation de la CPP, des moyens dédiés seront budgétés dans la CPP. Dans les pays, elle devra associer les ambassades et les agences AFD aux événements organisés dans le cadre de la CPP.
- Le MEAE sera informé de la date et des modalités prévues pour la contractualisation de manière à assurer une bonne visibilité. Il s'assurera que les ambassades accordent une attention particulière à ces programmes et rencontrent régulièrement les parties-prenantes du programme.

- La CPP répondra à un **niveau de communication de niveau 2** (Document de référence 11 – Kit de communication AFD). L'OSC sera attentive à valoriser les principaux acquis produits par la CPP, les évolutions notables, les résultats et impacts mesurables.
- Un évènement final d'envergure (au bout de 4 ans) sera organisé par l'OSC, en lien avec l'AFD, afin de valoriser les acquis et enseignements de la CPP. D'autres évènements pourront être organisés par l'OSC pendant la durée de la CPP.

Suivi et pilotage de la CPP

- **Une réunion de suivi** sera réalisée annuellement, a minima entre MPN/OSC et l'OSC. Cette réunion aura pour objectif de faire un suivi des réalisations et résultats du projet.
- Un COPIL différent de la réunion du suivi (réunion tripartite réunissant les services du MEAE, l'OSC détentrice de la CPP, MPN/OSC et les autres services de l'AFD concernés) se tiendra chaque année) selon les modalités et enjeux déterminés avec l'OSC et le MEAE. Le COPIL abordera l'évolution de l'OSC dans sa stratégie, son organisation, ses partenariats, son plaidoyer et ses actions transversales (visibilité, innovation, recherche-action, production de connaissances) et mettra en évidence les apports de la CPP et les objectifs à venir. Une présentation stratégique sera attendue de la part de l'OSC avec des supports innovants (vidéos, témoignages...). Ce temps d'échange sera organisé par l'OSC porteuse de la CPP et permettra d'échanger sur un ou des sujets/thématiques portés par la CPP.
- Il sera exigé un audit externe à la fin de chaque tranche ; l'audit à mi-parcours (2 ans) ne sera pas une condition suspensive au versement de la 2^{ème} tranche.
- L'évaluation finale de la CPP devra être ambitieuse et porter davantage sur une évaluation des effets et des impacts plutôt qu'une évaluation des activités.
- L'OSC s'engagera à maintenir des échanges réguliers avec MPN/OSC, la DGM/CIV et les postes, agences et Directions régionales de l'AFD (lorsque cela est pertinent) dans les pays concernés tout au long de la mise en œuvre.

POUR UN MONDE EN COMMUN

L'Agence française de développement (AFD) contribue à mettre en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale.

À travers ses activités de financement du secteur public et des ONG, ses travaux et publications de recherche (Éditions AFD), de formation sur le développement durable (Campus AFD) et de sensibilisation en France, elle finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et résilient.

Nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud. Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer, dans 115 pays et dans les territoires en crise, pour les biens communs – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD).



www.afd.fr

[X : @AFD_France](#) - [Facebook : AFDOfficiel](#) - [Instagram : afd_france](#)

[5, rue Roland-Barthes -75598 Paris cedex 12 -France](#)

[Tél. : +33 1 53 44 31 31](tel:+33153443131)